

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

**ProQuest Information and Learning
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
800-521-0600**

UMI[®]



Université d'Ottawa • University of Ottawa

L'OPPOSITION À LA CORRUPTION POLITIQUE AU CANADA

LES CRITIQUES ROUGES ET RÉFORMISTES DE 1867 À 1871

par

Philippe Bérubé

(1824468)

Thèse déposée à
l'École des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de la
maîtrise ès arts en Science politique

Directeur : professeur François Houle

Université d'Ottawa
septembre 2000



**National Library
of Canada**

**Acquisitions and
Bibliographic Services**

**395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

**Bibliothèque nationale
du Canada**

**Acquisitions et
services bibliographiques**

**395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

Your file Votre référence

Our file Notre référence

0-612-66011-7

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

UNIVERSITY MICROFILMS INTERNATIONAL

RÉSUMÉ DE LA THÈSE :

*L'opposition à la corruption politique au Canada :
Les critiques Rouges et Réformistes de 1867 à 1871*

Philippe Bérubé
Université d'Ottawa (2000)

Directeur de thèse :
Professeur François Houle

Durant les quatre premières années de la Confédération, la question du patronage et de la corruption politique préoccupe beaucoup l'opposition aux trois coalitions conservatrices qui dirigent le Québec, l'Ontario et le Canada. Cette opposition, composée essentiellement de députés rouges au Québec et de députés réformistes en Ontario, bien qu'elle ait été très divisée idéologiquement, critiqua la corruption politique pratiquée par les trois coalitions conservatrices principalement sous un angle partisan. C'est ce qui ressort de notre analyse de deux journaux d'opposition de l'époque: le *Pays* de Montréal et le *Globe* de Toronto. L'analyse de ces deux journaux, tout comme celle des ouvrages portant sur l'évolution des mouvements rouge et réformiste, nous a permis de constater certaines divergences idéologiques entre les partis d'opposition et ainsi de contribuer à notre compréhension de l'apport de ces deux partis à la culture politique canadienne.

NOMS DE LIEUX ET NOMS PROPRES PERTINENTS

Canada, Ontario, Québec, Montréal, Toronto, Canadiens français, Manitoba, Nord-Ouest, Rouges, Réformistes, Conservateurs, Antoine-Aimé Dorion, George Brown, John A. Macdonald

Remerciements

L'auteur tient d'abord à remercier le directeur de cette thèse, M. François Houle, pour sa supervision constante du processus de recherche, puis de la rédaction du document.

Un merci aux professeurs Linda Cardinal et François-Pierre Gingras et aux collègues David Leech, Pierre Naud et Benoît Tessier, qui ont, directement ou indirectement contribué à plusieurs des arguments avancés dans cette thèse.

L'auteur désire également remercier son père Berthier Bérubé qui a lu et commenté la version finale de la thèse avant son dépôt et son ami Christian Brideau qui m'a fortement et constamment encouragé à fonder ma recherche sur des sources primaires. Vos opinions ont été grandement appréciées.

L'auteur souhaite enfin dédier cette thèse à sa mère Gilberte, malheureusement décédée, suite à une courte maladie, durant la rédaction de la thèse, et finalement à toutes les personnes qui, par leur soutien et par leurs conseils, m'ont permis de trouver l'énergie pour mener à terme ce projet, même dans les moments difficiles.

Philippe Bérubé

Ottawa, septembre 2000

«Les bonnes doctrines politiques des temps modernes, je les trouve condensées, expliquées et livrées à l'amour des peuples et pour leur régénération dans quelques lignes de la Déclaration d'indépendance de 1776 et de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789.»

- Louis-Joseph Papineau

Table des Matières

Chapitre 1 : Introduction.....	1
Chapitre 2 : Le patronage et autres formes de corruption politique durant la période 1867-71 : Brève revue des écrits et analyse des sources primaires.....	27
Chapitre 3 : Analyse de l'opposition Rouge et Réformiste à la corruption politique dans le <i>Pays</i> et le <i>Globe</i> , de 1867 à 1871.....	44
Divergences idéologiques principales entre le <i>Pays</i> et le <i>Globe</i>	46
Analyse de l'opposition au patronage et aux autres formes de corruption politique.....	58
1) Les critiques globales du système de patronage.....	60
2) Les critiques de l'embauche de candidats non-qualifiés.....	69
3) Les critiques de la corruption dans les élections.....	78
4) Autres critiques de la corruption politique.....	87
Chapitre 4 : Conclusions.....	101
Retour sur la problématique.....	104
Sources primaires.....	113
Bibliographie.....	125

L'OPPOSITION À LA CORRUPTION POLITIQUE AU CANADA

LES CRITIQUES ROUGES ET RÉFORMISTES DE 1867 À 1871

Chapitre 1: Introduction

La corruption politique est un élément présent au sein de la culture politique canadienne depuis la création du Haut et du Bas-Canada en 1791. Plusieurs politologues et analystes dont Vincent Lemieux, Kenneth M. Gibbons, Donald C. Rowat, Michael Bliss, Jeffrey Simpson et S.J.R. Noel considèrent que la corruption politique représente un élément important des cultures politiques provinciales et fédérale au Canada. Au Canada, le phénomène de la corruption politique, davantage britannique que français, remonte bien avant l'acte fondateur de 1867. Il précède même l'instauration du premier gouvernement responsable de 1849. Toutefois, l'implantation du gouvernement responsable au Canada, durant la seconde partie du 19^e siècle, a donné lieu à l'extension de la corruption politique de l'aristocratie anglaise vers les représentants élus du peuple.

En simplifiant à l'extrême, on peut affirmer qu'à partir de 1791, la question du contrôle du patronage en Amérique du Nord Britannique a été l'objet de querelles entre les élites économiques et politiques¹, car après 1840, tous les citoyens aspirant à la fonction publique ou espérant obtenir

¹S.J.R. Noel, *Patrons, Clients, Brokers: Ontario Society and Politics (1791-1896)*, Toronto, University of Toronto Press, (1990), p. 41: «However, from (Upper Canada Governor) Simcoe's perspective, which was conventional perspective of the English landed gentry of 1792, those who engaged in trade were inherently of low status and not to be entrusted with such influence in matters of state because, as he puts it, it is unreasonable to expect disinterestedness among the mercantile part of the community, nor do their habits or education in the least entitle them to a shadow of pre-eminence. Merchants such as Robert Hamilton of Niagara, on the other hand, were naturally just as inclined to believe the opposite: that status should be earned, and that pre-eminence was precisely what they were entitled to by virtue of their wealth. Hamilton, in fact, was so rich and well connected that he had no need of Simcoe's patronage; though, with good

un contrat du gouvernement, ont tenté eux-aussi d'en profiter², tant par leur adhésion au parti qu'à la coalition au pouvoir. Nous verrons plus loin que le patronage a aussi été un outil (certains iront même jusqu'à dire une loterie) pour rallier au parti politique au pouvoir ceux qui, dans les années 1830, se sont révoltés contre l'autorité britannique.

L'auteur de cette thèse a, par le passé, étudié le phénomène du patronage au Nouveau-Brunswick au 20^e siècle. Avec cette thèse, nous souhaitons approfondir notre connaissance du phénomène et retourner au 19^e siècle, jusqu'au lieu initial d'implantation du patronage soit le Haut et le Bas-Canada. Après avoir constaté le rôle important joué par le patronage au sein de la culture politique canadienne (autant francophone qu'anglophone) au 19^e siècle et après avoir aussi observé, après la Confédération, le maintien de diverses pratiques de corruption politique déjà solidement ancrées, plusieurs constatations s'imposèrent. D'abord, les travaux de recherche et ouvrages portant sur la corruption politique durant la période d'avant juillet 1867 (Acte de l'Amérique du Nord Britannique) et après juillet 1872 (Scandale du Canadien Pacifique) bien qu'abondants³, ont ignoré

reason, he probably expected to receive his share of it in any case.»

²Stéphane Kelly, *La Petite Loterie: Comment la couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837*, Montréal, Éditions Boréal, (1997), p. 31 : «En un sens, la pensée Court whig est la traduction politique de l'*Homo economicus*. Dans sa définition de l'être humain, le vice apparaît comme une qualité. Animé par l'envie, l'individu se réalise dans la société civile et son rôle de citoyen y est relégué à l'arrière-plan, au profit de sa personne privée (...) Une partie de l'élite loyaliste se retrouve dans la province de Québec immédiatement après la naissance des États-Unis. Ces loyalistes rêvent de fonder une nouvelle Amérique britannique.

L'administration coloniale britannique, instruite par la vision du Court whig, diffuse l'image du monarchisme commercial et l'élite loyaliste s'attache à condamner toute manifestation du républicanisme. Elle préconise la constitution d'une union fédérale dans les territoires au Nord des États-Unis et imagine les paramètres d'un État commercial centralisé.»

³Citons en exemple *Political Corruption in Canada* de Gibbons et Rowat (1976), *Patronage politique au Québec* de Hudon et Lemieux (1975), *The organization of Upper Canadian Reformers, 1818-1867* de Jackson (1973), *The idea of Loyalty in Upper Canada, 1784-1850* de David Mills (1988), *Patronage et Pouvoir au Bas-Canada* de Paquet et Wallot (1973) et *Révolution et Réformisme dans le Bas-Canada* de Wallot.(1973), etc.

la période du 1^{er} juillet 1867 au 31 décembre 1871. Les idées politiques animant les organisations politiques d'opposition au Québec (Rouges) et en Ontario (Réformistes) durant cette même période ont aussi été peu étudiées⁴.

Notre thèse portera la culture politique canadienne au Québec, en l'Ontario et au niveau fédéral en étudiant le premier mandat de ces trois gouvernements, de 1867 à 1871. Nous tenterons ainsi de voir par l'étude du parti Rouge et du parti Réformiste, lequel aura le plus influencé la culture politique de l'époque. Pour ce faire, nous analyserons leur discours d'opposition au patronage gouvernemental (qui, on le verra, sera nationaliste d'une part et axé sur l'autonomie provinciale d'autre part) Notre objectif premier sera d'analyser l'attitude de l'opposition officielle à Québec, à Toronto et à Ottawa face au patronage et aux autres formes de corruption politique pratiquées par les trois gouvernements en place du 1^{er} juillet 1867 au 31 décembre 1871. Nous avons dépouillé les pages de deux journaux, le *Pays* et le *Globe* (leur choix sera expliqué plus loin) qui se sont vigoureusement opposés à la corruption politique des gouvernements du Québec, de l'Ontario et du Canada durant cette période. Par l'étude des réactions de ces journaux au système pan-canadien de

⁴Nous n'avons recensé que 7 ouvrages qui traitent directement du thème de l'opposition à la corruption politique en Ontario, au Québec et au pour la période de 1867 à 1871. Il s'agit des titres suivants : *Les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle* (1971) et *Les idéologies québécoises au 19^e siècle* (1973) de Jean-Paul Bernard, *La Petite Loterie* de Stéphane Kelly (1995), *Patron, Clients and Brokers* de S.J.R. Noel (1990), *The Ideological Genesis of Canadian Confederation* de Peter J. Smith et Janet Ajzenstat (1995), *The origins of canadian politics* de Gordon Stewart (1986), et *In search of Canadian liberalism* de Frank Underhill (1960). À titre d'exemples : Jean-Paul Bernard ne consacre que 10 pages (pp. 311-321) dans *Les Rouges...*, (1971), à l'échec de la tradition radicale dans la pensée politique des Rouges du Québec après 1866. S.J.R. Noel (1990) ne dédie que 20 pages de *Patrons, Brokers and Clients in Ontario* (pp. 210 à 230) à la période de 1867 à 1871. Là-dessus, environ trois ou quatre pages sont consacrées aux attitudes de l'opposition Réformiste à Toronto face aux actions de la coalition, avant l'arrivée au pouvoir d'Oliver Mowat en 1872. Enfin, Frank Underhill (1960) dans *In search of Canadian liberalism* alloue seulement 15 pages (pp. 69-84) aux idées politiques des Réformistes de l'Ontario de 1867 à 1878 et ne développe la période qui nous intéresse que sur cinq pages.

patronage, nous examinerons par le fait même comment John A. Macdonald, en laissant à ses lieutenants le soin de distribuer le patronage au niveau local, a réussi ainsi à cimenter les allégeances régionales à la coalition conservatrice et à fragmenter celles de l'opposition libérale durant la période étudiée au Québec. Nous allons cependant voir que cette tactique de Macdonald n'a pas fonctionné aussi efficacement en Ontario. La montée en popularité des Réformistes ontariens durant la période étudiée a en fait ralenti l'expansion du parti Conservateur dans cette province. Les attitudes adoptées par un parti Réformiste au membership croissant a aussi donné lieu à l'apparition de certaines différences (surtout idéologiques) entre la critique Réformiste ontarienne et Rouge québécoise de la corruption politique conservatrice, un sujet qui sera traité plus loin. Nous verrons également comment l'apport des Réformistes ontariens à la culture politique canadienne au début de la Confédération (si tel est réellement le cas) a été beaucoup plus important que celui des Rouges du Québec.

Après avoir brièvement présenté le matériel publié à ce sujet dans la littérature et en nous basant principalement, par la suite, sur les données recueillies grâce au dépouillement des journaux, nous tenterons d'analyser l'opposition au patronage de 1867 à 1871. En conclusion, nous proposerons un commentaire au sujet de l'attitude idéologique et/ou partisane de cette opposition. La thèse s'intéresse donc à l'opposition au patronage et vise à déterminer si cette dernière, à Québec, à Toronto et à Ottawa s'articule à l'intérieur d'une logique strictement partisane ou d'un discours idéologique plus large. Nous avançons l'hypothèse qu'en Ontario, au Québec et au niveau fédéral, la plupart des critiques de la coalition conservatrice au pouvoir dans ces trois gouvernements ne s'inscrivent pas à l'intérieur d'une idéologie précise, mais s'articulent principalement à partir d'une logique partisane. C'est principalement au moyen d'une analyse du *Pays* et du *Globe* que nous comptons démontrer notre thèse. Dans les quelques cas où le discours d'opposition s'articule à partir

d'arguments issus d'un courant idéologique, nous postulons que ces critiques du patronage et des autres formes de corruption politique sont basées sur des arguments moraux (ceux-ci venant du *Globe* et *Pays*) ou des arguments aux résonnances républicaines (ceux-ci venant surtout du *Pays* et s'articulant autour d'une référence au bien commun).

Comme nous l'avons déjà mentionné, le choix de la période de 1867 à 1871 est d'abord motivé par le peu d'ouvrages et de travaux de recherche qui semblent porter sur cette dernière. Afin de justifier davantage le choix de cette période, quelques faits qui s'y rattachent méritent d'être mentionnés. De juillet 1867 à décembre 1871, le Québec, l'Ontario et le gouvernement fédéral sont dirigés par des coalitions⁵ composées en majorité de députés Conservateurs. Les autres membres de ces coalitions sont des Libéraux modérés et des indépendants. L'opposition à Québec est composée de députés Rouges et de quelques Indépendants (Mauves) et celle de Toronto de députés Réformistes (*Clear Grits*) et de quelques Indépendants. L'opposition à Ottawa est composée à la fois de députés Rouges, Réformistes et Indépendants. Plusieurs membres des coalitions gouvernementales ont été auparavant membres associés aux Rouges ou aux *Clear Grits* et sont donc été considérés comme des transfuges et des traîtres par leurs ex-collègues, les transformant souvent en cibles de choix pour les critiques. Par exemple, Thomas D'Arcy McGee débute sa carrière politique partisane (1857) dans les rangs Rouges (élu député de Montréal en compagnie d'Antoine-Aimé Dorion et de Luther Hamilton Holton). Sa carrière républicaine au sein des Rouges se termine

⁵Le *Pays*, 14 janvier 1869, p. 2 et le *Globe*, 17 juin 1869, p. 2. Les membres conservateurs et indépendants de la coalition sont aussi connus sous le terme «ministériels». Dans le *Pays*, on affirme : «Le ministère d'Ottawa vient d'avoir recours à une de ces manoeuvre, afin de livrer de nouveau le coffre public au pillage de ses amis. Les beaux jours des quais, des douanes, des palais de justice et des édifices d'Ottawa vont renaître et voici comment...» et dans le *Globe*: «The strenght obtained by professions of conservatism is not, indeed, alone sufficient to secure a parliamentary majority for the ministerials. It has to be supplemented by that unscrupulous use of the public patronage for which the coalition is famous.»

toutefois en 1858, lorsqu'il passe au camp Conservateur aux côtés de George-Étienne Cartier et de John Rose (incitant le politologue canadien Stéphane Kelly à décrire son cas comme «l'itinéraire classique de l'individu rebelle appartenant à un peuple de «parias» voyant subitement l'intérêt de se convertir en parvenu»⁶). Joseph Howe, de la Nouvelle-Écosse, est un autre exemple de ce type de transfuge, ayant occupé les bancs de l'opposition à Ottawa comme chef jusqu'en 1868, il accepte la nomination partisane de Président du Conseil Privé par son ancien adversaire John A. Macdonald, passant ainsi dans les rangs de la coalition gouvernementale fédérale.

Il est bien établi par Jean-Paul Bernard⁷ et S.J.R. Noel que la «Grande Coalition» ou la *Patent Combination* en poste à Québec, à Toronto et à Ottawa en 1867 est composée de Conservateurs de longue date comme George-Étienne Cartier et John A. Macdonald, de Libéraux modérés comme Sandfield Macdonald et Thomas D'Arcy McGee (ancien Réformiste et ancien Rouge) et d'indépendants comme M. Simard, député de Québec-centre⁸. Durant la période étudiée, ce genre d'alliances, ou de défections vers la coalition est une source de grandes frustrations politiques pour les Rouges et les *Clear Grits*. Il n'est pas surprenant que ces manipulations suscitent de fortes rancunes politiques dans les rangs de l'opposition. Cette rancune se manifeste surtout dans de virulentes critiques partisans de la corruption politique pratiquée par les coalitions. Nous verrons que les Rouges et les Réformistes, afin de limiter l'amplitude et la fréquence de ces défections, ont dû délaisser plusieurs idéaux radicaux avant 1867. Ceci a eu pour effet de rendre plus partisans les critiques du *Pays* (Rouge) et du *Globe* (Réformiste) vis-à-vis des Conservateurs et des «défecteurs»

⁶Stéphane Kelly, *La Petite Loterie...*, op. cit., pp. 38-41.

⁷Jean-Paul Bernard, *Les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, (1971), pp. 310-311.

⁸S.J.R. Noel, *Patrons, Clients, Brokers...*, op. cit., p. 210.

⁹. Ceci dit, ajoutons aussi que deux importants chefs des Rouges et des Réformistes, respectivement Antoine-Aimé Dorion et George Brown, ont eux-même participé à des gouvernements de coalition du Canada uni, mais ont décidé de consacrer leurs énergies à la seule cause de leur parti respectif après 1867. Dorion est réélu comme député Rouge à Québec et à Ottawa en 1867 et Brown, défait aux élections de 1867 en Ontario, devient un stratège du parti *Clear Grit* ontarien, tout en demeurant éditeur du *Globe*.

Plusieurs membres du gouvernement fédéral occupent à cette époque également des sièges gouvernementaux à la législature du Québec ou de l'Ontario. On se référera à cette pratique comme étant celle du «double mandat». Elle est tolérée dans la législature fédérale et dans les deux législatures provinciales étudiées entre 1867 et 1871. La pratique est toutefois abolie juste à temps pour les élections provinciales de 1872 en Ontario. Les Réformistes de cette province, ont alors défait avec un vote de non-confiance le gouvernement de coalition de John Sandfield Macdonald en décembre 1871. La première et seule mesure notoire du bref gouvernement réformiste d'Edward Blake fut d'éliminer cette pratique au niveau ontarien. Ce geste profite apparemment aux

⁹*Idem*. «John A. Macdonald had been called upon to form the first federal administration. He was aware that Conservative electoral fortunes were unlikely to be improved by constitutional change alone and so prudently opted to perpetuate at the federal level the old familiar pattern of the United Canadas: his government would be an English-French coalition, whose expected weaknesses in Ontario and the Maritimes would be balanced by Cartier's solid bloc of supporters in Québec. The problem that demanded the greater exercise of his ingenuity was Ontario, where George Brown, who had resigned from the coalition ministry in December 1865, thundered ceaselessly against the return of the corruptionists and the election of a hostile Grit provincial administration seemed practically inevitable. To stave off such a result required a typically sharp piece of Macdonaldian chicanery. Having first secured the appointment of a pliant lieutenant-governor, he opened negotiations with Sandfield Macdonald with a view to duplicating the federal coalition at a provincial level. Sandfield was quick to appreciate the advantages of such an arrangement and on July 10 1867 became the astounding choice to form the first Ontario administration. The resulting cabinet was described by the premier as a Patent Combination of conservatives and non-Brownite liberals, a label that stuck.»

Réformistes qui remportent la majorité des sièges aux élections provinciales de 1872, ce qui permet à Oliver Mowat de former une administration réformiste plus solide; elle dirige la province durant les deux décennies suivantes. De 1867 à 1871 toutefois, les trois coalitions gouvernementales étudiées sont formées d'une majorité de députés Conservateurs. Les dirigeants Conservateurs justifient alors le cumul des fonctions par des motifs logistiques (un vaste territoire) ou économiques (le coût élevé des élections fédérales et provinciales tenues séparément). Ces raisons cachent toutefois des motifs partisans visant le maintien des Conservateurs au pouvoir, puisque les arguments logistiques et économiques sont également employés par ces derniers pour justifier l'expansion de leur réseau de patronage¹⁰. L'arrivée d'Edward Blake au pouvoir en décembre 1871, puis d'Oliver Mowat en 1872, à la tête d'un ministère ontarien opposé politiquement au gouvernement fédéral, sont considérées comme le facteur principal ayant forcé Ottawa à éliminer le double mandat de la pratique politique fédérale en 1873, avant même l'arrivée au pouvoir du *Clear Grit* Alexander Macdonald.

Le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle Écosse sont également des provinces membres de la Confédération de 1867 à 1871 et sont soumises à la pratique du double mandat. Par contre, l'étude de l'opposition dans ces provinces ne sera pas considérée dans notre thèse. Suite aux élections de

¹⁰Voir Gordon Stewart, *The Origins of Canadian Politics. A comparative Approach*, Vancouver, University of British Columbia Press, (1986), p. 82: «As prime minister, John A. Macdonald was intent on converting the electoral system into both a pool of patronage and an instrument for winning elections (...) But the system of patronage also worked well for party leaders because of the favourable economic and social conditions in 19th century Canada. One important condition for the successful operation of the patronage system was the fact that government was expanding throughout this entire period when the economy as a whole experienced only uneven growth. The growth of government was sustained by three factors - the need to overcome Canada's difficult geographical setting, which meant large scale government involvement in railways and canals; the need to incorporate the new western territories; the need to build up the other infrastructures of Confederation by the expansion of new federal departments, by establishing public offices as well as all the associated bureaucraties.»

l'été 1867, les membres de la coalition conservatrice dans les législatures du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse sont dans l'opposition; contrairement à Québec, Toronto et Ottawa où l'opposition détient le pouvoir. Le gouvernement du Nouveau Brunswick est composé de Libéraux modérés et de quelques *repealers* qui veulent résilier le pacte fédéral de juillet 1867. L'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse est presque entièrement composée de *repealers* (seul Sir Charles Tupper et un autre député Conservateur forment alors l'opposition). Il est difficile, compte tenu de ces données, de traiter ensemble les oppositions au Québec, en Ontario et au niveau fédéral, lesquelles s'opposent à la coalition conservatrice et les oppositions au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse qui, elles, sont pour l'essentiel composées de Conservateurs. Pour cette raison, nous avons décidé de centrer notre étude sur l'opposition Rouge à Québec et à Ottawa et Réformiste à Toronto et Ottawa. Étant donné le contexte des doubles mandats il est, en pratique, à peu près impossible de limiter notre étude soit au seul niveau provincial (Québec et Ontario) ou au niveau fédéral. Ceci nous aurait privé d'une partie importante d'information, car les attaques contre la corruption politique pratiquée par les coalitions conservatrices sont articulées à partir des pratiques des trois coalitions gouvernementales. C'est pourquoi notre thèse étudie l'opposition à la corruption politique des coalitions gouvernementales à Québec, à Toronto et à Ottawa. Pour notre analyse du propos de George Brown (du *Globe*) et de Antoine-Aimé Dorion (du *Pays*)¹¹, il nous apparaît préférable d'étudier leur opposition au patronage à la fois dans le contexte des affaires touchant les

¹¹De 1867 à 1871, George Brown (ancien chef des *Clear Grits* ontariens) était, comme nous l'avons vu, éditeur du *Globe* de Toronto, mais n'occupait pas de fonction politique à Toronto ou à Ottawa. Antoine-Aimé Dorion participait occasionnellement à la rédaction du *Pays* et son frère était membre du bureau de direction du journal. Antoine-Aimé Dorion était député Rouge (opposition) de Hochelaga/Maisonnette (de Napierville après 1872) à Ottawa et député Rouge opposition de Hochelaga à Québec (défait aux élections provinciales de 1871). Il est considéré par certains auteurs (i.e. Roger de la Garde et Jean Paul Bernard) comme le grand chef du parti Rouge du Québec durant cette période.

juridictions fédérale et provinciales, pour mieux comprendre leur apport à la culture politique canadienne.

Le choix des journaux posait aussi problème. Les journaux indépendants (ex : le *Canadien* de Québec et l'*Ordre* de Montréal), Rouges (le *Pays* de Montréal, l'*Avenir* de Québec et le *Journal* de Ste-Hyacinthe) et Réformistes (ex : le *Globe* de Toronto et le *Times* d'Ottawa), ont critiqué régulièrement les gestes de corruption politique posés par la coalition conservatrice à Québec, Toronto et Ottawa. Toutefois, notre choix s'est arrêté sur le *Pays* et le *Globe*¹² pour plusieurs raisons. L'influence du leader Rouge Antoine-Aimé Dorion sur le contenu du *Pays* et celle du leader Réformiste George Brown sur celui du *Globe* se reflètent dans la politique éditoriale de ces deux journaux. Cette influence reste utile pour comprendre l'apport des partis Rouges et Réformistes sur la culture politique canadienne. Pour expliquer la pensée politique de ces deux chefs, il est important de souligner que les deux hommes ont eu des idées communes, entre 1867 et 1868 sur les thèmes de l'autonomie provinciales de l'Ontario et du Québec et de la séparation de l'Église et de l'État (surtout au Québec). Par contre, l'achat du Manitoba et la première révolte des métis a par la suite nuit considérablement aux relations entre Brown et Dorion, qui par leur influence importante sur le caucus Réformiste et Rouge (respectivement) ont accentué la discorde entre les membres ontariens et québécois de l'opposition fédérale.

Deuxièmement, le contexte de presse de parti¹³ qui régnait au Canada à l'époque, nous impose

¹²Le *Pays* de Montréal fut publié comme tri-hebdomadaire du 1er juillet 1867 jusqu'au 6 novembre 1868, puis devint quotidien le 9 novembre 1868 jusqu'au 28 décembre 1871 (date de sa dernière parution). Ses propriétaires furent de 1867 à 1868 les familles Dorion et Papineau, de 1868 à 1869, Joseph Doutre et de 1869 à 1871, Louis Perrault. Le *Globe* de Toronto fut publié comme quotidien de 1867-1871 et ses propriétaires furent George et Gordon Brown durant toute cette période.

¹³David Taras, *The Newsmakers: The media's influence on canadian politics*, Calgary, University of Calgary Press, (1991), p. 43. On décrit la première période historique de presse au

le choix d'un journal n'étant pas subventionné tant par un gouvernement provincial que fédéral. Par exemple, certains journaux indépendants de l'époque ont reçu des subventions annuelles du gouvernement du Québec durant la période étudiée¹⁴, ce qui a pu évidemment limiter leur libre critique de la corruption politique pratiquée par ce gouvernement en contexte de presse de parti¹⁵. De plus, le *Pays* et le *Globe* n'ont reçu aucune aide gouvernementale de 1867 à 1871. Ils ont eu un tirage relativement élevé si on les compare aux journaux favorables à l'une des coalitions recevant le plus de subventions ministérielles. Bref, en étant les journaux officiels de l'opposition au sein des métropoles québécoises et ontariennes durant la période étudiée, et en ayant un tirage quotidien relativement élevé pour des organes d'opposition de l'époque, le *Pays* et le *Globe* peuvent alors atteindre un vaste public ne se limitant pas à leur ville respective, mais rejoignant aussi les campagnes environnantes et possiblement d'autres villes de leur province¹⁶.

Canada (1867-1914) comme étant l'âge d'or du journalisme partisan où les différents organes de la presse écrite étaient liés financièrement et idéologiquement à un parti: «The period from Confederation to the First World War was the heyday of the party press. As political parties formed, newspapers were seized upon as the principal vehicle of propaganda, communication, or campaigning. Politicians were continually founding, financing, supporting, capturing, or deposing publishers and newspapers. In the mid to late 19th century, the struggle for newspaper control was intense and brutal.»

¹⁴Le *Pays*, 6 février 1869, p. 2. Ce journal soutient par exemple que l'*Ordre* reçoit \$1200 par an et le *Canadien* \$3000 par an du gouvernement du Québec.

¹⁵Voir Norman Ward dans, *Political Corruption in Canada: Cases, Causes and Cures*, Ottawa, University of Carleton Library, (1976), p. 148. On y constate aussi que la couverture médiatique de 1867 à 1871 exprime plus souvent qu'autrement l'opinion de l'élite au pouvoir et reste en général biaisée envers le parti qui subventionne le médium, surtout s'il s'agit du gouvernement: «It is now impossible, for example, to discover how Sir John A. Macdonald used parliamentary grants for secret service money during his first term (...) Fortunately there is an abundance of other material to demonstrate that even in the unlikely event that all Canadian secret money was spent properly, coalition newspapers could obtain public funds in other ways. Conservative papers were liberally dealt with in getting official advertisements, the Government check often paying the papermaker.»

¹⁶Cette dernière affirmation est loin d'être une certitude, puisque les données permettant d'indiquer qui étaient les abonnés de ces deux journaux (de quelle région venaient-ils, quelle était leur profession, etc.) nous manquent. Voir quand même à ce sujet Paul Ruthorford, *A*

Troisièmement, l'accessibilité des journaux a aussi posé problème. Nous nous sommes rendus aux bibliothèques universitaires d'Ottawa et de Québec (Laval) pour y consulter les journaux disponibles, et seuls le *Pays* et le *Globe* sont en ce moment disponibles dans leur totalité pour la période étudiée. Cette disponibilité partielle des journaux Rouges et Réformistes publiés entre 1867 et 1871 en format microfilm a aussi forcé une cueillette des données aux Archives Nationales du Canada, puis d'une cueillette complémentaire à la Bibliothèque de l'Université d'Ottawa, afin de pouvoir consulter, de façon intégrale, tous les numéros du *Pays* et du *Globe* parus durant cette période. On a pu, par la suite, recenser tous les articles de la section éditoriale de ces journaux dont le thème portait sur la corruption politique pour ensuite classer au moins une citation pertinente par article dans une base de données informatiques que nous avons compilées.

La dernière raison justifiant nos choix (et sans doute la plus importante) est liée au fait que le *Pays* et le *Globe* (et leurs directeurs) n'ont pas eu la même influence, par leur traitement de la corruption politique de 1867 à 1871, sur la culture politique canadienne. Le *Pays* avait adopté un discours anti-confédération jusqu'en 1867, mais la piètre performance du Parti Rouge aux élections de cette année force le journal à changer de ton et à prôner plutôt l'indépendance totale du Dominion de la Grande-Bretagne (une idée réfutée par le *Globe*). Le journal a cependant poursuivi son déclin

Victorian Authority: the daily press in late 19th century Canada, Toronto, University of Toronto Press, (1982), p. 46. Un tirage de 20000 copies pour le *Daily Globe* contre 7000 et 5600 copies pour ses plus proches compétiteurs ministériels à Toronto, le *Mail* et le *Star*, qui reçoivent respectivement 1600 et 1400 dollars en subventions annuelles du gouvernement ontarien. À Montréal, la *Minerve* et le *Nouveau Monde*, qui reçoivent respectivement 340 et 200 dollars annuellement de gouvernement québécois, tirent quotidiennement à 5000 copies, alors que le *Pays* (non subventionné) ont alors une circulation de 6000 copies par jour. À noter que l'édition hebdomadaire de la *Minerve* circule toutefois à 20700 copies contre 15000 copies pour le *Pays*. Il est difficile de savoir quel montant d'argent exact qu'Ottawa donne à ces journaux, mais les chiffres des subsides provinciales sont rapportés par l'édition du *Pays* du 6 février 1869, p. 2. Cette édition indique d'ailleurs une subvention annuelle provinciale de 1681,45 dollars pour le *Journal de Québec* (ministériel).

et n'a eu qu'un impact minime sur l'ensemble de la culture politique canadienne, ses idées tantôt annexionnistes, tantôt indépendantistes (de la Grande-Bretagne) ayant vite été oubliées par le Québec et le reste du Canada, au profit des mêmes idées d'autonomie provinciale animant l'Ontario (plus tard, sous Honoré Mercier). La nécessité de combattre avant tout le patronage des coalitions, en particulier leur mauvaise gestion des finances publiques, a forcé le *Pays* à adopter un à partir de 1867 un ton plus conciliant envers l'union, alors que le *Globe* avait, depuis plusieurs années déjà choisi, comme son éditeur George Brown, d'appuyer pleinement la Confédération¹⁷.

D'ailleurs, l'héritage de George Brown à la culture politique ontarienne est indirectement le même que celui légué par Sir John A. Macdonald à la culture politique canadienne. Par sa critique du patronage cachant derrière elle un discours autonomiste provincial, Brown a certainement causé l'intégration à court terme des pratiques de patronage de MacDonald (qui les a lui-même puisées de celles pratiquées en Angleterre) en Ontario, car c'était le seul moyen pour Oliver Mowat de bâtir un parti libéral fort en Ontario (voir à ce sujet *Patrons, Clients and Brokers* de Noel, chapitre 13).

Il faut souligner ici le fait que la bonne entente entre Conservateurs québécois et ontariens au niveau fédéral, obtenue grâce au travail commun de George-Étienne Cartier et de John A.

¹⁷Voir J.M.S. Careless, *Brown of the Globe Volume II: Statesman of the Confederation (1860-1880)*, Toronto, MacMillan, (1963), p. 229: «The recess of 1866 virtually marked a transition for George Brown, a transition back to party warfare. He was pledged still to support the coalition ministry on Confederation; he did not seek or want to bring it down. But the budget was not Confederation, and on this he was quite ready for an open break. A federal union was to all intents assured; any more delay was the fault of the ministers themselves. Why should he stay quiet now, when new issues arose? No doubt his natural combativeness and partisan spirit had been repressed about as long as possible, and to his poor opinion of the ministers and sharpening distaste for Macdonald was added an increasing care for the future of his own liberal party. The peace he had made with (Luther) Holton and (Antoine-Aimé) Dorion might also symbolize the change. If Reform had to make a stand, he might even work with members of the Rouge opposition, who by this time had been forced to recognize Confederation as a nearly accomplished fact. And so the Liberal forces could begin looking towards partisan reunion, in anticipation of the day when coalition rule would be dispensed with altogether.»

Macdonald ne sera pas égalée par aucun autre premier ministre Conservateur dans toute l'histoire du Canada (sauf peut-être Brian Mulroney). Ce genre de collaboration ne sera atteinte par les libéraux qu'au 20^e siècle. L'opposition aux conservateurs de 1867 à 1871 ne s'entendait pas comme larrons en foire, elle était incapable de se comporter en "parti national" et les écrits du *Pays* et du *Globe* entre juillet 1867 et janvier 1872 le démontrent nettement. La révolte des métis contribue à ce qu'entre 1869 et 1871, les Réformistes et les Rouges adoptent une attitude différente face à l'émancipation de la population du Manitoba. La position dépend alors du groupe linguistique auquel le citoyen du Manitoba appartient. Les Réformistes appuient l'émancipation politique des citoyens britanniques, dans le respect de la Couronne, alors que les Rouges veulent que les métis créent un gouvernement dominé par leur groupe linguistique francophone.

Le peu de couverture consacrée à l'opposition aux Conservateurs au Québec de 1867 à 1871 par le *Globe* illustre bien le désintéressement des Réformistes face à la perspective d'une alliance avec leurs collègues de l'opposition au Québec qui véhiculent encore des idées d'indépendance et d'annexion dans leurs discours. De plus, la prise du pouvoir en Ontario par les Réformistes détourne à cette époque les hommes politiques du parti de la tâche de construire un parti libéral fédéral, la création d'un parti Réformiste provincial fort prenant toute la place. George Brown, ne siégeant pas aux assemblées législatives de Toronto ou d'Ottawa, a d'ailleurs fait des interventions dans le *Globe* en janvier 1872¹⁸, qui ont augmenté la tension entre l'opposition québécoise en faveur d'une plus grande indépendance de la Grande-Bretagne et d'une plus grande place pour les francophones dans les institutions publiques canadiennes, et l'opposition ontarienne qui est contre cette idée.

Les Rouges et leur chef, Antoine-Aimé Dorion, ont tenté de prôner le nationalisme

¹⁸Le *Globe*, 17 janvier 1872, p. 2 et 23 janvier 1872, p. 2.

francophone de leurs compatriotes et la plus grande autonomie provinciale possible pour le Québec (et ce, près de 20 ans avant la venue au pouvoir du gouvernement libéral d'Honoré Mercier qui allait baser l'essentiel de sa plate-forme sur ces idéaux). Jean-Claude Bernard souligne bien l'évolution de la pensée de Dorion et des Rouges en ce sens de 1867 à 1871¹⁹. Au début (1867), les Rouges ont adopté une attitude similaire aux *repealers* néo-écossais, en encourageant leurs compatriotes à rejeter le projet de confédération adopté. Suite à leurs échecs électoraux (septembre 1867), les Rouges adoptent graduellement, jusqu'à la mort du parti (et son organe principal, le *Pays*) en janvier 1867, une attitude, caractérisée selon Bernard, par un nationalisme canadien-français qui tente de lutter contre les situations reléguant le Québec à une "région" contrôlée par la bourgeoisie canadienne-anglaise. Selon Bernard, "Le Québec deviendra ainsi jusqu'à la dernière guerre mondiale une région industrielle caractérisée par l'utilisation du *cheap labour* et contrôlée par la bourgeoisie canadienne-anglaise. La classe dominante au sein du groupe canadien-français du Québec, la petite bourgeoisie, ne jouera que le rôle de classe politiquement régnante au sein de l'État provincial, mais régnant au profit du capital canadien"²⁰.

L'attitude de Dorion, tel qu'indiqué dans un article du *Pays*²¹ envers cette tentative visant à reléguer le Québec au rang de *cheap labour* pour les Canadiens anglais ou les Américains en est à la fois une de colère et d'impuissance. Comme Louis-Joseph Papineau avant lui, il voit en certains gestes de corruption politique posés par George Étienne Cartier au sein des gouvernements québécois et canadien une cause de l'exode de ses compatriotes aux États-Unis et oscille idéologiquement entre le désir de s'annexer définitivement aux voisins du Sud, où une garantie de

¹⁹Jean-Paul Bernard, *Les idéologies québécoises au 19e siècle*, Montréal, Boréal Express, (1973), pp. 114 et 115.

²⁰*Idem.*

²¹Le *Pays*, 11 avril 1871, p. 2.

la protection du fait français aurait été difficile, et le désir de rester au sein d'un Canada afin d'obtenir une plus grande indépendance de la Grande-Bretagne. Le progrès, selon Dorion et le parti libéral, passe par "la construction d'établissements manufacturiers"²² et non par les travaux publics monumentaux et/ou onéreux et la création d'une multitude de postes publics. La prospérité du Québec, signifie en bout de ligne pour Dorion une multiplication d'une classe riche et prospère de Canadiens français dans le *secteur privé*, une idée qui n'est partagée ni par Cartier, ni par George Brown²³.

Nous avons remarqué que le *Globe*, suite à la révolte des métis de 1870, modifie sa position à l'effet que le gouvernement fédéral conservateur devrait mieux respecter l'autonomie provinciale ontarienne, malgré leur accord avec les Rouges pour une expansion prudente du Canada, respectueuse du trésor public et des provinces existantes (donc de leur autonomie provinciale). Pourtant les Réformistes ontariens, tels George Brown et Edward Blake sont les premiers à demander que l'armée aille le plus vite possible mater la révolte des métis. Blake persuade même la législature ontarienne de passer une résolution pour qu'une récompense soit offerte pour la capture des meurtriers de Thomas Scott. Ceci constitue une contradiction flagrante avec son discours autonomiste provincial. Cette contradiction ne se trouve pas dans le discours de Dorion ou des Rouges. Leur programme, bien qu'impopulaire, s'avère du moins plus cohérent²⁴.

Ajoutons que durant la période de 1867 à 1871, les coalitions conservatrices, dirigées par John Alexander Macdonald à Ottawa, John Sandfield Macdonald à Toronto et Pierre Olivier Chauveau à Québec, poursuivent un travail déjà amorcé avant le 1^{er} juillet 1867. Ces coalitions

²²*Idem.*

²³De la Garde, *Le Pays...*, *op. cit.*, p. 405 et Soulard, *Esquisse...*, *op. cit.*, pp. 307 et 308.

²⁴Voir J.M.S. Careless, *Brown of the Globe*, *op. cit.*, pp. 273 et 282.

travaillent au renforcement d'un réseau national de patronage (à l'extérieur du Québec et de l'Ontario) et à l'amélioration du réseau déjà existant au sein du Haut et du Bas-Canada, et ce, pour le compte du parti Conservateur. Tous les acteurs des coalitions conservatrices sont sous l'influence directe du chef Conservateur John A. Macdonald, qualifié par tous les analystes de grand responsable de l'édification du réseau national de patronage, comme beaucoup d'ouvrages en histoire politique portant sur la période de la Confédération ou sur les personnages politiques influents de l'époque le démontrent²⁵. Les années 1867-1871 sont consacrées au *nation-building* et au *party-building* à l'échelle fédérale au niveau local.

Sans analyser trop en détail l'utilisation que John A. Macdonald a fait de la corruption politique, il nous apparaît important d'insister sur le fait que la résistance partisane du *Pays* et du *Globe* au processus de centralisation que soutient le patronage est directement liée au délaissement de leur discours anti-unioniste et à l'adoption d'un discours autonomiste et provincialiste. Les critiques publiées dans ces deux journaux arguent que le patronage et les autres formes de corruption politique menacent l'autonomie provinciale. Ceci est la conséquence directe des actions de John A. Macdonald et de ses principaux lieutenants visant l'édification d'un parti Conservateur national et fort. Les deux journaux abordent à plusieurs reprises la critique globale du système de patronage sous cet angle. Ils insistent aussi sur les entraves que les diverses formes de corruption politique posent au développement d'une opposition à Québec, à Toronto et à Ottawa²⁶.

²⁵Citons en exemple *The National Dream* de Pierre Berton (1970), *Right Honourable Men* de Micheal Bliss (1994), *John Sandfield Macdonald* de Bruce Hodgins (1971), *Spoils of Power* de Jeffrey Simpson (1988), *The origins of Canadian Politics* de Gordon Stewart (1986) et *George-Étienne Cartier: Bourgeois montréalais* de Brian Young (1983).

²⁶Le *Globe*, 5 août 1867, p. 2 et le *Pays*, 24 novembre 1868, p. 2. Ces journaux nous fournissent un exemple de cette critique partisane au nom de l'autonomie provinciale de la corruption politique conservatrice: «The old set of corruptionnists composed of Sir John A., Sir Cartier, M. Campbell and M. Langevin have everything in their hands now. In 1864 already they had agreed

Par la description qu'on faite par plusieurs auteurs²⁷ du succès de la coalition conservatrice à Québec et à Ottawa et l'échec de celle qui gouvernait à Toronto, on peut tenter d'affirmer que la critique partisane du patronage de l'opposition à Québec, Toronto et Ottawa de 1867 à 1871 est davantage causée par l'envie ressentie par l'opposition Rouge et Réformiste devant les bénéfices qu'ont retiré du système les membres de la coalition que par leur opposition morale ou idéologique à la corruption politique. Le renforcement de la loyauté des supporters à un parti et le facteur de stabilité que permettent la corruption politique restent des éléments importants à considérer pour notre thèse. Les arguments des Rouges et ceux des *Clear Grits* (tels que nous les verrons exprimés dans les pages du *Pays* et du *Globe*) sont reliés à leur désir respectif de solidifier leur parti. Ce sont par ces arguments, entre autres, que nous tenterons d'expliquer la nature partisane des attitudes du *Globe* et du *Pays* de 1867 à 1871.

Passons enfin à la définition des formes de corruption politique présentes au Canada durant la période étudiée. Nous allons nous appuyer sur la typologie des formes de corruptions politiques formulées par Kenneth Gibbons pour mieux répertorier les types de critiques partisans/non-

to purchase another term of office by consenting to ass the reform party to their government to obtain such a change in the constitution that would be against reform principles pertaining to each province's right to have control of its own affairs.» Une édition du *Pays* appuie cette vision partisane du *Globe* : «Les points de vue différents sous lesquels le *Globe* de Toronto et la *Gazette* de Montréal envisagent la question de suprématie fédérale peuvent s'expliquer par le fait que le *Globe* appartient au parti libéral qui regarde une trop grande centralisation des pouvoirs comme un danger pour les libertés publiques tandis que l'autre, étant un organe confidentiel de l'administration, connaît mieux les intentions secrètes du pouvoir et doit exprimer des opinions propres à flatter ses vues.»

²⁷Voir Micheal Bliss, *Right honourable men: The Descent of Canadian Politics from Macdonald to Mulroney*, Toronto, Harper Collins, (1994), pp. 5 et 19; Jeffrey Simpson, *The Spoils of Power*, Toronto, Collins/JCS Publications, (1988), pp. 66 et 96; Stéphane Kelly, *La Petite Loterie...*, pp. 58 et 200; Gordon Stewart, *The Origins of Canadian Politics...*, pp. 68, 69 et 82; J.M.S. Careless, *Brown of the Globe...*, p. 285 et S.J.R. Noel, *Patrons, Clients and Brokers...*, pp. 228 et 230.

partisanes des Rouges et des Réformistes. Nous commençons par définir clairement ce qu'est le patronage au Canada et ce que sont les autres formes de corruption politique qu'on y trouve. Gibbons explique que les journaux sont une bonne source d'information sur le sujet de la corruption politique au Canada. Il ajoute du même souffle que l'arrière-plan des cas particuliers de corruption politique a rarement été analysé en profondeur par la presse écrite et encore moins par les analystes politiques. Il écrit:

Amid the works on Canadian Politics, is an assortment of cases of corruption documented in newspapers, committee reports and history books; a few analysis of corruption and related problems have appeared in popular magazines, and less frequently in learned journals; but finally, the cures are proposed for various levels of government by the governments themselves or occasionally by other interested interests.²⁸

Bien que ce propos a été publié en 1976, cette remarque nous semble toujours valable aujourd'hui. Il est extrêmement rare, par exemple, que la *Revue canadienne de science politique*, pour ne nommer que celle-là, publie un article portant spécifiquement sur le patronage ou la corruption politique au niveau provincial et fédéral. Aussi peu nombreuses sont les pages qu'un magazine national comme *Macleans* consacre chaque année à ces mêmes thèmes. La source principale actuelle d'analyse en profondeur des cas de corruption politique reste, comme de 1867 à 1871, l'opposition des médias aux gouvernements qui pratiquent le patronage. Mais comme le souligne Gibbons, cette analyse de la corruption politique ne commence qu'avec le cas du scandale du Canadien Pacifique, survenu en 1872.

S'inspirant de Joseph S. Nye, James C. Scott et surtout de Carl Freidreich, Gibbons formule une définition générale de la corruption politique qui se lit comme suit: «L'utilisation d'une charge publique de manière à brimer l'opinion publique, lorsque celle-ci se mesure en termes d'opinion de

²⁸Kenneth, M. Gibbons et Donald C. Rowat, *Political Corruption in Canada...*, op. cit., p. 5.

masse, d'opinion des élites, ou des deux et de telle sorte qu'une forme quelconque de privilège personnel puisse être soutirée au dépend de l'intérêt public.»²⁹ (notre traduction)³⁰. Le patronage, comme on le sait, est une forme majeure de corruption politique. La définition que donne Gibbons³¹ au patronage peut être incorporée à la définition plus large du «clientélisme» proposée par Lemieux et Hudon. Gibbons définit le patronage comme le processus par lequel le gouvernement octroie des nominations ou des contrats à ses partisans (sur une base d'appui au parti, plutôt que sur une base de compétence), alors que Lemieux et Hudon identifie le clientélisme comme un «objet» de pouvoir, distribuable sous forme d'argent, de nomination ou de service à rendre. Ces auteurs reconnaissent que l'acteur politique qui dispense le patronage est en position de supériorité et reste en général l'initiateur de l'acte. Le demandeur reste un «cas» et peut être placé sur une liste d'attente, ce qui illustre bien le caractère purement discrétionnaire du patronage³². Citons enfin S.J.R. Noel, qui interprète aussi la différence entre la notion de patronage («the practice of awarding land grants, jobs, contracts, and other public benefits to friends and supporters of the Government») privilégiée par Gibbons et la notion de clientélisme («a pattern of patron-client relationship that is woven in the fabric of the community, and whose political effectiveness and durability are all the greater precisely because it's not exclusively political»)³³ privilégiée par Lemieux et Hudon. S.J.R. Noel préfère la notion de clientélisme à celle de patronage et souligne le lien important existant entre le clientélisme

²⁹*Ibid.*, p. 5.

³⁰Texte original: «Political corruption is the use of a public office in a way that forsakes the public interest, measured in terms of mass opinion, elite opinion or both, in order that some form of personal advantage may be achieved at the expense of the public interest.»

³¹*Ibid.*, p. 9.

³²Raymond Hudon et Vincent Lemieux, *Patronage et politique au Québec*, Montréal, Boréal-Express, (1975), p. 12.

³³S.J.R. Noel, *Patrons, Clients, Brokers...*, *op. cit.*, pp. 14-15.

et la culture politique provinciale et fédérale³⁴. Le fait de reconnaître différents types de relations entre le pourvoyeur et celui qui perçoit la récompense issue d'un acte de corruption politique (que ce soit par clientélisme ou par patronage) est important pour notre étude. Il est essentiel, selon Noel, pour comprendre les relations de clientélisme dans l'Ontario du 19^e siècle, pour comprendre notre culture politique actuelle. On constate que les définitions de patronage, clientélisme et corruption politique s'englobent un peu comme des poupées russes, c'est-à-dire que la notion de patronage est comprise dans la définition du clientélisme qui elle-même est comprise dans la définition plus large de la corruption politique. La période qui nous intéresse s'étirant de 1867 à 1871, ces distinctions entre patronage, clientélisme et autres formes de corruption politique sont pertinentes pour notre étude, qui porte essentiellement sur l'opposition à la corruption politique et au patronage, la principale forme de corruption politique critiquées par nos deux journaux.

Le concept de corruption politique englobe d'autres concepts que ceux de simple patronage ou d'activités de clientélisme. Gibbons recense d'autres formes de corruption politique et démontre la complexité du phénomène au tout début de la fédération. Il identifie d'abord diverses formes de corruption électorale³⁵, comme l'achat d'élections (*vote-buying*), le pot-de-vin (*bribery by money or contract*), la récompense directe à un individu pour un geste politique ou électoral (*graft ou greffon*), la récompense directe à toute une communauté (*pork-barrelling* ou pot-de-vin communautaire). D'autres formes de corruption politique énumérées par Gibbons sont le conflit

³⁴*Idem.* «To say that (Upper Canada) was basically clientelist is to say more that the governments dispensed patronage. It is to focus attention upon a *type* of relationship that was prominent in people's lives from the very beginning and was long assumed to be a normal part of the political process because *it was a normal part of practically everything else*. In other words, there was a general *culture of clientelism* in Canada and stricly political patronage is better understood if viewed from this broader perspective.»

³⁵Gibbons et Rowat, *Political Corruption in Canada...*, *op. cit.*, p. 9.

d'intérêt (*conflict of interest*), le trafic d'influence (*influence peddling*) et le patronage. Ces trois autres formes de corruption politique ne sont pas directement liées à la corruption électorale, mais touchent à d'autres cas qui ont été observés par nos deux journaux, soit les cas d'embauche de candidats non-qualifiés à des postes publics, et l'octroi de contrats à des partisans du gouvernement. Gibbons affirme que ces définitions des diverses *formes* de corruption politique «are not intended to be the final word on the subject; rather, they represent the author's attempt to clarify the meaning of the concept of political corruption.»³⁶ À l'instar de Gibbons pour ses formes de corruption, il n'est pas dans notre intention de présenter toutes les critiques du *Pays* et du *Globe* de la corruption politique des trois coalitions sous la seule bannière (ou sous le seul type) de «critique de la corruption politique». En distinguant entre divers types de critiques, nous pourrions mieux définir l'impact de ces critiques sur la culture politique de l'époque et élargir notre compréhension des partis Rouge et Réformiste de 1867 à 1871 (par l'étude de leur opposition aux diverses formes de corruption politique).

Nous proposons quatre types de critiques qui engloberont les nombreuses formes de corruption politique auxquelles Gibbons fait référence. Nous avons classé les critiques du *Pays* et du *Globe* de la corruption politique pratiquée par les trois coalitions en quatre types. Ces quatre types que nous allons retenir sont 1) la critique globale du système de patronage Conservateur, 2) la critique de l'embauche de candidats non-qualifiés à des postes publics, 3) la critique de la corruption politique reliée à la corruption électorale et 4) une catégorie résiduaire regroupant les autres critiques de la corruption politique. Nous tenterons dans le troisième chapitre de déterminer si ces types de critique du *Pays* et du *Globe* s'articulent principalement en raison d'une logique

³⁶*Ibid.*, p. 13.

partisane ou non-partisane (présence d'un discours idéologique ou moral). Soulignons aussi que nos quatre types de critiques peuvent s'articuler selon une logique partisane ou idéologique. Identifions maintenant quelles formes de corruption politique énumérées par Gibbons se retrouvent au sein des quatre types de critique.

Ainsi, les critiques globales du système de patronage du gouvernement de John A. Macdonald à Ottawa et de ses lieutenants en Ontario et au Québec seront classées dans notre premier type de critique. Cette critique globale du système de patronage des trois coalitions traite uniquement de cette forme de corruption politique qu'est le patronage et exclut toutes les autres formes de corruption politique citées par Gibbons plus haut. Nous verrons que les articles du *Pays* et du *Globe* qui traitent de l'expansion du système de patronage à travers le Canada critiquent tantôt avec des arguments de nature strictement partisane, tantôt avec des arguments idéologiques ce phénomène. Ces articles évoquent principalement l'entrave qu'impose cette propagation du patronage à l'autonomie provinciale, à la survie et à l'épanouissement de certains groupes dans la société canadienne et aux défections que le patronage provoque dans le camp Rouge ou Réformiste.

Les critiques de l'embauche de candidats non-qualifiés à des postes publics se retrouvent également, dans le *Pays* et le *Globe*. Ce deuxième type de critique de la corruption politique formulée par les Rouges et les Réformistes porte principalement sur les conflits d'intérêts et le trafic d'influence. Ce type de critique comprend uniquement les dossiers où l'on offre à un individu une charge publique comme récompense pour son allégeance au parti au pouvoir, alors que cette personne n'est pas qualifiée, selon le *Pays* ou le *Globe*, pour ce poste. Nous constaterons que ce type de critique de la corruption politique s'articule principalement à partir d'arguments partisans.

En dépouillant le contenu du *Pays* et du *Globe* pour les six derniers mois de 1867 (année

électorale provinciale et fédérale en contexte de double mandat)³⁷, nous avons rapidement constaté que les critiques de la corruption électorale des trois coalitions conservatrices occupent une très grande place dans les pages de ces deux journaux. Les critiques du *Pays* et du *Globe* abordent directement ces trois formes de corruption politique énumérées par Gibbons : l'achat de vote, le «greffon» (*graft*), et «pot-de-vin communautaire» (*pork-barrelling*). Elles abordent indirectement aussi les formes de corruption politique suivantes : le pot de-vin (*bribery*), le conflit d'intérêt et le trafic d'influence. Nous verrons que les critiques des diverses formes de corruption politique incluses dans ce *troisième type* sont généralement de nature partisane. Les quelques exemples de critique de la corruption électorale non-partisane évoque le désir des Réformistes et des Rouges d'amender les lois électorales au cours de la période étudiée. Ce discours non-partisan des deux journaux vise à encourager les dirigeants Conservateurs à imiter le progrès en ce sens en Grande-Bretagne et aux États-Unis pour réduire la propagation de la corruption électorale au Canada.

Contrairement aux trois types précédents, le quatrième (autres critiques de la corruption politique) comporte un nombre significatif de critiques Rouges et Réformistes non-partisanes, avancées au nom du bien commun (et ce, même si les critiques de ce quatrième type sont toujours, dans l'ensemble, de nature partisane). Selon le *Pays* et le *Globe*, certaines décisions politiques unissent l'opposition à Ottawa, Toronto et Québec dans leur combat commun contre la corruption politique des coalitions. Ces décisions politiques sont multiples (colonisation et expansion, chemins de fer, négociations avec les factions anti-unionistes dans les nouvelles provinces, entrée d'autres

³⁷Sur une période totale de 54 mois. 462 articles comprenant une opposition quelconque à la corruption politique des coalitions au pouvoir ont été relevés dans le *Pays* et le *Globe* durant cette période, qui s'échelonnait du 1er juillet 1867 au 28 décembre 1871 pour le *Pays* et du 1er juillet 1867 au 31 décembre 1871 pour le *Globe*. Deux articles du *Globe* parus en janvier 1872 (ne traitant pas de la corruption politique) seront tout de même étudiés plus loin dans le but de comparer la réaction du *Globe* avec celle de la presse conservatrice du Québec à la mort du *Pays*.

provinces dans la Confédération, menaces d'invasion féniane ou américaine, luttes avec le clergé, etc), et lorsqu'ils argumentent en faveur du bien commun, le *Pays* et le *Globe* évoquent des arguments non-partisans pour signifier aux trois coalitions le danger que représente leurs politiques publiques pour l'avenir du Québec, de l'Ontario et du Canada. Le projet du chemin de fer intercolonial, par exemple, doit permettre aux trois gouvernements d'étendre leur système de contrats à travers toute l'Amérique du Nord Britannique. Le pouvoir que s'attribuent les gouvernements de l'époque en incitant les intérêts privés à construire le chemin de fer du Canadien Pacifique est énorme. Ainsi, un groupe de capitalistes qui comprend non seulement des contracteurs privés, mais aussi des membres de la Chambre des communes et du Sénat, travaillent de pair afin de s'approprier entre 30 et 100 millions de dollars en fonds publics et 50 millions d'acres de terrain pour bâtir le chemin de fer. Ce groupe veut en même temps maintenir les coalitions conservatrices au pouvoir afin de mener le projet à terme. Ce projet étant directement relié à la corruption politique, il sera primordial de l'aborder. À part les critiques au nom du bien commun, on retrouvera dans ce quatrième type de nombreuses «autres critiques» à caractère partisan qui ne tombent pas dans les trois premiers types de critiques, mais qui touchent directement le thème de la corruption politique. En d'autres mots, le quatrième type couvre les critiques du patronage qui ne sont pas des critiques du système global (traitées au premier type), mais qui sont des critiques de cas particuliers de patronage.

En résumé, nos quatre types de critique de la corruption politique comprennent à la fois des critiques partisans et non-partisans aux formes de corruption politique énumérées par Gibbons (incluant le patronage). Puisque le patronage, l'achat de votes, et les autres formes de corruption politique impliquaient presque inévitablement une quelconque réaction partisane des journaux d'opposition, il est important de distinguer ces cas de ceux où la critique s'articule à partir

d'arguments idéologiques, souvent en questionnant la légalité ou la moralité de la corruption politique. La pratique de la corruption politique n'est pas illégale de 1867 à 1871, dans la mesure où elle n'est pas limitée par la Constitution ou le code criminel. Si elle est moralement déplorable, elle est acceptée par les coalitions et elle est pratiquée couramment. À première vue, la critique par le *Pays* et le *Globe* de la corruption politique sur des bases morales est peut-être une bataille perdue d'avance, mais cela n'a pas empêché cette critique non-partisane de surgir de temps à autres dans les pages des deux journaux. Notre rôle sera d'analyser cette critique avec attention, tout comme nous avons tenté de le faire pour la critique partisane de la corruption politique, plus fréquente. Nous montrerons que l'opposition au patronage, durant la période du 1er juillet 1867 au 31 décembre 1871, s'articule principalement à partir d'une logique surtout partisane. Nous avons aussi procédé à :

l'étude de certains ouvrages portant sur l'évolution de la position du parti Rouge au Québec et du parti Réformiste en Ontario par rapport à la corruption politique et des idées qui y sont sous-jacentes.

Nous avons également étudié de façon systématique des articles les plus pertinents du *Pays* et du *Globe* (sur le total des 462 recensés) critiquant les diverses formes de corruption politique pratiquées par les gouvernements de coalition Conservateurs à Québec, Ottawa et Toronto. Cette étude devrait nous permettre de démontrer que la critique de ces journaux est essentiellement partisane. Par la suite, nous tenterons de comprendre la portée et l'importance des critiques de nature non-partisane dans le but d'évaluer les relents de radicalisme dans les idéologies Rouge et Réformiste.

En conclusion, nous reviendrons sur notre problématique de départ, afin d'évaluer jusqu'à quel point elle a pu être démontrée.

Chapitre 2

Le patronage et autres formes de corruption politique durant la période 1867-1871 : Brève revue des écrits et analyse des sources primaires

Selon Heintzman: «What is called in our history books the «struggle for responsible government» was, in fact, a controversy over who should control the distribution of government patronage. As a result, the exercise of that control came to be seen as the proud symbol of representative self government»³⁸. Même si Heintzman a raison de souligner que les hommes politiques canadiens du 19e siècle souhaitent obtenir un plus grand contrôle du patronage, il banalise dangereusement par ses propos la complexité réelle de la corruption politique et son impact sur la culture politique canadienne. Le but de cette thèse étant d'étudier les sources de la culture politique, il serait un peu simpliste d'affirmer que la lutte pour l'obtention du gouvernement responsable et

³⁸Heintzman, dans Gibbons et Rowat, *Political Corruption in Canada...*, *op. cit.*, p. 217.

celle pour obtenir le contrôle du patronage gouvernemental étaient du pareil au même. Ce chapitre aura pour but de présenter le phénomène de la corruption politique dans toute sa complexité et durant deux époques critiques de son évolution au Canada, soit de 1791 jusqu'aux Révoltes des Patriotes (1837-1839) et de 1839 jusqu'à la Confédération. Nous tenterons de comprendre, à partir des écrits existants, l'évolution de la perception de la corruption politique par le parti Rouge du Québec et le Parti Réformiste de l'Ontario avant 1867.

Ce chapitre porte sur l'évolution des attitudes des Rouges du Bas-Canada et des Réformistes du Haut-Canada à l'égard de la corruption politique avant et au moment de la Confédération. Comme bien d'autres formes de corruption politique originaires du Royaume-Uni³⁹, le patronage constitue une tradition importante de la culture politique canadienne⁴⁰. Le récent questionnement des auteurs étudiant les idées républicaines sur les origines idéologiques de la Confédération canadienne viendra ici ajouter à la valeur des théories déjà existantes sur l'évolution des partis Rouge et Réformiste au Canada. Avant cette réévaluation récente (après 1986), l'analyse politique du patronage et l'opposition à ce dernier dans le Haut et le Bas-Canada se sont limitées à des interprétations dérivées de la théorie du fragment de Louis Hartz (1962) et de sa révision par d'autres

³⁹Gordon Stewart, *The Origins of Canadian Politics...*, *op. cit.*, p. 2: «For example, electoral manipulations by the executive entered Canadian political culture not because of this country's unfamiliarity with democracy and a consequent readiness to abuse it, but because of the assumptions and activities of the British governors such as Head and Sydenham. When, beginning with Elgin, these gubernatorial powers were suspended, they were not discarded but were taken over, with their aura of legitimacy, by the Canadian politicians. John A. Macdonald's easy justification of the 1882 gerrymander and the 1885 franchise act are fine examples of this Canadian political mentality. Electoral manipulation by the executive was firmly embedded in Canadian political culture during the 1840's. Another related feature of the Canadian political culture was also formed by the 1840's - executive use of patronage to maintain and strengthen party support for the tories...»

⁴⁰À noter qu'à part Noel, Gibbons et Rowat, plusieurs auteurs qui seront cités dans ce chapitre assimilent souvent le sens du terme «patronage» avec celui de «clientélisme» et de «corruption politique» qui ont, comme on l'a vu, une signification beaucoup plus large.

auteurs (dont celle de Gad Horowitz en 1966). Horowitz tente de se distancer de l'hypothèse de Hartz voulant que le Canada anglais et les États-Unis soient peu différents l'un de l'autre sur le plan de l'évolution idéologique. Selon Horowitz, un fragment originaire des États-Unis s'est développé au Canada anglais vers la fin du 18^e siècle, ce qui explique l'arrivée à cette époque d'un libéralisme toutefois teinté selon lui d'une *tory touch* au Haut-Canada. Hartz prétend plutôt que le «libéralisme» qui a été diffusé au Canada anglais provient de la Grande-Bretagne via les États-Unis. On peut donc dire qu'Horowitz tente d'expliquer l'évolution idéologique du Canada anglais à partir de l'influence américaine, mais en insistant sur la spécificité du fragment américain venant au Canada après la Révolution américaine. Par contre, Kenneth McRae et Hartz⁴¹ tentent d'expliquer l'évolution idéologique du Canada et des États-Unis à partir d'un angle européen, les émigrants américains au Canada appartenant au fragment venu des États-Unis d'Europe. Ceci réduit à peu de chose les différences entre le Canada anglais et les États-Unis. Hartz⁴² avance que les Américains sont «nés libres» par leur fuite de «l'oppression féodale» et qu'ils sont issus d'un «fragment libéral» venu du Royaume-Uni au 17^e siècle. Hartz distingue par ailleurs trois sortes de fragments de populations de l'Europe que la colonisation a transplantés et qui conservent ensuite les traits caractéristiques de leurs origines et de l'époque où s'est faite cette transplantation : le fragment féodal (qui s'est diffusé au Québec et en Amérique Latine), le fragment libéral (qui s'est diffusé au Canada anglais, aux États-Unis et en Afrique du Sud hollandaise) et le fragment radical (qui s'est diffusé en Australie et en Afrique du Sud britannique).

Kenneth McRae élabore sur les deux «fragments» que Hartz retrouve au Canada. Selon McRae, le fragment «féodal» que perçoit Hartz au Canada français est «absolutiste» ou

⁴¹Louis Hartz, *The Founding of New Societies*, New York, Harcourt Inc., (1962), pp. 7 et 220.

⁴²*Ibid.*, p. 46.

«autoritaire»⁴³. Il est toutefois d'accord avec l'idée selon laquelle le «fragment» canadien anglais ne peut être qualifié que de «libéral». H. D. Forbes, dans son analyse des textes de Hartz et de McRae, est également d'accord pour qu'on perçoive la société canadienne-anglaise comme étant uniquement l'expression d'un «fragment» libéral, mais préfère qualifier le «fragment» canadien-français de *liberal with a catholic touch* (comme Horowitz, qui perçoit les Canadiens anglais comme des *liberals with a tory touch*)⁴⁴. Ceci explique mieux, selon lui, la réalité au Québec de la Conquête en 1760 jusqu'à la Révolution Tranquille en 1960 (en passant par l'apogée de l'Ultra-montanisme de 1860 à 1880). Bien qu'Horowitz ne traite pas du Canada français dans son texte, il argumente, contrairement à Hartz, que le principal «fragment» libéral canadien-anglais (avec une *tory touch*) est unique. Bien que ce «fragment» ait une origine locale (américaine) et non européenne (i.e. britannique), Horowitz argumente que ce dernier est en partie distinct du «fragment» américain. Horowitz n'offre toutefois aucune piste de réflexion sur l'élément «républicain» qui s'est développé au Canada anglais et au Canada français durant la première moitié du 19e siècle. Dans son interprétation du texte d'Horowitz, Nelson Wisemen évite lui-même la question de la présence de

⁴³*Ibid.*, pp. 221 et 224: «In its law and institutions the (New France) colony reflected the prevailing ethos of authoritarianism to an even greater degree than did the more complex and less malleable society of old France (...) Its system of land tenure was seigneurial, and thus formally feudal, but in reality the seigneurs were unsalaried agents of the Crown for the settlement of the colony.»

⁴⁴H. D. Forbes «Hartz-Horowitz at Twenty: Nationalism, Toryism and Socialism in Canada and the United States», *Revue Canadienne de Science Politique*, Volume 20, Numéro 2, pp. 287-315, (1987), p. 294: «Hard as it may be to find classic feudalism in New France, it is harder still to find its supposed offshoots in French Canada between 1759 and 1945. What can be found is liberalism: the rebellions, responsible government, and generally the growth of a liberal democratic regime. The important opposition to this broad trend came not from the partisans of «feudal primogeniture» or their French equivalents, but from the Ultramontanes - those who favoured the centralized and self-consciously anti-liberal form of Catholicism that developed after 1848 and triumphed in the 1860's and 1870's. This tendency within Catholicism held no brief for «feudalism» but it was plainly suspicious of Protestantism and liberalism. It tended to favour «corporatist» rather than socialist economic reforms.»

ce courant républicain dans les deux Canadas et n'aborde même pas la question du libéralisme au Québec de 1759 à 1945 (tel que postulé chez Forbes). Wiseman se contente simplement d'affirmer que le modèle d'Horowitz s'applique particulièrement bien au Québec⁴⁵. Comme Horowitz⁴⁶ n'aborde pas la question de l'origine du «Rougisme» au Québec, on doit aller voir ce que McRae avance à ce sujet⁴⁷. La théorie du «fragment» autoritaire ou absolutiste explique, selon McRae, la faiblesse (*thin thread*) du républicanisme, puis du radicalisme social au Canada français. Cependant, la présence de ce fragment catholique/féodal n'explique pas, comme le soulignait H. D. Forbes, la présence de libéralisme au Canada français entre 1759 et 1945. Ce fragment n'explique pas non plus la présence de républicanisme (19e siècle) et de radicalisme social (20e siècle) au Canada anglais. On peut donc dire que l'apport des idées républicaines ou humanistes civiques à divers moments de l'évolution des idées politiques au Canada du 19e siècle semble absent des hypothèses de Hartz, McRae, Forbes, Wiseman et Horowitz. La thèse du fragment apparaît peu convaincante sur ce point.

⁴⁵Nelson Wiseman, «Tory-Touched Liberalism: Political Culture in Canada», *Crosscurrents: Contemporary Political Issues*, (1998), p. 80: «To Gad Horowitz, the presence and relative strength of Canadian socialism is a corollary of the presence and relative strength of Canadian toryism. He argues brilliantly, synthetically, and dialectically that a tory past contains the seeds for a socialist future. Although he does not apply his thesis to Quebec, that is where it works particularly well. Its conservative, quasi-feudal ideology finally exploded in the liberal Quiet Revolution.»

⁴⁶Gad Horowitz, *Conservatism*, «Liberalism and Socialism in Canada: An Interpretation», *Canadian Journal of Economics and Political Science*, Volume 32, Numéro 2, (mai 1966), p. 156: «The essential argument is that non liberal British elements (had) entered into English-Canadian society together with American liberal elements at the foundations (...) Liberalism today is accompanied by vital and legitimate streams of toryism and socialism which have as close a relation to English Canada's essence or foundations in liberalism.»

⁴⁷Louis Hartz, *The Founding of New Societies*, op. cit., p. 233: «In the 1850's, a more indigenous stream of french radicalism in the Rouge mouvement had some strength in the provincial legislature, but their fate as a political force was sealed by the rising tide of ultramontanism in the church in the 1860's. Yet even in political eclipse a thin thread of social radicalism has remained as a continuing minor theme of French-Canadian intellectual history, never strong enough to dominate the political scene but never wholly absent either. The continuing spirit of rougisme is one element of the fragment in the intellectual ferment that is stirring French Canada today.»

Pour expliquer le mouvement Rouge et Réformiste, les tenants d'une nouvelle approche vont se distancer de l'analyse de la *tory touch* perçue par Horowitz comme l'élément principal permettant d'expliquer les différences idéologiques entre le Canada et les États-Unis. La contestation de la théorie du fragment et de la thèse de la *tory touch* par les auteurs tels Janet Ajzenstat, Peter J. Smith et Stéphane Kelly aura pour effet de reconnaître un apport des idées républicaines et humanistes civiques dans les idées politiques canadiennes du 19^e siècle (incluant celles voulant critiquer la corruption politique). Les auteurs ayant précédé de peu cette remise en question (tel H. D. Forbes, en 1987) reconnaissaient uniquement le fait que les sources de la corruption politique étaient «probablement» puisées du *court torysme* et que le «torysme canadien» était difficilement définissable⁴⁸. Les auteurs de la remise en question ne partagent pas cette opinion. Peter J. Smith, par exemple, conteste la présence d'une *tory touch* et retrace l'origine de l'opposition à la corruption politique au Canada dans la pensée des tenants de l'approche *country* qui puisaient les éléments de cette pensée parmi les idéaux libéraux, républicains, mais surtout humanistes civiques du 18^e siècle⁴⁹.

⁴⁸H. D. Forbes, *Hartz-Horowitz at twenty...*, op. cit., p. 205: «Yet Canada's distinctive conservatism is hard to define, as Horowitz recognizes when he speaks of liberalism with a tory touch. Familiar labels, drawn from the history of party politics in England or America, may describe some of its manifestations (like patronage) but distort others. W. L. Morton once summed up John A. Macdonald's conservatism as inspired through Elgin by the Peelites of the Pittite tradition. A French-canadian contemporary of Macdonald with an equal claim to be regarded as an outstanding representative of Canadian conservatism, Bishop Bourget, would not be very well described in these terms. Perhaps no simple definition is possible.»

⁴⁹Janet Ajzenstat et Peter J. Smith, *Canada's Origins. Liberal, Tory or Republican ?*, Ottawa, Carleton University Press, (1995), p. 49: «In 18th century Britain elements opposed to the ruling whig oligarchy led by such figures as Lord Bolingbroke, John Trenchard and Thomas Gordon, known otherwise as the Country party or Country opposition, saw corruption and decay near at hand. One sure sign of corruption was the emergence of new forms of property, finance and commerce, which in Country eyes injected luxury into society and brought certain decay. The commercial revolution sweeping England had not only created a class of moneyed men but also a vast expansion of state administration and public credit. Together they helped provide the places

Smith avance aussi qu'en réponse à cette «idéologie favorable à la séparation des pouvoirs au sein des monarchies constitutionnelles» qu'était l'humanisme civique, les économistes et analystes politiques issus des lumières écossaises, tels que David Hume et Adam Smith, se sont portés à la défense du système de patronage si menaçant aux yeux des humanistes civiques. Hume et Smith voyaient dans le patronage un moyen de contrôler le Parlement et d'assurer le développement économique de la nation. Aux États-Unis, le dédain des républicains pour ce genre de «capitalisme par le patronage» explique l'antipathie exprimée par Thomas Jefferson envers David Hume. Ce même dédain pour Hume, exprimé cette fois par les instigateurs des luttes Réformistes et patriotes au Canada, explique aussi, selon Peter J. Smith. S.J.R Noel, Stéphane Kelly et Gordon Stewart, l'opposition à la corruption dans le Haut et le Bas Canada durant la première moitié du 19e siècle. Comme leurs prédécesseurs britanniques du 18e siècle, plusieurs penseurs et hommes politiques canadiens du 19e siècle se sont inspirés du courant humaniste civique. Ces Canadiens s'opposaient à la corruption et prônaient la vertu, l'indépendance, la participation politique et la décentralisation du pouvoir politique⁵⁰.

À partir de 1830, la corruption politique a affecté les destinées du Canada uni à divers degrés. L'ouvrage que consacre Stéphane Kelly à la «petite loterie» au Bas-Canada est essentiellement basé sur le concept de l'assimilation du «parvenu» dans les rangs modérés au Canada après 1840 et du

and pensions, the political patronage used to entice members of parliament into supporting the ministers of the Crown. Civic humanism, as it was incorporated into opposition thought, served as a powerful indictment against Court whiggism and its system of corruption, credit and commerce.»

⁵⁰ Ajzenstat et Smith, *Canada's Origins...*, op. cit., p. 55: «The antipathy between agrarian and commercial interests was particularly marked in mid-19th century Upper and Lower Canada, and centered around a bitter battle over patronage, Tories believing the government possessed too little, Reformers believing it had too much. The struggle over patronage in both provinces was critical, representing, as it had in 18th century England, the battle to control the civil list and public expenditure.»

rejet des «parias» (i.e. les Rouges). Kelly perçoit ainsi l'échec des révoltes des patriotes comme une confirmation de l'adhésion des «parvenus» au système de corruption étatisé (rejet de l'élément humaniste civique). Il constate aussi l'attrait énorme que ce système représente pour les «parias» (les exclus de ce système de corruption politique), qui sont ainsi forcés de renoncer à toute idéologie radicale, afin de survivre dans ce type de société⁵¹. Kelly consacre la fin de son livre à la description de la trajectoire individuelle des «trois plus illustres parvenus du 19e siècle», Étienne Parent, Louis-Hippolyte Lafontaine et George-Étienne Cartier. Le sujet du patronage y est traité en détail dans la section sur Lafontaine, car c'est sous sa direction qu'on voit apparaître au Bas-Canada, selon Kelly, la base du «système de corruption étatisé» dont bénéficiera plus tard Cartier. L'alliance de Lafontaine avec Robert Baldwin et les autres Réformistes modérés du Haut-Canada⁵² mérite, selon l'auteur⁵³, qu'on revoie l'historiographie traditionnelle qui «célèbre uniquement les exploits de ceux qui ont permis la fondation d'une nation». Kelly insiste beaucoup sur le fait que l'alliance

⁵¹Kelly, *La Petite Loterie...*, *op. cit.*, p. 169 : «L'action du rebelle entrave irrémédiablement la solidarité du lien de mendicité entre le paria et le parvenu. Le paria est tout simplement incapable de se soustraire à la bienveillante protection du parvenu, et inversement, d'être protégé par lui en retour. Le paria et le parvenu sont interdépendants : de même que le paria ne peut pas vivre sans le parvenu, de même celui-ci ne peut se passer de lui (...) il redoute le prix de l'affranchissement, qui l'obligerait à trahir ses compatriotes (...) Imitant le loyaliste britannique, le parvenu du Bas-Canada voit désormais dans la réalisation des projets d'Union, puis du projet fédératif, l'atteinte de la Terre promise.»

⁵²S.J.R. Noel, *Patrons, Clients, Brokers...*, *op. cit.*, p. 179. Ne pas confondre les Réformistes de la période de 1850-1860 avec les *Clear Grits* dont faisait partie George Brown. Le camp Réformiste était à l'époque fort divisé; et les *Clear Grits* de Brown étaient beaucoup plus radicaux que les Réformistes plus modérés comme Baldwin, tel qu'illustré chez Noel: «Some (Clear Grits) were no doubt influenced by their counterparts in the American mid-west and by other contemporary movements of British radicalism whose ideas had crossed the Atlantic with new immigrants. Others were simply old followers of William Mackenzie who had kept the faith since 1837 (...) Whatever the sources of their radicalism, by 1851, they constituted a clearly identifiable, increasingly organized, and highly disruptive force in Upper Canadian Politics. Their presence on the political scene posed an immediate threat to the unity of Baldwin's reform party.»

⁵³Kelly, *La Petite Loterie...*, *op.cit.*, pp. 186-189.

«parvenu»/«paria» est basée sur le principe d'assimilation et d'accommodation. Certes, Lafontaine a rallié les siens dans un «bloc électoral francophone» pour appuyer le projet d'un Canada uni dirigé par des Réformistes modérés, mais il a aussi réalisé l'objectif principal du rapport Durham qui voulait s'assurer de la collaboration de l'élite francophone, en les achetant par des places. En basant son propre itinéraire politique et celui des siens sur la notion d'ambition, Lafontaine aura comme de fait raccourci sa carrière politique et fait profiter celle de ses alliés comme George Étienne Cartier⁵⁴.

L'instauration de ce «système de corruption étatisé» sous Lafontaine débute vers 1842, avec la collaboration du nouveau Gouverneur britannique, Sir Charles Bagot (1842-43). Sir Bagot partage la vision de Lafontaine sur les nominations partisans⁵⁵, mais Metcalfe, son successeur (1843-1845), veut reprendre en main le patronage et causer ainsi la perte de Lafontaine. Au début des années 1840, un proche collègue de Lafontaine participe lui-même activement, à l'élaboration du système de patronage au Bas-Canada, il s'agit de George-Étienne Cartier qui agit alors à titre d'organisateur politique de Lafontaine. C'est seulement suite à la «déchéance» de Lafontaine et à sa retraite prématurée de la vie politique que Cartier commence à s'imposer comme le grand architecte du

⁵⁴Voir Kelly, *La Petite Loterie...*, op. cit., p. 187 : «En l'espace d'une dizaine d'années, soit entre 1838 et 1848, le chef Réformiste met graduellement en place un véritable système de patronage visant à cimenter son Bloc électoral canadien-français. Puis au début des années 1850, Lafontaine devient lui-même victime de ce système. Sa carrière prometteuse se termine abruptement. Il n'est plus utile à la couronne. Il sombre dans l'oubli.»

⁵⁵*Ibid.*, pp. 195-197 : «... il installe le patronage au centre de son réseau. Le «système Lafontaine» fonctionne selon trois critères : la nomination doit récompenser un ami du parti; la nomination peut être accordée à un ami dont la loyauté vacille; et la nomination va de préférence à un francophone (...) À la suite du décès de Sir Charles Bagot, Metcalfe le nouveau Gouverneur, agace profondément Lafontaine. Le chef Réformiste sait que, s'il ne peut plus distribuer lui-même des avantages, sa carrière politique peut vaciller (...) À son retour au pays, Papineau refuse de critiquer Lafontaine, mais en 1849, toutefois, sa patience est à bout. Avec les jeunes Rouges, il déplore la mort des principes et la cupidité des politiciens corrompus de l'Union. Le message de Lafontaine passe de moins en moins dans la population. Sa position inconfortable tient au fait qu'il doit affronter les discours qu'il tenait lui-même dix ans plus tôt. La leçon que lui sert le parti Rouge, il l'a déjà prodiguée...»

réseau de patronage du Bas-Canada. Durant le mandat du Gouverneur Elgin (1847-54), Cartier devient une figure économique et politique de premier plan. Comme nous l'avons vu brièvement au premier chapitre, Cartier a réussi comme homme d'affaires et il est actif dans plusieurs conseils d'administration importants, dont celui de la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc. Politiquement, il cesse d'agir comme organisateur politique pour se présenter lui-même aux élections. Avant même de diriger plusieurs des gouvernements de coalition au Canada uni comme candidat Conservateur de 1854 à 1866, Cartier se fait «l'ami et le défenseur du système qui encourage les marchands britanniques à annexer des territoires»⁵⁶. En adhérant aux principes de la monarchie britannique et au projet d'expansion du territoire de l'Amérique du Nord britannique, Cartier rejette de plain pied les tendances annexionnistes et républicaines que démontrent alors les Rouges et les *Clear Grits* et jure de protéger le Bas-Canada du «rouleau compresseur américain». Les institutions britanniques, incluant le patronage, sont pour lui le seul moyen pour maintenir la paix, assurer la prospérité et restreindre l'influence du peuple tout en promouvant le respect de l'autorité (contrairement au courant républicain qui voulait étendre l'influence du peuple).

Ce ne sont pas tous les ex-patriotes qui, à cette époque (1847-54), adhèrent à la vision de Lafontaine et de Cartier sur la gouvernance, le patronage et le respect de l'opinion publique. Louis-Joseph Papineau, chef de la rébellion de 1837, revient de son exil après l'obtention du gouvernement responsable par le Haut et le Bas-Canada, en 1849. Insatisfait du destin que Lafontaine et Cartier ont tenté de préparer pour le Bas-Canada (un système de corruption étatisé visant l'achat des réactionnaires par des nominations publiques), il fonde avec l'aide d'autres radicaux (dont Antoine-Aimé Dorion) le parti Rouge. Au début des années 1850, le climat politique est propice à un

⁵⁶*Ibid.*, p. 201.

affrontement entre Cartier et les Rouges qui se prolongera durant les deux prochaines décennies⁵⁷. Le parti de Dorion se fit, de 1850 à 1871, le défenseur des institutions américaines et l'ennemi juré de la «corruption étatisée», alors que Cartier et la majorité de ses collègues Conservateurs se font les défenseurs des institutions britanniques et de l'expansion du système de patronage. Stéphane Kelly ira même jusqu'à conclure que l'opposition de Cartier au système américain, son affection pour l'élément monarchique et ses visions d'expansion pour toute la nation canadienne par le chemin de fer expliquent mieux son succès politique que l'argument classique de l'appui du clergé ultramontain à ses politiques⁵⁸. Pour leur part, Roger de la Garde,⁵⁹ Jean Paul Bernard⁶⁰ et Jean-Claude Soulard⁶¹, à l'instar de Hartz et Horowitz, attribuent l'échec de la tradition radicale (i.e. des Rouges) au Québec après 1866 principalement à la montée de l'ultramontanisme dans les années 1860. Kelly n'est pas d'accord⁶². Il réévalue, comme Ajzenstat et Smith l'influence de la pensée

⁵⁷Cartier sera au Zénith de son pouvoir durant la période nous intéressant, de 1867 à 1871.

⁵⁸Voir Kelly, *opt. cit.*, p. 201 : «Beaucoup de Canadiens français s'opposent aux coûteuses extravagances du gouvernement fédéral. Antoine-Aimé Dorion a beau avertir le gouvernement que le pays croule sous un fardeau de dettes; Cartier développe une certaine mégalomanie au contact des impérialistes (...) Le père fondateur admire l'attitude des marchands aventuriers. Ils ont permis, selon lui, à la nation de grandir.»

⁵⁹Roger de la Garde, *Le Pays (1852 à 1872): Son histoire et son idéologie*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Québec, Presses de l'Université Laval, (1976), p. 81.

⁶⁰Jean Paul Bernard, *Les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, (1971), p. 314.

⁶¹Jean Claude Soulard, *Esquisse biographique et pensée politique d'un adversaire de la Confédération: Antoine Aimé Dorion, chef du Parti Rouge (1818-1891)*, Thèse de Maîtrise en Histoire, Québec, Presses de l'Université Laval, (1976), p. 246.

⁶²Kelly, *La Petite Loterie...*, *op. cit.*, p. 216 : «Un important courant historiographique attribue l'appui de la Confédération au Bas-Canada et le succès des conservateurs à l'action du clergé catholique. Afin de prouver cette assertion on évoque l'intervention du clergé dans le processus électoral (...) Mais le sentiment du clergé à l'égard du projet de la grande coalition n'apparaît pas du tout monolithique. Le tableau général des années 1860 monte un clergé inquiet, divisé et hésitant. En un mot, ce n'est pas par lui que la Confédération et le système de corruption étatisé arrive (...) même si la nouvelle élite monarchiste affirme avoir l'appui unanime du clergé. Ces éléments du clergé, plutôt farouches, refusent d'être les instruments de la couronne. Le groupe de monarchistes tente, avec un succès relatif, de légitimer sa politique en plaçant au devant de la

politique anglaise sur les idées républicaines du 19^e siècle et constate que l'adhésion du Bas-Canada à la Confédération découle davantage de «l'esprit de parvenu» de la majorité de ses dirigeants que de l'influence du clergé. On verra que l'attitude partisane adoptée par les Rouges du Québec après l'échec de leur tradition radicale découle d'abord du succès de l'attitude favorable de politiciens comme Cartier à l'expansion du patronage et de leur affection pour les institutions britanniques (incluant le patronage). Les luttes entre les Rouges du Québec et le clergé provincial se poursuivent de 1867 à 1871 (et durèrent en fin de compte jusque dans les années 1880, lors de l'avènement d'Honoré Mercier et de son gouvernement libéral), mais nous croyons, comme Kelly que l'échec du radicalisme Rouge est plus directement lié à «l'esprit de parvenu» adopté par les dirigeants Conservateurs québécois avant, pendant et une dizaine d'années après la période étudiée (1867 à 1871).

En Ontario, l'ouvrage que consacre S.J.R. Noel à l'impact qu'y opère le «clientélisme» de 1791 à 1896 propose une autre alternative intéressante à la théorie du «fragment» de Hartz et Horowitz. Noel reconnaît l'importance de «l'expérience loyaliste» au Haut-Canada de 1776 à 1783 et l'influence des loyalistes sur la culture politique canadienne. En ce qui a trait cependant au développement de la culture politique canadienne au 19^e siècle, Noel est en désaccord avec la théorie du fragment. Chez Noel, le clientélisme expliquerait à lui seul les nombreuses alliances entre les membres de diverses classes sociales qui s'y sont produites au cours du 19^e siècle. Selon l'auteur, «Patron-client bonds by their nature ally members of different classes, and foment factional divisions between members of the same class. They are legitimized through a language of mutual obligation which discounts the idea of class conflict and the possibility of class solidarity»⁶³. À la lumière de

scène les éléments du clergé qui lui sont favorables.»

⁶³Noel, *Patrons, Clients, Brokers...*, op. cit., p. 316.

ces propos, on constate que le mouvement Réformiste en Ontario peut être vu, à différentes périodes entre 1830 et 1871, tantôt sous une perspective libérale, tantôt sous une perspective républicaine et humaniste civique. Le mouvement Réformiste aura certes allié de différentes manières et à divers degrés certaines de ces trois perspectives, mais selon Noel, plusieurs de leurs changements d'orientation idéologique découlent directement du contexte de clientélisme qui régnait en Ontario. Noel souligne aussi, comme nous l'avons déjà mentionné en introduction, l'importance du processus d'accommodation des élites dans l'élaboration des réseaux de clientélisme. Le processus d'accommodation marque l'évolution du courant Réformiste en Ontario⁶⁴.

Les révoltes des années 1830 dans le Haut-Canada ont provoqué une scission du parti *Clear Grits* en deux camps, soit les Réformistes modérés et les Réformistes radicaux. L'insuccès des révoltes force le principal dirigeant de la faction radicale, William McKenzie, à fuir aux États-Unis. Être Réformiste, dans le Haut-Canada durant les années 1830, signifie soit être en faveur d'une extension modérée des droits de l'Assemblée (marche vers le gouvernement responsable et élimination du Family Compact), de l'indépendance complète du Canada de la Grande-Bretagne, ou de l'annexion aux États-Unis. L'aile républicaine des Réformistes resta sous la direction de Mackenzie après son retour des États-Unis où il aura passé une partie de son exil; mais pour

⁶⁴*Ibid.*, pp.318-319. L'hypothèse de l'auteur sur la première transition ou «l'après 1841» est qu'elle indique précisément le moment où le Haut-Canada est passé du patronage au clientélisme: «But while 1841 precisely dates the transition to the Union, it is admittedly a fairly arbitrary point to choose in dating the transition to a brokerage-based political process. My argument therefore, is that brokerage could not become fully operative *until political power had shifted decisively to the democratically elected assembly.*» L'hypothèse de l'auteur sur la deuxième transition ou «l'après 1867» est que l'apparition du concept de «parti national» et de «machine politique» aura grandement amélioré le clientélisme. «The transition to the third stage made the administration of patronage more accountable by introducing uniform criteria for rewards, and more economical, by cutting down on its unproductive or extravagant use. And in the process it successfully adapted the norms of clientelism to the modern age»

beaucoup de réformistes, les idées de Mackenzie et de son aile républicaine sont trop radicales. Comme le souligne S.J.R. Noel, les Réformistes de Robert Baldwin veulent à tout prix se dissocier de Mackenzie et de ses politiques apparemment confuses; «dictated by his conscience and his enthusiasm of the moment, included his bizarre infatuation with American republican institution, including their spoil system, which he saw as a mean of getting rid of the Family Compact.»⁶⁵ Ces idées sont une source d'embarras pour Baldwin et ses collègues Réformistes modérés qui tentent à tout prix de dissocier l'idée de réforme du républicanisme. Le mouvement Réformiste de Baldwin «promised economic growth without social disruption as well as a take over of the old tory clientele system within a responsible government»⁶⁶. Ceci explique, selon l'auteur, son succès auprès de la population.

Nous avons vu que Stéphane Kelly réfute l'impact de l'ultramontanisme comme un argument expliquant la chute des Rouges durant les années 1860. Pour sa part, S.J.R. Noel considère que le clientélisme des bleus a eu plus d'impact sur l'évolution du parti Réformiste dans les années 1860 que l'hypothèse de Hartz/Horowitz selon laquelle une idéologie libérale modérée se serait développée subitement dans leur rang. Pour Noel, la *tory touch* et la *liberal touch* sont des éléments mythiques, puisqu'à cette époque, l'ouest ontarien est agraire, mais idéologiquement très diversifié, ce qui montre, selon lui, la baisse d'adhésion au réformisme radical des années 1850. Le mélange d'idées loyalistes, libérales, monarchistes et républicaines dans ces contrées rend impossible l'appui à un réel mouvement *Clear Grit* républicain. À partir de l'analyse de Noel de l'évolution du mouvement Réformiste radical au Haut-Canada, on peut donc réévaluer l'attitude du *Globe* face à la Confédération et à l'instauration d'un «système fédéral de corruption étatisé». Comme Stewart

⁶⁵*Ibid.*, p. 92.

⁶⁶*Ibid.*, p. 106.

et Careless, Noel perçoit la grande convention Réformiste de 1859 et l'appui soudain de George Brown au projet d'une confédération en 1863-1864 comme les plus importants facteurs ayant orienté le programme Réformiste (initialement radical) vers une forme plus modérée. La convention de 1859 marque, selon Noel⁶⁷, la marginalisation des *Baldwinites* est-ontariens (11% des délégués) du mouvement Réformiste et l'identification du mouvement aux opinions multiples et majoritaires exprimées par les délégués de Toronto et de l'ouest ontarien. La majorité se rallie à la revendication pour l'obtention du «Rep by pop» et veut remédier à l'immoralité des régimes de Cartier et Macdonald pour ainsi éviter la *domination under the French Yoke*, comme l'un des délégués les plus anti-francophone l'exprima, s'éloignant ainsi des thèmes séparatistes ou républicains. La participation de Brown au gouvernement de coalition qui élabore le projet de la Confédération de 1864 à 1866 montre que le mouvement *Grit* s'ouvre à la politique par accommodation (*brokerage*) et au clientélisme. La série de conférences qui amène George Brown et son collègue Oliver Mowat à ratifier l'AANB sans appel aux masses populaires confirme le triomphe du clientélisme et le rejet des idéaux politiques du populisme, du républicanisme et de la démocratie radicale. L'année 1867 marque la continuation et l'institutionnalisation du système de clientélisme plutôt que sa mise à l'épreuve⁶⁸.

⁶⁷*Ibid.*, p. 197.

⁶⁸*Ibid.*, pp. 200-202: «The full impact of Brown's triumphs in 1859 and 1863 irrevocably altered the character of Upper Canadian Politics. First, perhaps even more devastatingly than the Baldwinites, though in a different way, he was responsible for the erosion of the spirit of radical democracy (...) the Grits then turned towards the centre of the political spectrum and more than a little enamoured the idea of empire; in short they moved to the mainstream of Upper Canadian political culture. Second, by putting the Grits in the forefront of the movement favouring westward expansion, Brown tapped the potent underlying imperialism of the Upper Canadian people (...) the *Globe* itself, starting in 1863, was eloquent in extolling its advantages, foreseeing the day when an expanded Canada would take its place among the empires of the earth. Third, by bringing the bulk of the Clear Grits under his leadership, Brown produced a party tied on the one hand to the energetic commercial interests of Toronto, and on the other to the prosperous

Si les Réformistes ontariens laissent tomber beaucoup plus tôt que les Rouges, leur discours annexionniste et leur désir d'éliminer complètement le système de patronage, c'est que leur appui au projet fédéral est tributaire de leur plate-forme de base du *Rep by pop*. Toutefois, soulignons que la forte tentation avec les Rouges de s'associer avec l'indépendance et l'annexionnisme de 1867 à 1871 et leur appui commun à l'objectif Réformiste visant une administration publique frugale et efficace, n'était pas en *contradiction* avec leur attitude prudente face à l'expansion du Dominion vers l'Ouest. L'appui des Réformistes cette expansion était inconditionnel. Selon les auteurs étudiés, le patronage et les autres formes de corruption politique sont devenus des outils de cohésion sociale et un facteur favorisant la régression des idées révolutionnaires ou républicaines tant au Québec qu'en Ontario. Le transfert du contrôle de la corruption politique s'est effectué des mains de la «noblesse britannique canadienne» vers les membres des premiers gouvernements responsables (eux-même des «parvenus» ou des marchands issus de la nouvelle bourgeoisie), puis vers les gouvernements provinciaux et fédéral. La prise en charge de la corruption politique par les coalitions conservatrices (1867-1871) démontre l'échec des Rouges et les Réformistes durant les années 1850 et le début d'une «adhésion par le silence» des Rouges et des Réformistes au système de clientélisme⁶⁹. L'analyse de leurs critiques du patronage nous permettra de voir si celles-ci sont de nature essentiellement partisans ou si elles maintiennent une référence à des thèmes républicains.

agrarian communities of the western peninsula, where a large number of *Globe* subscribing farmers provided the solid foundation of its political support. Fourth by bringing into his immediate circle of advisors, some extremely able politicians like Edward Blake, Oliver Mowat and Alexander Mackenzie, Brown substantially improved the calibre of the Grit political elite. Together these factors gave the Grits a broader electoral base than they had hitherto enjoyed.»

⁶⁹J.M.S. Careless, *Brown of the Globe...*, *op. cit.*, pp. 147 et 274. Citons par exemple les descriptions que fait cet auteur des négociations entre Rouges et Réformistes pour former un parti national ou par les négociations entre Réformistes et Conservateurs au sein d'une même coalition (dont faisait partie George Brown) pour faire adopter le projet de Confédération.

Notre étude servira à confirmer la littérature existante indiquant que les Réformistes ont souhaité adhérer à court terme au système de clientélisme pour se hisser au pouvoir, alors que les Rouges ont hésité plus longtemps avant d'adopter cette vision des choses. À la lumière de ces propos tirés de l'approche de Kelly, Noel et Smith, propos voulant expliquer l'apport des idéologies libérale, humaniste civique et républicaine à l'évolution de la pensée des Rouges et des Réformistes, nous pouvons donc passer à l'analyse de l'opinion de ces deux groupes sur la corruption politique pratiquée par les trois gouvernements de coalition qui dirigeaient le Canada de 1867 à 1871.

Chapitre 3

Analyse de l'opposition Rouge et Réformiste à la corruption politique dans le *Pays* et le *Globe*, de 1867 à 1871

Ce chapitre tentera de comprendre la nature réelle de l'opposition des Rouges et des Réformistes à la corruption politique de 1867 à 1871 grâce aux articles du *Globe* et du *Pays*. Rappelons d'abord que les critiques du *Pays* et du *Globe* de la corruption politique pratiquée par les trois coalitions qui seront maintenant analysées ont été classées en quatre grands types. Ces types sont la critique globale du système de patronage Conservateur, la critique de l'embauche de candidats non-qualifiés à des postes publics, la critique de la corruption politique reliée à la corruption électorale et les autres critiques de la corruption politique. L'analyse de la pensée d'Antoine-Aimé Dorion et de George Brown à la fin de ce chapitre, en plus de tenir compte des données tirées du *Pays* et du *Globe*, tiendra compte de notre hypothèse à savoir que l'attitude partisane était dominante dans la critique du *Globe* (dont George Brown était l'éditeur avec son frère

Gordon) et du *Pays* (dont le frère d'Antoine-Aimé Dorion était membre du bureau de direction) lorsque ces quotidiens traitaient des actions de corruption politique des trois coalitions, durant la période 1867-71. Nous venons également de constater au chapitre 2 que plusieurs des radicaux du Québec, après avoir défendu les idéaux républicains (idéaux visant entre autres à l'élimination du patronage) jusqu'en 1839, avaient subitement adopté, après 1840 une attitude de collaboration avec l'autorité britannique établie. Plusieurs participants aux Révoltes des Patriotes sont de surcroît devenus eux-mêmes des défenseurs de l'autorité britannique (ex : George-Étienne Cartier), ou se sont rangés du côté de Réformistes modérés (ex : Louis-Hyppolyte Lafontaine) qui désiraient le maintien et l'expansion du système de patronage. De 1850 à 1867, le Québec verra une autre vague de ses radicaux faire défection, mais cette fois du parti Rouge vers le parti Conservateur. Ces «défecteurs» comme les surnommaient les Rouges avant et après 1860, vinrent élargir le réseau des supporters du système de corruption étatisée au Québec, et par la suite au niveau fédéral. Les Rouges, après 1860, ont donc eu à diluer beaucoup le radicalisme de leur programme pour contrer l'hégémonie de la coalition conservatrice au Québec durant cette décennie. Cette hégémonie conservatrice perdura jusque dans les années 1880 au Québec, en partie grâce à cet appui soutenu offert par le clergé ultramontain aux Bleus.

Nous avons également vu que le réformisme modéré des Baldwinistes aura contribué à marginaliser le radicalisme ontarien, si bien que même les Réformistes ou *Clear Grits* des années 1860 ont fini par accepter partiellement le clientélisme dans leur agenda politique, par exemple durant les négociations menant à l'adoption de l'AANB en 1867, et à joindre leurs efforts à ceux des Conservateurs pour mener à terme le projet de Confédération. Les Rouges et les Réformistes se retrouvent donc, en juillet 1867, face au fait accompli de la Confédération (au déplaisir des Rouges et au plaisir des Réformistes) et menant une lutte commune face à la corruption et aux

«extravagances» des coalitions qui empêchaient l'aboutissement de plusieurs politiques; leur agenda incluant une saine gestion des finances publiques, l'élimination du double mandat et l'obtention d'une plus grande autonomie provinciale. Nous montrerons notamment le «triomphe de la modération» durant la période de 1867-1871 a eu pour effet d'obliger les Rouges et Réformistes à ré-articuler leur critiques à partir d'une logique surtout partisane.

Le but de cette section est d'analyser les luttes communes du *Pays* et du *Globe* visant à limiter l'étendue de la corruption politique pratiquée par les trois coalitions conservatrices, une pratique qui risquait d'ailleurs de s'aggraver avec la perte de vitesse des mouvements *repealers* ou anti-fédéraux et les gains en popularité des Conservateurs en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick et avec les projets d'expansion du Dominion vers l'Ouest.

Divergences principales entre le *Pays* et le *Globe* en termes d'idéologie

Les Rouges et les Réformistes ont une conception différente, dans leur critique non-partisane, de l'idéologie de leurs ennemis communs, les trois coalitions conservatrices, et du système de corruption politique favorisé par ces coalitions. Le *membership* Rouge est composé d'une grande majorité francophone du Québec et le *membership* Réformiste est composé d'une grande majorité anglophone de l'Ontario. Les deux partis formulent une critique différente des pratiques des coalitions conservatrices en ce qui a trait à leur impact sur la minorité francophone. Ce groupe qui est minoritaire au Canada uni depuis 1851, et craint de voir sa situation démographique s'empirer après la Confédération en raison des vagues successives d'immigration anglophone en Ontario et dans l'Ouest et du départ d'un nombre significatif de familles canadiennes-françaises aux États-Unis. Sur ces deux questions, nous verrons que le *Pays* présentera une vision différente de celle du *Globe*.

De plus, la définition du «torysme» qu'utilise le *Pays* dans ses pages pour désigner l'idéologie de la coalition conservatrice est celle de «l'ancien conservatisme», tel qu'il avait été adopté au 18^e siècle en Angleterre par les tenants de l'approche *court*. Il devient évident, en feuilletant les pages du *Pays*, que les attaques des Rouges du Québec contre les trois gouvernements démontrent certaines incompréhensions de l'idéologie réelle de ces coalitions conservatrices. Nous constatons que plusieurs critiques idéologiques du *Pays* des coalitions conservatrices sont en fait des critiques du conservatisme anglais du 18^e siècle et non des critiques de l'idéologie réelle et actuelle des coalitions conservatrices qui étaient, en 1867, plus libérales dans leur idéologie que conservatrices. Les propos du *Pays* à l'effet que le «torysme» canadien d'après 1850 est illustré par une peur des réformes et du libre-échange, des subventions au secteur privé et du progrès en général démontrent que le journal Rouge se sert d'éléments de son ancienne idéologie républicaine pour critiquer le supposé «torysme» des coalitions conservatrices. Par exemple, un article du *Pays* intitulé «le Torysme au Canada», fait remarquer: «...qu'ainsi, on le voit, clairement, depuis dix ans, le torysme est une plaie qui ronge les entrailles du peuple dans le but de favoriser le petit nombre et l'aristocratie.»⁷⁰ En attribuant ici au «torysme» anglais du 18^e siècle le blâme d'un système politique canadien basé sur le patronage (i.e. le petit nombre et l'aristocratie), le *Pays* emploie une argumentation similaire à celles des tenants britanniques de l'approche *country* du 18^e siècle⁷¹ pour critiquer le patronage des trois coalitions⁷².

⁷⁰Le *Pays*, 17 septembre 1867, p. 2.

⁷¹Voir Janet Ajzenstat et Peter J. Smith, *Canada's Origins...*, op. cit., p. 49. Il s'agit de l'incorporation dans l'argumentation des tenants de l'approche *country* d'éléments humanistes civiques critiquant le *court whiggism* et son système de corruption politique.

⁷²Le *Pays*, 25 avril 1868, p. 2. Bref, en attaquant le «torysme» canadien, le *Pays* exagère parfois trop la présence réelle de cette idéologie au Canada. Le *Pays* démontre dans l'article «Torysme comparé» son désaccord avec le *Globe* sur cette question : «Il y a longtemps qu'il est archi-constaté que le régime colonial détruit, chez un grand nombre de personnes, les notions les plus

Le *Globe*, de son côté, ne se sert pas d'arguments républicains pour critiquer le «torysme» des coalitions conservatrices. Ce journal torontois semble au contraire comprendre que l'idéologie conservatrice des trois coalitions est fondée sur le libéralisme. Pour le *Globe*, les éléments de protectionnisme et de prudence économique prônés par le «torysme» britannique du 18^e siècle restent souvent absents de l'idéologie politique des coalitions conservatrices (1867-71) et ces dernières privilégient plutôt de grandes dépenses et un plus grand libre-échange avec Washington⁷³. Le *Globe* décrit le conservatisme ministériel comme étant contradictoire avec le conservatisme du 18^e siècle et avance: «...it is astonishing in how many essential things ministerial policy is in direct contradiction to all received idea of conservatism principles, especially the actions which allow extravagant loans for the building of the Intercolonial Railway, as monetary conservatism should promote economy and prudence with the public funds»⁷⁴. Nous avons vu au chapitre 2 que Peter J. Smith et Janet Ajzenstat ont analysé la présence d'idées républicaines et humanistes civiques chez les Rouges et les Réformistes plus radicaux du Canada dans la première moitié du 19^e siècle. Ils ont montré que ces deux partis désiraient par tous les moyens éviter les excès de la tradition *court*, dont ceux reliés à la corruption politique. Nous verrons plus loin quelques exemples illustrant comment le *Pays* emploie certains de ces arguments républicains ou humanistes civiques dans sa critique idéologique/non-partisane des coalitions conservatrices, alors que le *Globe* refuse d'utiliser les

élémentaires de droit public, si ce n'est de sens commun. Dans les colonies, la *loyauté* ne consiste pas à être dévoué à son pays, à sa famille, à soi-même, elle consiste dans un sentiment artificiel et plastique, exploité par les intrigants, accepté par les imbéciles, subi par les lâches et qui place une cause, un culte du torysme au dessus de la cause et du culte de sa propre famille, de son propre pays et de soi.»

⁷³Après 1871 cependant, les Conservateurs adoptent une attitude plus protectionniste sur ce front.

⁷⁴Le *Globe*, 17 juin 1869, p. 2.

mêmes arguments⁷⁵. Les Réformistes ont déjà compris, depuis quelques années, que la corruption politique pratiquée par les coalitions conservatrices n'est pas d'origine strictement *court* ou *tory*, mais qu'elle comporte plusieurs éléments de libéralisme⁷⁶.

Les Rouges, de leur côté, semblent encore confondre les objectifs des coalitions conservatrices canadiennes avec ceux des anciens *court-tories* anglais du 18^e siècle. D'un côté, le *Pays* reproche aux coalitions ses extravagances monétaires et de l'autre et les accuse d'adopter une attitude trop conservatrice face aux réformes. Les Conservateurs des trois gouvernements étudiés sont eux-mêmes des libéraux sur le plan économique et social. À titre d'exemple, nous verrons plus loin en conclusion que le parti Conservateur, John A. Macdonald en tête, a adopté une attitude plus tolérante envers les minorités que les Rouges ou les Réformistes. Il a aussi pris des risques calculés, au plan des dépenses publiques, qui se seront avérés profitables pour la nation à long terme, quoiqu'aient pu en dire à l'époque l'opposition. Michael Bliss illustre bien cette idée que John A. Macdonald a été souvent plus progressiste que les interprètes de sa pensée tels Donald Creighton, P.B. Waite et même Gordon Stewart ont pu le laisser entendre. Bliss est d'accord avec Gordon Stewart pour dire que Macdonald, Cartier et une majorité de Conservateurs se sont appropriés (comme l'auraient fait les politiciens *court* britanniques au 18^e siècle) les «instruments» de la

⁷⁵Le *Globe* du 11 janvier 1870, p. 2. Un article intitulé «Liberal conservatism», définit cette différence entre la vision du *Globe* du «toryisme» canadien et celle du *Pays*: «The good sturdy old, who believed thoroughly in the inherent disloyalty of all who did not swear by the Family Compact, Clergy, and Protestant Ascendancy, has become extinct, or, if not extinct, exceedingly rare and unpopular.» Ces propos démontrent aussi que le *Globe* appuie inconditionnellement la Confédération actuelle (son expansion) et encourage la monarchie britannique avec ardeur (ex : en se prononçant contre l'indépendance complète du Canada de la Grande-Bretagne).

⁷⁶Le *Globe*, 17 juin 1869, p. 2: «Nothing could be much more opposed to the old-fashioned idea of conservatism than Mr. Rose's management of the Intercolonial Railway loan (...) Surely such a mode of dealing with the imperial government on the part of a Colonial Minister, is not keeping with old fashioned, high-toned Conservatism.»

couronne et se sont servis du pouvoir les accompagnant avec largesse pour servir l'intérêt commun (*general well-being*) Micheal Bliss ajoute: «As prime minister of Canada, Macdonald was never reluctant to use powers to advance the general well-being. He had no qualms about governments borrowing to the limit of their credit to help finance the construction of railways and other public works.»⁷⁷ Selon Bliss, ceci fait de Macdonald un progressiste-conservateur (avant le terme). Selon nous, cela explique la différence fondamentale dans la perception des Conservateurs du bien commun et de celle de l'opposition. La différence vient du fait que l'opposition Rouge et Réformiste percevaient la gestion économe des finances publiques comme une méthode servant à limiter les travaux publics et le patronage qui les accompagnaient. Elle considérait également l'expansion restreinte de l'appareil gouvernemental comme étant la meilleure solution pour atteindre le bien commun de la nation, alors que les Conservateurs croyaient l'inverse, c'est-à-dire que le bien commun serait atteint par l'extension des dépenses publiques (i.e. des travaux publics), par l'accroissement de l'appareil gouvernemental et par la centralisation des pouvoirs.

Dans ces tentatives de centraliser les pouvoirs, les Conservateurs apportèrent des changements importants au système politique canadien et, parfois, ceux-ci étaient implantés au détriment de l'autonomie des provinces. Cette attitude que le *Pays* perçoit comme étant issue du «torysme classique» entrave, d'après les Rouges, l'évolution des provinces vers une plus grande autonomie (la disparition du torysme aux États-Unis amena une plus grande autonomie nationale). Le Canada devrait, selon ce quotidien, éliminer son «torysme», au profit d'une idéologie plus progressiste. En résumé, le *Pays* exprime sa crainte de voir les gouvernements Conservateurs canadiens faire les mêmes erreurs que les Conservateurs britanniques de la deuxième moitié du 19e

⁷⁷Micheal Bliss, *Right honourable men*, op. cit., p. 18.

siècle. Le journal montréalais souligne entre autres que le partis Conservateurs canadiens et britanniques freinent tous les deux le progrès de leur nation respective :

«En effet, n'avons nous pas vu les tories anglais repousser le bill de réforme depuis plusieurs années ? et qu'est-il arrivé tout dernièrement ? Nous avons vu ces mêmes hommes proposer un bill analogue et, dans le seul but de sauver de naufrage la barque ministérielle accepter, deux fois dans la même session, des amendements proposés et gagnés par l'opposition libérale. La politique d'avancement personnel des tories anglais est suivie aujourd'hui par nos tories canadiens. Ils sont ici les mêmes qu'en Angleterre. Leur conduite infâme depuis dix ans confirme nos craintes.»⁷⁸

Le quotidien reconnaît aussi l'adoption par les coalitions du Canada et de l'Ontario de politiques résolument réformistes (i.e. pour le système électoral), mais réaffirme qu'au Québec, le «torysme» du gouvernement local nuit encore au progrès de la province : «Les tentatives d'absorption de la vie du pays entier, qui ont marqué l'avènement du gouvernement de Québec, il y a quatre ans, et qui ont percé dans le bill du Notariat, le bill de la police provinciale, celui des «magistrats stipendaires» et beaucoup d'autres projets avortés, ces tentatives ne se reproduiront pas dans la Chambre nouvelle, si les forces de l'opposition prennent le pouvoir.»⁷⁹ On voit dans les quelques citations ayant trait à cette première différence d'opinion entre le *Pays* et le *Globe* (1867 à 1871), que le journal montréalais emploie encore des éléments de l'humanisme civique laissant entendre un désir d'éliminer le patronage au complet pour critiquer les Conservateurs, tout en leur apposant l'étiquette du «torysme classique». Dans ce que nous venons de citer du *Globe*, il est cependant clair que le journal torontois ne partageait pas la même opinion des trois coalitions. Bien qu'il croyait lui-aussi que le bien commun serait mieux atteint par une limitation ou une réduction de l'appareil gouvernemental, le *Globe*, vers 1870-1871, était bien résolu à se servir du patronage en Ontario pour

⁷⁸Le *Pays*, 17 septembre 1867, p. 2.

⁷⁹Le *Pays*, 5 août 1871, p. 2.

solidifier ses appuis dans la province et ne blâmait nullement ce supposé «toryisme classique» des trois gouvernements comme étant un facteur de ralentissement du progrès de l'Ontario. Le *Pays*, au contraire, indique par les propos sus-mentionnés que les progrès du Québec (principalement) et du Canada sont freinés par l'idéologie *tory* adoptée par les coalitions.

La deuxième différence notoire entre la critique du *Pays* et du *Globe* de la corruption politique pratiquée par les trois coalitions est abordée dans les écrits de Stéphane Kelly⁸⁰, Jean-Paul Bernard⁸¹ et Roger de la Garde⁸². Il s'agit de la crainte pour le *Pays* de voir se réaliser l'une des principales conclusions du rapport Durham (1839), soit l'assimilation des francophones canadiens (incluant l'assimilation de la population francophone hors-Québec) à l'aide de la distribution de charges publiques. Cette crainte est exprimée à nouveau pendant la période étudiée. À titre d'exemple, dans un article intitulé «Le Prix de la Trahison», le journal avance sarcastiquement que Durham devait avoir le génie d'un grand diplomate pour avoir pensé qu'en semant l'or et les honneurs, l'Angleterre recueillerait la trahison et qu'elle s'assurerait de la fidélité des Canadiens français, puisque c'était exactement ce qui allait se produire avec la nouvelle Confédération⁸³. Le *Pays* exprime bien, dans un autre article ce lien entre le patronage fédéral et l'assimilation des Canadiens français: «Pour réaliser ce programme d'aplanissement de la race française, lord Durham (souligné minuscule) suggérait de donner des places de profit et d'honneur aux représentants du Bas-Canada et il espérait ainsi que le Bas-Canada serait bientôt vendu par ses représentants, c'est ce qui risque fortement de se poursuivre avec le nouveau gouvernement.»⁸⁴

⁸⁰Kelly, *La Petite Loterie...*, op. cit., p. 197.

⁸¹Bernard, *Les Rouges...*, op. cit., p. 319.

⁸²de la Garde, *Le Pays de 1852 à 1872...*, op. cit., p. 81.

⁸³Le *Pays*, 2 mai 1868, p. 2.

⁸⁴Le *Pays*, 6 juillet 1867, p. 2.

L'interprétation du *Pays* de l'idéologie tory se mêle aussi à sa critique visant la défense des Canadiens français contre l'assimilation et la critique de la Confédération nouvellement établie. Un article déjà cité plus haut illustre l'entremêlement de ces deux critiques :

«Favorisant l'aristocratie ou le petit nombre, les tories, avec M. Cartier en tête, ont répudié jusqu'aux derniers les principes auxquels ils juraient fidélité, pour s'allier à M. Brown qu'ils avaient toujours combattu et lui accorder la Confédération de toutes les provinces qui doivent dans un avenir prochain, réaliser le programme de Lord Durham et chasser vers l'étranger les fils du Canada français.»⁸⁵

L'argument du «torysme classique» que nous venons de décrire se mêle ici à l'expression d'une crainte de voir s'expatrier les Canadiens français (principalement aux États-Unis), ce que l'on impute à l'attitude «complaisante» (celle du «parvenu» George Étienne Cartier en tête) des tories canadiens-français envers les actions posées par l'Ontario en vue d'assimiler les francophones. Nous verrons à la fin de ce chapitre que la mort du *Pays*, et la transformation graduelle du parti Rouge, l'opposition principale du Canada français aux tories de 1867 à 1871 en parti National en 1872 amènera un changement d'attitude chez George Brown, du *Globe* et des Réformistes ontariens en général envers le Canada français. Ce changement témoigne de l'amélioration des relations entre les membres de l'opposition québécoise et ontarienne. Cependant, c'est le statu quo dans l'attitude des *Grits* ontariens envers la promotion du fait français, alors qu'on n'accepte mal ou pas du tout la propagation de la culture, de la religion et des lois françaises à l'extérieur du Québec⁸⁶.

En 1867, comme en 1871, le parti Rouge du Québec a toujours à l'esprit la crainte de

⁸⁵Le *Pays*, 17 septembre 1867, p. 2.

⁸⁶Comme il en sera discuté plus loin dans ce chapitre, la mort du *Pays* le 29 septembre 1871 aura provoqué une réaction généralement négative chez la presse conservatrice du Québec, mais en Ontario, cette réaction fut carrément absente (du 28 décembre 1871, date de la cessation de l'impression du *Pays* à la mi-janvier 1872, date où en convention avec quelques politiciens indépendants, aussi connus sous le nom de «Mauves», l'opposition a opté pour la création du parti National pour remplacer le parti Rouge), ce qui illustre que les relations entre Rouges et Réformistes étaient, en 1871-72, froides et tendues, vu la position parfois annexionniste et indépendantiste adoptée par les Rouges.

l'assimilation par la corruption politique⁸⁷. Son organe, le *Pays*, est persuadé que les coalitions achètent la loyauté des électeurs par la distribution de charges publiques et lient ce phénomène aux conclusions du Rapport Durham. Vers la fin de son existence, le journal montréalais adopte un vocabulaire semblable à celui qu'utilisera Stéphane Kelly et qualifie les habitants du Québec «d'exploités» ou de «parias» ou des deux, s'ils sont à la fois Canadiens français et d'anciens Rouges:

«Les membres de la clique à laquelle le Bas-Canada s'est livré depuis tant d'années et qui l'a exploité sous le titre décevant de parti Conservateur, n'ont jamais hésité de se servir du mensonge auprès des populations crédules pour arriver à leurs fins et conserver le pouvoir en écartant tous ceux qui pouvaient gêner leur ambition en prêchant l'économie, la modération, le progrès sage, la bonne entente avec les populations qui nous avoisinent. Parmi les artifices dont ils n'ont cessé de faire usage, il faut compter celui de l'ostracisme, sous prétexte «d'irreligion» ou d'annexionnisme, de tous ceux qui osaient rêver à un système meilleur et plus en harmonie avec la position que nous font les populations qui nous entourent.»⁸⁸

Le *Pays* est conscient du progrès plus important accompli par l'Ontario entre 1867 et 1871 et le propos de cette dernière citation le reflète. Une autre citation, tirée de ce journal, illustre un peu la prise de conscience par le *Pays* que le progrès du Québec est dans le moment trop dépendant du succès des «parvenus» du parti Conservateur, et que cette situation ne sera renversée que lorsque l'opposition prendra le pouvoir :

«Il est dès aujourd'hui bien clair pour tout le monde que le système (fédératif) actuel n'offre d'avantages futurs réels qu'à la province d'Ontario. Ses hommes politiques, plus énergiques, plus adroits et plus persévérants que les nôtres ont façonné l'édifice de manière à s'en assurer le contrôle absolu dans un avenir très rapproché. L'époque arrive où, si nul secours ne nous arrive d'événements fortuits, notre représentation au Parlement fédéral ne sera plus que chose de parade. Mais alors les hommes qui nous ont imposé cette malheureuse affaire auront fait la leur.

⁸⁷de la Garde, *Le Pays de 1852 à 1872...*, op. cit., p. 82 : «Lord Durham réussit ce que les armes de la Conquête n'ont pu provoquer : la division au sein de la société canadienne-française. D'une part il associe les leaders francophones au gouvernement de la province unifiée et d'autre part, il oblige les adversaires du régime colonial à se grouper dans le cadre d'un parti politique qui sera condamné à former l'opposition. En d'autres termes, en offrant d'associer les chefs rebelles au pouvoir politique et social, Durham leur propose un marché : un emploi lucratif en échange de l'abandon de la lutte Réformiste.»

⁸⁸Le *Pays*, 1er mars 1871, p. 2.

Ils auront eu titres, fortune, position, et c'est tout ce qu'ils voulaient.»⁸⁹

Cette analyse de la situation politique ontarienne tient compte des gains en popularité significatifs des Réformistes et de leur plate-forme politique dans cette province qui leur permettront de prendre le pouvoir en décembre 1871.

Nous analyserons, à la fin de la thèse, la question des relations entre Brown et Dorion, entre les partis Rouge et Réformiste et entre l'opposition canadienne-française et canadienne-anglaise aux tories en général. Contentons-nous pour l'instant d'affirmer que la supposée incompetence des parlementaires québécois provinciaux et fédéraux inquiète le *Pays* et signifie pour le journal qu'un autre mandat donné à ces gens creuserait encore plus le «fossé économique et industriel privé» qui sépare déjà le Québec et de l'Ontario. Ceci est corroboré par une citation journal torontois qui avance que les *tories* de l'Ontario feraient de bons réformistes à Québec : «Our tories would, in many instances, make very fair Reformers down at Quebec – at least if they were under anything like good management, and kept in tolerably progressive society (...)»⁹⁰ La citation dénote l'attitude de supériorité des Ontariens face aux Canadiens français en général. Cet esprit de condescendance des Réformistes envers le fait français en Amérique du Nord contraste nettement, comme le dénotait Micheal Bliss, avec l'attitude de collaboration adopté par les Conservateurs, et spécifiquement l'attitude adoptée par J. A. Macdonald envers les Canadiens français, une relation qui est le reflet de celle entretenue par Macdonald avec Cartier⁹¹.

⁸⁹Le *Pays*, 18 janvier 1871, p. 2.

⁹⁰Le *Globe*, 7 décembre 1868, p. 2.

⁹¹Bliss, *Right Honourable Men...*, *op. cit.*, pp. 17 et 72. L'auteur dénote à plusieurs reprises, comment la bonne entente entre Ontariens et Québécois au sein du parti Conservateur, fruit du travail de conciliation de Macdonald et de Cartier dans leurs efforts de *nation building* et de *party building* (entre 1867 et 1871) ne sera jamais atteinte par l'opposition libérale au 19^e siècle et ne sera jamais re-crée par les Conservateurs au 20^e siècle. Bliss décrit d'abord la collaboration exceptionnelle entre Conservateurs francophones et anglophones durant la période

Cette crainte de l'assimilation exprimée dans le *Pays* est également présente dans certains journaux indépendants (ex : le *Canadien*) et reste une caractéristique commune aux Rouges et à ce que Jean-Paul Bernard surnomme les «Mauves», soit les indépendants qui critiquent la coalition conservatrice, mais sans adopter le ton aussi partisan des Rouges après 1867⁹². Du côté du *Globe*, le désir de protéger la culture francophone et d'encourager sa diffusion sont quasi-absents. Ceci est illustré par l'attitude prise par le *Globe* durant la première révolte des métis au Manitoba (1869-70). Toutefois, cette «attitude de supériorité» adoptée par les Ontariens d'origine britannique à l'égard de la culture francophone était davantage marquée chez les Réformistes que chez les membres des coalitions conservatrices⁹³. Comme on a pu le constater dans les propos de S.J.R. Noel que l'on a

étudiée: «Biographers have uncovered surprisingly little about Sir John's partnership with Cartier, and while they and others have argued ferociously about whether or not some kind of compact was sealed between English and French at Confederation, these were theoretical questions that for Macdonald were avoided (...) proving him right since no liberal premier in his times and conservative premier after his death was so successful in establishing strong partnerships with Québec.» Plus loin, Bliss avance que le parti Conservateur a connu beaucoup moins de succès que les libéraux au 20^e siècle, puisque que les chefs de ce parti n'ont jamais eu de lieutenants de la trempe de Cartier au Québec: «Borden's decision to respond to *l'appel de la race* seemed to complete the destruction of the Conservative Party in Quebec for most of the 20th century (...) Quebec Conservatism was a drifting, dispirited, divided shadow of the big Bleu machine which had been so useful to Macdonald during his first term. Borden and his successors all failed in trying to find a Quebec lieutenant who could be a second Cartier.»

⁹²Bernard, *Les Rouges...*, *op. cit.*, annexes pp. i-iv. Voir les «Tableaux électoraux» de ce livre pour une illustration du vote «Mauve», en appui à ces hommes qui ne se réclamaient ni Rouges ni Bleus. En observant l'importance respective des voix Rouges, «Violettes» et Bleues compilées dans ces tableaux suite aux élections fédérales et provinciales de 1867 (contexte de double mandat), on constate que les Rouges ne détiennent une majorité simple des voix que dans trois comtés. Suite à ce faible score aux élections, Antoine-Aimé Dorion se résigne à ne plus combattre la Confédération et favorise la tempérance de l'élément radical dans le programme Rouge et ce, afin de courtiser l'électorat «Mauve». Les plus jeunes Rouges (et les plus radicaux) resteront majoritairement anti-fédéralistes, après 1867.

⁹³Le *Globe*, 2 novembre 1869, p. 2. En 1870, suite aux événements survenus au Manitoba (révolte métis dirigée par Louis Riel), le *Globe* durcit le ton envers les Canadiens français et se prononce plus fermement contre l'indépendance du Canada de la Grande-Bretagne. Ceci est illustré dans l'article «Independance of Parliament an Evil»: «We suppose that Mr. Riel is ready to treat with any ambassador that Queen Victoria sends, as one sovereign to another, but not as

rapporté au premier chapitre, les Réformistes ontariens, en majorité des protestants, craignent une expansion de l'influence du clergé catholique du Québec à l'Ouest de l'Ontario (i.e. au Manitoba). La première révolte des métis illustre bien le fait que les répercussions du Rapport Durham affecte seulement les opposants canadiens-français aux trois coalitions. La plupart des propos anti-francophones du *Globe* toucheront les flux d'émigration francophones au Canada, les tentatives d'insurrection de Canadiens français, au nom du respect des droits de leur groupe linguistique, et l'opinion générale ontarienne concernant l'aptitude des Canadiens français à réussir économiquement.

Cette tendance anti-francophone au sein du *Globe* est visible dans un article sur l'émigration, visant à dénigrer le besoin d'une émigration francophone plus importante, où le journal anglophone souligne la difficulté des francophones à réussir en affaires:

«The movement of French Canadians to the States is particularly natural. For generations, they have vegetated, going on in the ways of their fathers without enterprise and without advancement. The foolish jealousy which too many of our French Canadian neighbors have about upcoming settlers of English and other non French nationalities coming among them has also done them a vast deal of injury, so therefore, no reason is valid in this country for making French Migration of greater importance than it is.»⁹⁴

Cette attitude de réticence envers la «propagation du fait français en Amérique du Nord Britannique» reviendra en force après la prise du pouvoir des Réformistes en Ontario en décembre 1871. Nous verrons qu'à ce moment, les députés québécois feront pression pour augmenter la présence du français dans les débats parlementaires et dans la fonction publique à Toronto et à Ottawa se confrontant à l'impassibilité du gouvernement Réformiste ontarien.

giving her any allegiance, or as under any obligation to consult her wishes or her will. This very evidently shows the evil of independant government, and how necessary it is to have it understood without any delay who is sovereign of the region, and what may be the meaning of these declarations of independance with its varied attending circumstances.»

⁹⁴Le *Globe*, 29 mars 1869, p. 2.

Analyse de l'opposition au patronage et aux autres formes de corruption politique

Passons maintenant aux combats communs du *Globe* et du *Pays*. C'est d'abord en 1867, dans son opposition aux incursions du clergé en politique au Québec que le *Pays* avait l'appui inconditionnel du *Globe*, qui était lui-même un ardent partisan de la séparation de l'Église et de l'État. Ceci devint évident après les élections générales de 1867, alors que les Rouges subirent une cuisante défaite grâce en grande partie à l'appui d'une majorité du clergé catholique aux Bleus. Antoine-Aimé Dorion, chef des Rouges au Québec, avait alors intensifié sa lutte contre les incursions du clergé en politique, et avait obtenu dans cette démarche l'appui de l'éditeur du *Globe*, George Brown qui écrit: «Le *Pays* complained that some members of the clergy in Quebec won't give absolution to their parishioners unless they ask forgiveness and renounce their «habit» of voting for the Parti Rouge. Such practices are intolerable in a democracy like ours...»⁹⁵ Le clergé catholique du Québec avait alors accepté, dans certaines paroisses, non seulement de prêcher en faveur du parti Conservateur mais d'aller aussi loin que de refuser l'absolution aux citoyens qui votaient Rouge, ce qui a bien entendu, provoqué l'ire de ce parti et de son chef pour les quatre années suivantes⁹⁶.

⁹⁵Le *Globe*, 16 novembre 1867, p. 2.

⁹⁶Jean Claude Soulard, *Esquisse de la pensée...*, op. cit., p. 141. Le *Pays* aura été entre autres, de 1852 à 1872, la voix d'Antoine Aimé Dorion, le premier grand chef Rouge du Québec. Celui-ci mena pendant toute sa carrière une lutte contre le clergé provincial qui s'ingérait de façon abusive dans la vie politique. À cet effet, Jean-Claude Soulard déclare : «Croyant et partiquant, Dorion est toujours et malgré tout partisan de la séparation de l'Église et de l'État, principe politique réclamé par son parti. Il ne veut surtout pas que le parlement soit prodigue de ses terres aux corporations religieuses parce qu'elles tombent alors en main-morte et ne bénéficient plus à la province.»

En fin de compte, si l'on compare leur nature polémique, le *Globe* et le *Pays* ont un grand nombre d'ennemis en communs. Certains auteurs, comme J.M.S. Careless⁹⁷, affirment que le *Globe* inspirait davantage que le *Pays* la crainte aux trois coalitions conservatrices, mais le *Pays* aura tout de même partagé l'opinion du *Globe* dans la majorité des dossiers, en général hors des critiques de la corruption politique employant des arguments idéologiques (ex : les dossiers ci-haut traitant du torysme ou de la défense des Canadiens français). Nos quatre types de critiques de la corruption politique démontreront, de façon générale, comment la cause du *Pays* et du *Globe* pouvait être commune et leurs arguments semblables. Nous allons diviser les critiques présentes dans les deux journaux selon quatre catégories, soit la critique globale du système de patronage Conservateur, la critique de l'embauche de candidats non-qualifiés à des postes publics, la critique de la corruption politique reliée à la corruption électorale et les autres critiques de la corruption politique. La présentation ci-dessus illustre les deux principales différences d'opinion (que nous considérons tout de même majeures) entre le *Pays* et le *Globe*, soit dans leur interprétation du degré de «torysme» présent dans la plate-forme des trois coalitions conservatrices et dans leur traitement des questions touchant le progrès des Canadiens français.

Il arrivera au cours de notre analyse que l'un ou l'autre des journaux analysera une situation donnée plus en profondeur que l'autre. Pour le *Globe*, cette analyse supplémentaire sera parfois simplement liée à la fréquence de publication. Le *Pays* n'étant devenu quotidien qu'à la fin de 1868,

⁹⁷J.M.S. Careless, *Brown of the Globe...*, op. cit., p. 253. Comme il est écrit dans cette biographie politique de George Brown, le *Globe*, sous l'égide du personnage, aura toujours eu une politique éditoriale excessivement polémique: «If the *Globe* acquired an enduring name among its enemies for polemics and denunciation, it was essentially because it was outliving rival after rival while its dread reputation grew. At any rate, the *Globe* during Brown's régime could rarely be accused of being light-hearted. There was sharp wit, biting irony, and derisive sarcasm; but any laughter was at someone's expense.»

le *Globe* aura davantage de pages à consacrer par défaut à un dossier de corruption politique, vu son plus grand tirage. Ceci explique en grande partie, par exemple, pourquoi le *Pays* n'a pas traité directement d'une catégorie telle l'embauche de candidats non-qualifiés à des postes publics. Dans d'autres types de critiques partisans, nous allons aussi voir que le *Pays*, ne bénéficiant pas de la santé financière favorable du *Globe*, qui avait un tirage élevé et qui s'attendait à une victoire imminente de son parti aux prochaines élections provinciales, démontrait un esprit partisan plus féroce. Nous allons voir qu'en 1871, le parti Rouge n'était pas, comme son organe le *Pays*, aussi bien nanti financièrement en termes de caisse électorale que les Réformistes ontariens et qu'en fait, sa mutation graduelle en «parti National du Québec» était déjà solidement amorcée. Sur ce, passons maintenant à l'étude de notre première catégorie de critiques, soit les critiques globales du système de patronage Conservateur.

1) *Les critiques globales du système de patronage*

Les critiques globales du «système» de patronage placé entre les mains de trois coalitions conservatrices de 1867 à 1871 comportaient tantôt des arguments de nature strictement partisane, tantôt des arguments idéologiques. Un argument non-partisan employé par le *Pays* et le *Globe* pour critiquer ce «système» de patronage et son expansion est que ce dernier nuit à l'autonomie provinciale du Québec et de l'Ontario. De façon générale, le *Globe* semble avoir aussi consacré beaucoup plus de pages à la défense de l'autonomie provinciale de l'Ontario que son collègue Rouge de Montréal pour celle du Québec. Ceci découle peut-être du fait que le *Pays* attribuait les effets néfastes du patronage davantage à l'absence d'un système de gouvernement plus «américain» ou «français» et au prolongement du torysme, de la monarchie et au statut de colonie britannique du Canada. Cette croyance du journal montréalais est perçue dans un article qui avance que la

monarchie constitutionnelle n'est qu'un système désuet et onéreux et que seul le progrès des idées républicaines peut faire avancer le Canada :

«L'évolution historique montre clairement les progrès de l'idéal démocratique, sa marche, sa force expansive et organisatrice. L'établissement du système républicain n'est pas le résultat d'un choix entre diverses formes de gouvernements, mais bien le produit naturel de l'expérience de la logique des faits et des idées (...) Les États-Unis croissent en sagesse et en vertu, alors qu'ici même le gouvernement fausse les chiffres sur le coût de la monarchie et se comporte avec ses amis comme une mère récompensant ses enfants.»⁹⁸

L'attitude du *Pays*, comme nous l'avons déjà mentionné, est dans ces cas de prôner le progrès des idées libérales (qu'ils associent durant ces quatre années aux idéaux républicains) tout en blâmant les excès de corruption politique et l'expansion de ce système de corruption sur l'héritage britannique 'tory' que représente la monarchie constitutionnelle.

Comme l'avons également souligné, le lien entre les méfaits du patronage (le phénomène de la «petite loterie» issu de l'ancien torysme monarchique) et le frein au progrès vers l'indépendance n'ont d'importance que pour les libéraux du Québec. Bien que le *Pays* ne défende plus une position «d'abolition du patronage au nom des idéaux républicains», il se permettra occasionnellement (et aussi tard qu'en 1871) de louer les progrès des idées républicaines au Canada et en Angleterre. Les derniers numéros du *Pays*, emploient maintenant le terme «idées libérales» pour illustrer des idéaux qui étaient également défendus par les républicains. La preuve de cette contradiction réside dans un article intitulé «Le Republicanisme en Angleterre» :

«On est forcé d'avouer que le republicanisme s'infiltré depuis plusieurs années dans des rangs où on aurait jamais cru qu'il put arriver. Ce que les rétrogrades ou les admirateurs impassibles du statu quo regardaient comme de simples manifestations purement d'occasion, convoquées dans un but défini, n'était autre chose que le travail lent, mais ininterrompu des idées libérales. L'extension de la franchise électorale, l'abolition des privilèges de l'église, les actes concernant la tenure des terres, le vote au scrutin secret, n'ont pas été des mesures nécessitées par des circonstances imprévues auxquelles il fallait faire face (...) Il faut remonter à un autre ordre des choses et à des considérations plus élevées pour trouver leurs sources. Dans un siècle

⁹⁸Le *Pays*, 3 octobre 1870, p. 2.

qui a plus fait pour la conquête et la sauvegarde des libertés humaines que tous ceux qui l'ont précédé, l'Angleterre ne pouvait demeurer plus longtemps revêtu aux théories du libéralisme et du républicanisme et aux systèmes reconnus partout autour d'elle.»⁹⁹

Que le *Pays* se définisse, vers la fin de son existence (décembre 1871), comme l'organe du parti libéral et du progrès indique qu'il désirait peut-être éliminer certaines contradictions présentes dans ses critiques de 1867 à 1871. Le journal avait alors critiqué le salaire et les pouvoirs du Gouverneur général et des Lieutenants gouverneurs, comparant leurs avantages avec ceux des présidents de la France et des États-Unis :

«Le représentant de la Souveraine, hormis certains privilèges, est une pure fiction gouvernementale. Suivant l'originale expression d'Alphonse Karr, définissant un monarque constitutionnel : un roi qui règne comme une corniche autour d'un plafond, ne peut-on pas l'appliquer à l'initiative du Gouverneur général ? Le côté financier de la question, le seul qu'on doive raisonnablement envisager, ne peut se soutenir (...) à moins que l'on se rapproche davantage du modèle américain.»¹⁰⁰

Il est facile de s'imaginer que cet argument cité par le *Pays* comparant la Monarque à une corniche aura provoqué l'ire des Réformistes ontariens, bien que ces derniers étaient d'accord pour limiter le salaire des Gouverneurs, selon l'argument du bien commun et de la santé des finances publiques et non de l'inutilité du poste de représentant du monarque. Dans ces arguments du *Pays* visant la réduction du salaire et des pouvoirs des Gouverneurs, voulant les rapprocher davantage d'un président de république, il y avait là contradiction, puisque les président de la France et des États-Unis avaient en fait beaucoup plus de contrôle sur les affaires de l'État qu'un Gouverneur au Canada de 1867 à 1871, même s'il en avait à l'époque beaucoup plus que ce n'est le cas aujourd'hui.

Le *Globe*, loyal envers la couronne britannique, n'aurait d'ailleurs jamais osé blâmer directement la monarchie comme l'origine du système de patronage et de ses méfaits, ni lier les progrès du Canada et de l'Ontario en termes de libertés électorales et de prospérité économique sur

⁹⁹Le *Pays*, 7 décembre 1871, p. 2.

¹⁰⁰Le *Pays*, 18 mai 1869, p. 2.

le idéaux républicains et les progrès des États-Unis. Il ne se prononcera pas non plus en faveur d'une indépendance immédiate du Canada de la Grande Bretagne, préférant jeter le blâme uniquement sur les Conservateurs canadiens comme source du problème de patronage, plutôt que de blâmer sur le gouvernement britannique (l'origine du patronage pratiqué au Canada):

«But because all kinds of influence cannot be prevented, it does not follow as the London press argues, that what can be stopped should be allowed to pass altogether unmeddled with. It may be impossible to say that one's independance is impaired because he receives a ribbon of a peculiar colour as a mark of his sovereign's favour, but it is if public servants are to be eligible to serve as a member of the House.»¹⁰¹

On voit ici que le *Globe* évite d'avouer qu'il partage l'opinion des Conservateurs au sujet de cette indépendance, autant qu'il refuse de blâmer directement la corruption des députés sur les «faveurs de la souveraine».

Dans ses critiques générales du système de patronage, le *Globe* s'est préoccupé souvent des effets néfastes que ce dernier pourrait avoir sur l'autonomie provinciale ontarienne. Dans les articles abordant ces questions d'autonomie provinciale, on retrouve certains dossiers qui ont été traités à la fois par le *Globe* et le *Pays*, et d'autres dossiers qui ont été traités uniquement par le *Globe*. Cette critique non-partisane du *Pays* et du *Globe*, entre 1867 et 1868, tourne surtout autour du droit de désaveu sur les lois votées par les législatures provinciales que s'est accordé John A. Macdonald en tant que ministre fédéral de la Justice. Le quotidien torontois déclare que: «Sir John A. proposes his using the power of appointing all the magistrates of the Dominion. The local governments should make these appointments and not the immoral federal «Minister of Injustice», Sir John A. We have not failed to warn the country of the danger of federal encroachments upon local rights.»¹⁰² Ces propos démontrent bien le désaccord moral du *Globe* face aux tactiques centralisatrices de John A.

¹⁰¹Le *Globe*, 2 novembre 1870, p. 2.

¹⁰²Le *Globe*, 14 octobre 1867, p. 2.

Macdonald, exprimées ici par son désir de nommer lui-même tous les magistrats provinciaux et fédéraux. Le désaccord moral du *Globe* avec ces stratégies de Sir John A. est encore plus nette dans cet autre article :

«The principle of leaving local affairs to local control is the safety valve of our constitution, and if we wish the constitution to work well, we must respect the rights of the Local Governments. Certain powers being conceded to local authority, let our public men avoid all attempts to weaken that authority, either by strained interpretations of the law, or by appeals to the Local Legislatures to confer more power upon the Federal Government, which would cause, in our opinion many great injustices.»¹⁰³

Un désaccord plus partisan se présente dans les pages du *Pays*. Suite à la présentation au gouvernement de la Nouvelle-Écosse, composé à ce moment de députés opposés à la coalition conservatrice fédérale, d'un document du ministre fédéral de la Justice visant la sanction d'un acte passé par cette législature locale, le *Pays* rétorque:

«...qu'en se prononçant sur le rejet ou l'adoption d'un acte des législatures locales, le gouvernement central ne devra pas seulement examiner si cet acte affecte les intérêts de tout le Dominion, mais encore s'il y a conflit et empiètement des pouvoirs locaux (...) Il est important d'intervenir le moins possible dans la législature locale (...) en particulier si les amis du gouvernement s'y trouvent en majorité.»¹⁰⁴

Le *Globe* abonde dans le même sens, affirmant pour appuyer la Nouvelle-Écosse dans sa lutte contre le gouvernement fédéral et ses politiques centralisatrices que:

«It is quite in keeping with Sir John A. Macdonald's purpose of depreciating the importance and curtailing the power of the Local Governments, to push the power of disallowance to its extreme, but he and his colleagues might at least have refrained for a while from sending so offensive an expression to the Nova Scotia Government.»¹⁰⁵

Ces articles du *Pays* et du *Globe* illustrent bien l'intention des partis Rouge et Réformiste de vouloir élaborer des politiques visant à ce que les droits des provinces, advenant leur arrivée au pouvoir, soient mieux respectés.

¹⁰³Le *Globe*, 26 novembre 1867, p. 2.

¹⁰⁴Le *Pays*, 8 septembre 1868, p. 2.

¹⁰⁵Le *Globe*, 4 septembre 1868, p. 2.

Un cas où le *Globe* et le *Pays* s'unirent pour critiquer le système de corruption politique des Conservateurs de façon non-partisane fut lors de la fameuse vague de défections qui s'est produite durant les élections de l'été 1867. À ce moment, plus d'une dizaine de partisans Rouges et Réformistes étaient passés dans les rangs Conservateurs. Une parution du journal torontois et une du journal montréalais relatent avec rancœur les défections de Messieurs McDougall, Sylvain, Huot et Rémillard. Le *Pays* questionne la valeur morale des hommes qui joignent les rangs Conservateurs sur une promesse de récompense matérielle en ces termes :

«Si, d'un côté, les faveurs éloignent certains libéraux de nous, d'un autre côté elles retiennent dans le rang bureaucrate des hommes qui ne sont pas les plus informés de la justice de notre cause, de l'excellence de nos principes et de la valeur réelle de la démocratie. Que d'hommes travaillent maintenant contre leurs croyances dans le but de gagner leur pain ou de satisfaire leur ambition !»¹⁰⁶

Le *Globe*, quant à lui, traite ces partisans Conservateurs d'immoraux qui osent décrire les déserteurs comme des gens ayant retrouvé le «droit chemin»:

«But the Coalitionists seem to count that their converts are just about destitute of feeling, and therefore they take the liberty of parading them before the world in a style exactly like that of the temperance orator with the «reformed drunkard»(...) If there are any men of virtuous feeling going over to the Coalition, they must wince horribly at being held up to public gaze in that fashion.»

Ces références à la «vertu», à la «valeur» et à la «fibre morale» des défecteurs qui quittent le parti Rouge ou Réformiste pour aller grossir les rangs Conservateurs sont en fait des arguments idéologiques voulant critiquer ces hommes qui choisissent de renier leurs convictions en échange d'un poste ou d'une somme d'argent.

Là où d'autres similitudes entre les critiques globales partisans du *Pays* et du *Globe* apparaissent, c'est dans leurs propos partisans voulant exprimer le dégoût de se faire voler la paternité d'une politique progressiste par les coalitions. Le journal torontois, par exemple, s'indigne

¹⁰⁶Le *Globe*, 5 août 1867, p. 2 et le *Pays*, 6 août 1867, p. 2.

de voir la coalition ontarienne, dirigée par Sandfield Macdonald, copier l'essentiel d'un projet de loi électorale proposé par les Réformistes quelques mois auparavant:

«Mr. Sandfield Macdonald has made another large haul from the Clear Grit platform - another large appropriation of ideas of those obnoxious people described by Sandfield on some occasions as cold blooded Clear Grits (...) We hope that the Attorney General, having adopted our policy in this matter, will carry it out faithfully. Let him so frame his bill as to prevent members of the Legislature from holding such appointments as that recently given to Mr. Lauder.»¹⁰⁷

Ce genre de dégoût est encore plus présent au sein du journal montréalais. Suite à l'annonce, par le gouvernement Conservateur du Québec, d'un projet pour améliorer le système d'éducation provincial, le *Pays* se dit insulté et, au nom de sa fierté partisane, revendique la paternité de ces améliorations particulières et de bien d'autres :

«Cartier et Langevin n'ont qu'un mérite depuis de longues années : c'est d'escamoter tout le travail accompli par le parti libéral. Presque tous les changements qui ont été obtenus, sont l'oeuvre du parti libéral. Mais à chaque proposition faite par ce parti, la presse conservatrice sans principes, sans conscience, sans honneur, qui, pour aider leurs chefs à rester en poste, ont employé les moyens les plus malhonnêtes et les plus vils pour nous écarter du pouvoir.»¹⁰⁸

Comme ces dernières citations le démontrent, la critique globale du système de patronage des trois coalitions au pouvoir des deux journaux puise aussi ses racines dans la rancune envers les personnages comme Cartier et Sandfield Macdonald, qui ont renié la plupart de leurs idéaux radicaux passés, pour ensuite emprunter certaines politiques progressistes (et non toutes leurs politiques, comme semble parfois vouloir le faire supposer le *Pays*) aux Rouges et aux Réformistes.

Dans leurs élans critiques partisans contre l'influence des trois coalitions et de leur système de corruption politique, le *Pays* et le *Globe* imputent parfois directement le mauvais fonctionnement des affaires publiques du Canada aux actes posés par les Conservateurs durant cette décennie de co-direction au Canada uni qui a précédé la Confédération (de 1857 à 1866). Le journal Rouge avance,

¹⁰⁷Le *Globe*, 3 novembre 1868, p. 2.

¹⁰⁸Le *Pays*, 24 juin 1870, p. 2.

en termes généraux que les Conservateurs, après 20 ans de mauvaise administration, se rendront bien à l'évidence qu'ils devront adopter des politiques plus progressistes :

«Voici toutefois que, malgré ce travail de vingt ans pour édifier leur fortune individuelle sur les ruines du pays, que tout cet échafaudage de corruption, de malversations, de faux serments, de mauvaise administration de tous genres, menace de s'écrouler sur eux et de les étouffer (...) Il y a 15 ans que nous demandons une réforme, mais tant que l'on a pu manier à son gré les comités (parlementaires), on a repoussé cette demande comme une innovation dangereuse.»¹⁰⁹

Cette critique partisane du *Pays* vise à déplorer le fait que le parti Rouge demandent depuis 15 ans aux Conservateurs, des réformes qui permettraient de moderniser le Québec et le rapprocher du niveau économique de l'Ontario, mais en vain. Le quotidien torontois abonde dans le même sens en affirmant que les Conservateurs font de bien mauvais administrateurs et que John A. Macdonald ne sait pas, de surcroît comment s'entourer d'hommes d'état compétents (et ce, depuis les 20 dernières années comme le reproche le *Pays*):

«Bankrupt reputations of 20 years standing, people who make a joke of principle and do not even affect to have a policy, suit Sir John A. Macdonald well enough. It is time there was a change and a change there soon must be. Incompetence to the discharge of high office, inefficiency in departmental administration, and such a burlesque statesmanship in Ottawa now exhibits cannot be tolerated forever.»¹¹⁰

Le *Globe* va encore plus loin en tentant d'illustrer la différence «de caractère moral» entre les «ex-Réformistes» qui ont fait défection vers le camp des coalitions et les Réformistes du camp *Clear Grit* qui ont gardé les mêmes principes moraux au cours de la dernière décennie. Par cet article, le journal veut signifier qu'un député de son camp peut agir de façon indépendante en chambre et ce n'est pas le cas pour un député des trois coalitions:

«It seems that, after all, J. S. Macdonald feels that an old Reformer who is always boasting of this character as a Reformer, is not exactly in his right place when he is distributing patronage to the opponents of the Reform Party (...) Reform party men are far more independant than the trimmers and camp-followers who profess all sorts of things, but who moreover exercise their independance side in going, with the

¹⁰⁹Le *Pays*, 5 août 1871, p. 2.

¹¹⁰Le *Globe*, 14 octobre 1870, p. 2.

successful and profitable side whenever they can.» ¹¹¹

Ces citations du *Pays* et du *Globe* portant sur le thème de leur critique globale du système de patronage des trois coalitions conservatrices illustrent bien comment ces critiques pouvaient être autant de nature partisane que non-partisane. En résumé, nous pouvons dire que les articles que nous avons regroupés dans ce premier *type* de critique évoquent à la fois la rancune du *Pays* et du *Globe* face aux défections de leurs membres vers la coalition, leur sentiment de s'être fait voler la paternité des politiques les plus progressistes de la coalition et la corrélation faite par ces deux journaux entre l'état actuel des affaires publiques du Canada, du Québec et de l'Ontario et la mauvaise administration cumulative des gouvernements Conservateurs depuis les 10 années ayant précédé 1867. Rappelons aussi que la majorité des articles qui tombent dans cette catégorie (de *type* 1) évoquent le caractère néfaste du système de corruption étatisé pour l'autonomie des provinces.

Comme dernier exemple de ce *premier type*, on peut mentionner le thème du choix de la taille du cabinet fédéral suite aux élections de l'été 1867. À ce sujet, le journal torontois avançait que:

«When the whole business of the United States is transacted by 7 cabinet officers, it is surely absurd to appoint 13 for the Dominion of Canada. Doubtless that the cabinet has been made huge to secure voters, but is it not a bad beginning of a new system to show so utter disregard of economy and, we may add, of the dictates of common sense ?» ¹¹²

Le *Pays* abondait dans le même sens, ajoutant comme argument en faveur d'un cabinet fédéral restreint que l'expansion du Dominion vers l'Ouest et l'élargissement éventuel de ce cabinet pour satisfaire les ambitions des hommes politiques de ces nouvelles provinces pourrait s'avérer très onéreux :

¹¹¹Le *Globe*, 5 juillet 1869, p. 2.

¹¹²Le *Globe*, 3 juillet 1867, p. 2.

«On ne doit pas nommer les ministres du cabinet fédéral selon les régions. Avec 6 ou 8 provinces, cela créerait une machine fort lourde et un corps incompetent et dispendieux. Le meilleur moyen de former un cabinet, reste de choisir les hommes les plus capables et d'un mérite connu dans son propre parti. Il faudrait d'abord couper dans le luxe des porte-feuilles superflus.»¹¹³

Toutefois, les comparaisons de ce genre laissèrent rapidement place aux critiques d'entreprises «extravagantes» précises du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux en terme de subventions «douteuses» à de nombreux individus et groupes (du secteur privé) qui avaient alors un lien économique étroit avec la coalition conservatrice aux niveaux provincial ou fédéral¹¹⁴. Le *Pays* et le *Globe* choisissent également d'illustrer leur dédain pour la corruption politique en présentant des exemples concrets d'octroi de contrats ou de postes publics pour exprimer leur esprit partisan. C'est ce que nous allons voir avec le *deuxième type* de critique.

2) Les critiques de l'embauche de candidats non-qualifiés par patronage

Le *Pays* et le *Globe* s'étonnent tous deux de voir jusqu'où les trois gouvernements Conservateurs sont prêts à aller afin de «placer» leurs sympathisants et les membres de leurs familles au sein des administrations du Québec, de l'Ontario et du Canada. Les arguments principaux qui

¹¹³Le *Pays*, 14 avril 1869, p. 2.

¹¹⁴Micheal Bliss, *Right Honourable, Men, op. cit.*, p. 21. Comme le souligne cet auteur, la «National Policy» élaborée par John A. Macdonald et ses collègues du cabinet fédéral durant leur premier mandat aura établi une telle complicité entre les Conservateurs et les intérêts privés protégés par cette politique nationale, que l'entreprise devint très dangereuse pour l'épanouissement de la démocratie parlementaire canadienne: «The Liberals were outraged by brazen collusion between the Conservatives and the protected manufacturers. It was public knowledge that before the general elections, Macdonald came to Toronto and met with groups of manufacturers in the Queen's Hotel, where they pledged campaign funds on behalf of the National Policy. The system seemed little more than outrageously naked buying and selling of political favours. The Opposition never even knew how far Macdonald went in the way of cross-subsidization with the CPR (...) The Conservative Party must have been so flush with CPR and manufacturers' money by the early 1880's that general elections were close to meaningless.»

seront employés par les deux journaux pour critiquer les nombreuses nominations partisanses sont le manque général de compétences des candidats, leur manque d'expérience ou leur jeune âge et leur manque de leadership. Comme le premier type de critique que nous venons de voir, ce *deuxième type* comprend des critiques partisanses et non-partisanses. Dans leurs critiques au nom du bien commun (non-partisane), les deux journaux (et surtout le *Globe*) s'interrogeront sur les effets généraux à long terme de la nomination de candidats non-qualifiés à des postes publics (sur la santé fiscale du pays, par exemple). Les critiques de ce type de nominations conservatrices (embauche de candidats partisans par les trois gouvernements, soit des personnes non-qualifiées pour ces postes) sont toutefois justifiées, le plus souvent, par l'argument partisan qu'un sympathisant des partis Rouge ou Réformiste serait plus qualifié pour un poste public qu'un candidat Conservateur. Ces cas sont illustrés, par exemple, par un article du journal Rouge qui avance que le député d'Arthabaska a obtenu un poste de «protonataire» pour lequel il n'est nullement qualifié alors que plusieurs sympathisants Rouges qualifiés étaient disponibles pour le poste :

«M. Hemming, représentant des Comtés de Drummond et Athabaska, dans le Parlement de Québec, siège en ce moment ayant dans sa poche sa nomination au poste de protonataire du district. C'est la troisième nomination de représentants locaux que fait le gouvernement depuis moins d'un an (...) alors que plusieurs des nôtres seraient hautement plus qualifiés pour ces postes. C'est là l'étoffe dont se composent les majorités de Québec et d'Ottawa. Arrivez tiers-parti ! À la rescousse!»¹¹⁵

Un article du *Globe*, soutient que le député Conservateur de St. Maurice, pour conserver son salaire de maître poste, a choisi de léguer ce poste à son fils de 15 ans au lieu de laisser sa place à quelqu'un du camp politique opposé, ce qui est à la fois politiquement inacceptable et hautement discriminatoire pour les partisans de l'opposition qualifiés pour le poste :

«Dr Lecerte, who was recently elected member of the House of Commons for the county of St. Maurice, held the office of postmaster in Yamachiche. As he did not

¹¹⁵Le *Pays*, 31 janvier 1870, p. 2.

want to give up the little income which the post-office yields, it was necessary to resort to a trick (...) Dr. Lecerte resigned the post-office; and the Gouvernement gave the place to his son – *a youth of fourteen or fifteen years of age* – when plenty of our good men were available for the job (...) This abuse of the appointing power is so utterly indefensible, that even the tory *Montreal Gazette* mildly protests though hinting, in characteristic way, that the French paper which exposes the job, was probably influenced by spite ! That is the stock reply of the tory organs to exposures of Government abuses, no matter how gross the abuses may be.»¹¹⁶

Ces deux dernières citations illustrent bien la frustration partisane des Rouges et des Réformistes, à la vue de ces cas extrêmes de patronage Conservateur dans la fonction publique qui privent les partisans compétents de l'opposition de ce type de postes.

Comme ses collègues du *Globe*, les rédacteurs du *Pays* n'hésitent pas à citer les cas les plus extrêmes et les nominations les plus «louches» de la coalition, ce qui démontre l'esprit partisan du quotidien montréalais. L'argument de l'âge et de la maturité politique des choix ministériels pour ces nominations est employé dans plusieurs articles. Le quotidien souligne avec sarcasme et amusement la promotion du fils du Premier ministre Olivier Chauveau dans la fonction publique :

«Si l'on en croit les journaux de l'Ontario, les nouveaux ministres Réformistes de la province auraient beaucoup de besogne, car il paraît que l'on case partout des employés en prévision de la chute du ministère. Notre Premier ministre local doit être au comble de ses vœux : il vient d'accorder de la promotion à 3 ou 4 de ses employés et d'augmenter le salaire de son fils aîné. Son cœur de ministre et de père est content. C'est pour de tels actes qu'on s'immortalise à Québec.»¹¹⁷

En fait, nous avons remarqué que le *Globe* consacre durant ces quatre années beaucoup plus d'analyse que le *Pays* à cette question de l'embauche par les coalitions de candidats non-qualifiés et que ces propos étaient plus souvent partisans, bien que la majorité des critiques du *Pays* en ce domaine le soit aussi. D'ailleurs, le *Pays* n'aborde directement la question des nominations partisans qu'en 1869, alors que le *Globe* traitait de cette question en profondeur depuis près de deux ans. Bien que les arguments généraux du *Pays* et du *Globe* à l'intérieur d'articles traitant du

¹¹⁶Le *Globe*, 12 novembre 1868, p. 2. Voir aussi les éditions du 31 août 1868 et du 20 novembre 1871 de ce journal.

¹¹⁷Le *Pays*, 21 août 1871, p. 2.

phénomène général des «chercheurs de place» soient majoritairement similaires et partisans, le *Globe* semble avoir un flair plus aiguisé (ainsi qu'une bourse beaucoup plus grande) que le *Pays* pour dénicher les «scandales» en ce domaine et ensuite se plaindre du nombre élevé d'hommes réformistes compétents pour ces postes qui sont laissés de côté par l'embauche «d'incompétents du parti au pouvoir». Toutefois, la position des deux journaux à ce sujet, est comparable¹¹⁸.

Le *Globe* ne se limite pas seulement à la critique de l'embauche de fonctionnaires, mais questionne aussi de façon plus détaillée la compétence des hauts fonctionnaires et des ministres Conservateurs¹¹⁹. Le quotidien torontois met en garde le public canadien contre le choix d'hommes publics aux compétences douteuses (comme Messieurs Rose, Hincks, Tupper et j'en passe) comme ministre au cabinet fédéral ou provincial:

«To place the management of the finances of the New Dominion in his hands at such a time of crisis is an outrage. We cannot forget that it was Mr. Rose, who, as Chief

¹¹⁸Le *Globe*, 19 octobre 1867, p. 2 et Le *Pays*, 7 janvier 1870, p. 2. L'article de fond du *Globe* résume bien la position du quotidien sur question du phénomène des *Office-seekers*: «The Reform party is quite competent to furnish capable applicants for every office for each office, but the patent combination brought together all the Conservatives who want office, and all the office-seeking Reformers who went over to the combination, and as a consequence, we have a government organs protesting against the great rush for office they themselves caused.» La position du *Pays* sur le dossier est similaire. L'inaptitude des candidats choisis par ce type de favoritisme (*office-seeking and dispensing*) est soulignée par le quotidien montréalais, mais encore une fois avec une analyse moins exhaustive de la situation que celle du *Globe*: «L'organisation actuelle des départements publics est non seulement injuste pour les libéraux, mais encore absurde dans ses résultats; car ses meilleures dispositions sont éludées par ceux-mêmes qui les ont faites. Ce qu'elle produit, c'est une confusion profonde, l'extravagance et le favoritisme dans tous les bureaux.»

¹¹⁹Le *Pays*, 18 octobre 1869, p. 2. Le journal Rouge n'a analysé cette situation qu'une seule fois et de façon beaucoup plus vague et superficielle que le *Globe*: «Dans ces temps de crise, de transformation, de métamorphose, nous aurions besoin au ministère d'hommes d'énergie, d'études, pleins de conscience, d'honnêteté, fermes et dignes, inspirant sinon la confiance à tous du moins la considération. Au lieu de ça qu'avons nous? Un cabinet démembré, incomplet plus d'une année. (...) Un seul point rallie le reste, l'intérêt. Conserver son poste, voilà l'article de leur crédo politique; c'est du sacrifice de tous les intérêts nationaux à ce principe, qu'ils tirent sans doute le nom de *Conservateurs*.»

commissioner of Public Works, involved the country in the frightful jobbery of the Ottawa Buildings, and who, when he discovered the results, made his escape from the Parliamentary ordeal by resigning his office. The lack of courage which he showed on that occasion is sufficient to disqualify him, in a Reformer's eyes, from managing our finances.»¹²⁰

Cet article n'est qu'un exemple parmi tant d'autres où le *Globe* critique directement la compétence des membres du cabinet ontarien et du cabinet fédéral.

Dans le cas de critique de l'embauche des hauts fonctionnaires, le journal réformiste souligne qu'un poste public important (celui de *Crown Lands Commissioner*) a changé de mains pour des raisons purement partisans:

«The Premier of Ontario has dismissed Mr. Carroll in the county of Peterborough because he is a Reformer, and has given his place to Mr. Wheeler Armstrong, a staunch Conservative (...) Mr. Carroll has been in Peterborough for nearly five years, and according to the testimony of the leading men of the county, has proved a most efficient officer. But politically he is not sufficiently pliant to suit Mr. Sandfield McDonald (...) and hence he is made to suffer defeat in the hands of perhaps a less competent man.»¹²¹

On voit ici que le journal est consterné de voir un employé réformiste compétent se faire remplacer sur le champ et sans motifs valables par un Conservateur ayant moins d'expérience que lui. Le *Globe* dénonce aussi l'habitude des trois gouvernements de faire passer le membership au parti Conservateur avant la compétence lorsque seront choisis les *Speakers* du Sénat, de la Chambre basse, des trois chambres locales étudiées (le Québec avait une Chambre basse et une Chambre haute), de même que les présidents des comités de ces cinq assemblées.

L'on notera quelques exceptions dans les propos partisans du *Globe* sur ce type d'embauche dans la fonction publique. L'une de ces exceptions apparaît lorsque le quotidien torontois félicite un partisan Conservateur d'avoir refusé une sinécure, le qualifiant de patriote: «A ministerial journal

¹²⁰Le *Globe*, 19 novembre 1867, p. 2. Voir aussi les éditions du 12 avril 1869, du 6 août 1869 du 5 avril 1871 et du 10 avril 1871 de ce journal.

¹²¹Le *Globe*, 17 juin 1868, p. 2. Voir aussi l'édition du 6 octobre 1871 de ce journal

announces that in a patriotic act, Mr. Angus Morrison has refused the office of County Judge of York, offered him by John A. Macdonald. We are happy to find that Mr. Morrison has more regard for public interest than the Minister of Justice. Would that many others showed so much patriotism ?»¹²²

Bien que ces propos ne soient pas une critique de la nomination en question, il reste que ces derniers sont partisans, puisqu'ils félicitent un partisan Conservateur pour un geste qui est, selon le *Globe*, normalement posé par un membre du parti réformiste. Une autre exception survient lorsque, quelques semaines après la défection de Joseph Howe au parti Conservateur, le quotidien torontois fait remarquer que si les nombreuses demandes d'augmentation de salaire ou de postes publics envoyées par des partisans du gouvernement semblent énerver le politicien de la Nouvelle-Écosse, il n'a qu'à prendre son mal en patience:

«We can easily believe that since he became a Minister, Mr. Howe has been a good deal pestered by the office-seekers and office holders of his province (...) If the reading of a bushel and a half of letters daily has taken up much of his valuable time, he has himself in part to blame. And we are sure the kind-hearted man can hardly find it in his heart to be very angry at people for simply asking him to do for them what he has done for himself.»¹²³

Par cette critique partisane du phénomène d'*office-seeking*, le *Globe* tente également de reprocher à M. Howe sa défection de l'opposition et lui faire savoir quels inconvénients lui feront subir les nombreux chercheurs de place au gouvernement fédéral. Le *Pays* emploie un sarcasme similaire envers un ex-partisan Rouge «déflecteur» (M. Delisle, haut fonctionnaire et protégé de M. Cartier), qui après avoir été destitué de nombreux postes publics pour son incompétence, demande enfin une retraite rémunérée :

«M. Delisle appartient à cette classe d'hommes, heureusement peu nombreuse, qu'un pays a tout à gagner à éloigner des bureaux publics, dût-on le pensionner pour cela.

¹²²Le *Globe*, 3 août 1869, p. 2.

¹²³Le *Globe*, 8 juin 1869, p. 2.

Et si M. Delisle promettait d'aller vivre de sa pension au Congo, nous ne marchanderions pas sur le chiffre de cette pension. Avec les aptitudes que nous lui connaissons, nous aimons mieux le voir ailleurs que lâché libre sur notre pays déjà si exploité.»¹²⁴

Les propos tenus par le *Pays* et le *Globe* sur la même question s'avèrent aussi non-partisans à l'occasion. Lorsque le *Globe* adopte un ton sévère pour critiquer de façon générale la mauvaise gestion administrative au sein des ministères on constate que le commentaire du quotidien prend une tournure non-partisane:

«The most overwhelming evidence of the indolence and incapacity of the men was that furnished by the disclosures of the Public Accounts Committee as to the frightful disorder that reigns supreme in the Departmental Offices in Ottawa (...) Appointments have been made chiefly for political or personal reasons, and not because of any capacity for the work. And this alone accounts for the unreliable nature of many of the Returns sent down to Parliament, including the public accounts.»¹²⁵

Cette dernière citation non-partisane du *Globe* démontre bien que le journal analyse de façon plus complète que le *Pays* (par sa compréhension que le système de nominations publiques des Conservateurs cause un grand désordre dans les finances publiques), et avec une meilleure vue des effets des nominations partisans sur l'ensemble du système parlementaire. Elle démontre aussi que le *Globe* peut critiquer ces nominations au nom du bien commun, en pointant du doigt l'effet cumulatif que peut avoir l'embauche de personnes non-qualifiées sur les finances publiques.

Bien que la critique des deux journaux s'avère ici encore surtout partisane, à quelques reprises les critiques ont été portées au nom du bien commun, comme le démontre cet article qui insinue que la récente commission parlementaire formée en vue de réformer la fonction publique n'aura été que vaine et coûteuse pour le Canada:

«The Kingston News (Ministerial) says it is stated that the estimated cost of the civil service commission amounts to some \$15000; and the question is: Has it been worth the money? The commission did not ferret out the looseness of the system that made

¹²⁴Le *Pays*, 25 novembre 1870, p. 2.

¹²⁵Le *Globe*, 18 juin 1870, p. 2.

the frauds possible, and permitted them to go so long undetected, nor has it instituted or suggested any valuable reform in any department. The people should not grudge the expenses of a commission whose labours would prove of practical benefit and lead to desirable reductions of departmental expenditure, but they will be apt to reflect discontentedly on the expenses of a body of men whose misdirected labours have failed to meet the expectations of the public.»¹²⁶

La critique partisane au sujet des nominations est, rappelons-le, plus volumineuse dans le *Globe* que dans le *Pays*. Cela s'explique en partie, comme on l'a mentionné, par le fait que le *Pays* n'était que tri-hebdomadaire jusqu'en novembre 1868 et ne consacra directement de critiques partisans concernant les nominations qu'à partir 1869.

Un autre exemple de critique au nom du bien commun de ces deux journaux apparaît lorsque l'opposition déplore l'écart de salaire entre les ouvriers qui travaillent à contrat pour des entreprises privées et ceux engagés par patronage pour des entreprises de travaux publics (comme la construction du chemin de fer intercolonial ou celle des édifices parlementaires à Ottawa). Comme le décrit le journal Rouge, le surplus monétaire que l'on donne à un travailleur engagé par le gouvernement comparé à ce que reçoit le même artisan pour le même travail dans le secteur privé suscite la rancune de l'opposition envers un tel usage du patronage, que les Conservateurs justifient au nom du bien et de l'expansion de la nation ou *nation building* : «On bâtit beaucoup d'édifices publics à Ottawa. Les maçons les moins habiles gagnent 2,50 dollars par jour et l'on offre jusqu'à 4 dollars par jour aux maîtres maçons. Les menuisiers gagnent de 2 à 2,50 dollars par jour, ce qui représente jusqu'au double de ce que gagne le même artisan qui ne travaille pas pour le gouvernement.»¹²⁷

Le traitement non-partisan que fait le *Pays* de la question de l'embauche de candidats non-qualifiés est plus abondant que celui du *Globe*, et ressemble beaucoup au traitement non-

¹²⁶Le *Globe*, 1er septembre 1869, p. 2. Voir aussi un article de ce journal publié le 12 juin 1871.

¹²⁷Le *Pays*, 4 août 1870, p. 2.

partisan fait par le quotidien torontois. Soulignant comme le *Globe* les tentatives infructueuses de réforme d'une fonction publique centrée autour du *office-seeking*, le *Pays* déplore le fait que tous les citoyens paient le prix de ces nominations. Ceci est illustré dans cet article qui avance que:

«Le cabinet fédéral n'en est venu à aucune décision sur le rapport de la commission du service civil. Quoique la formation des gouvernements de Québec et d'Ontario ait enlevé beaucoup d'ouvrage à celui d'Ottawa, Sir John A. Macdonald a rempli le pays d'employés inutiles : les flâneurs pullulent dans tous les bureaux publics. Menacés par le parlement, ces ministères ont nommé une commission coûteuse pour redresser les griefs, et l'affaire s'est terminée là. C'est ainsi que l'on administre les affaires du pays. Quand donc le peuple s'apercevra-t-il qu'on profite de sa léthargie actuelle?»¹²⁸

Plus tard, le *Pays* critiquera surtout les coûts énormes pour le trésor public que représente le phénomène des «chercheurs de place» qui, une fois à leur poste se permettent de faire de la fraude postale :

«Depuis que le patronage a tout envahi (à Québec), sous la bienfaisante direction de M. Cartier, les chefs de bureaux n'ont plus aucun contrôle sur les employés qui arrivent dans leurs bureaux (...) La fraude à laquelle nous faisons allusion consiste à décoller les timbres oblitérés, à en effacer l'empreinte et à les faire servir de nouveau. Un grand nombre de ces procédés coûtant sept à huit piastres chaque, on comprend de quels chiffres énormes cette manoeuvre a pu dépouiller le trésor public en très peu de temps.»¹²⁹

Le *Pays* conclut sarcastiquement que ce genre de comportement permet sans doute aux fonctionnaires coupables de ces méfaits d'obtenir des promotions vu les succès de ces «comportements bureaucratiques» par le passé.

Nous avons vu dans l'analyse de notre *deuxième* type de critique que les articles du *Pays* et du *Globe* ont traité de façon similaire le thème général de l'incompétence des nominations ministérielles. Suite à cette analyse, nous pouvons dire que les critiques de ce *deuxième* type traitent surtout de l'incompétence des partisans du parti Conservateur embauchés à des postes publics. La majorité des critiques de cette section traitent sous un angle partisan les nominations par les

¹²⁸Le *Pays*, 30 août 1869, p. 2. Voir aussi l'édition du 7 octobre 1869 de ce journal.

¹²⁹Le *Pays*, 19 juin 1869, p. 2.

Conservateurs de candidats trop jeunes ou inexpérimentés et l'embauche de candidats ayant démontré leur incompétence par le passé. Nous avons aussi noté la présence de quelques critiques non-partisanes portant sur le fait que tous les citoyens du pays et non uniquement les membres du parti Conservateur paient les coûts des nominations partisanes effectuées par les trois coalitions.

3) *Les critiques de la corruption dans les élections*

Cette troisième catégorie traite essentiellement du plus grand combat tant du *Globe* que du *Pays* contre les pratiques du gouvernement concernant la corruption électorale. Nous avons mentionné au premier chapitre que le *pork-barrelling* et le *graft* représentaient des types fréquents de corruption électorale, mais cette corruption peut aussi se présenter sous forme de conflit d'intérêt (ex : par la partialité d'officiers rapporteurs en temps d'élection) et de quelques autres formes de manipulation électorale, comme la modification des limites d'un comté en vue de favoriser l'élection du candidat représentant l'une des coalitions conservatrices (*gerrymandering*). Le *Globe* et le *Pays* critiquaient fortement les nombreux cas de manipulations survenus avant et après la tenue des élections générales. Durant la période étudiée, une élection générale provinciale/fédérale (contexte du double mandat) a été tenue à l'été 1867, alors que des élections générales provinciales ont eu lieu à l'été 1871. C'est durant les deux ou trois mois précédant et suivant la tenue de ces élections, où plusieurs pots-de-vin avaient été offerts à ceux qui portaient leur candidature pour les coalitions et aux gens qui appuyaient la nomination de ces candidats, que la plupart des critiques concernant la corruption électorale ont été publiées.

Lors des élections générales fédérales et provinciales suivant immédiatement l'avènement de la Confédération (juillet 1867), le *Pays* et le *Globe* se sont affairés à combattre les multiples

manoeuvres de corruption électorale employées par les Conservateurs lors des jours de scrutin. Le journal montréalais signale alors la partialité de certains officiers rapporteurs (l'équivalent à l'époque des agents d'élections actuels) qu'il savait partisans des Conservateurs : «On fixe malheureusement les lieux du poll à des endroits où les tories recevront le plus de votes. On supprime aussi les polls dans les localités où les candidats libéraux devraient remporter aisément le plus de votes. Le nombre de polls dans chaque quartier de Montréal, par exemple, peut varier énormément qu'on soit à l'est ou à l'ouest de la ville.»¹³⁰ Au cours de la même période, un article du quotidien torontois souligne également le manque d'impartialité de ces officiers sensés assurer un déroulement impartial du scrutin, tout en déplorant les menaces proférées par des membres de la fonction politique qui menacent plusieurs employés dans un secteur public donné d'une perte d'emploi s'il ne vote pas Conservateur:

«In Kent and West Elgin, money has been freely spent and every species of influence and intimidation has been resorted to. The result is that this staunch reform constituency now belongs to the tories. Some threats from government officials who were suppose to insure a fair conteste were made; the promise to fire all postmasters who were not supporting the coalition just being one of many examples.»¹³¹

Les exemples de cette critique partisane de la corruption électorale sont nombreux dans le *Pays* et le *Globe*. Les critiques de ces deux journaux deviennent en effet très partisans lorsque vient le temps de questionner le phénomène du «greffon» qui survient lors de l'élection de Sir Francis Hincks dans le comté de Renfrew et de M. John Rose, dans le comté d'Algoma, en Ontario. Hincks avait été ministre des finances du Canada uni durant les années 1850 et s'était retiré aux Antilles suite à certains scandales politiques. Le gouvernement fédéral de John A. Macdonald tentait maintenant de le faire élire dans un comté d'Ontario où le député, M. Rankin avait abandonné son

¹³⁰Le *Pays*, 24 août 1867, p. 2.

¹³¹Le *Globe*, 9 septembre 1867, p. 2. Voir aussi un article de ce journal publié le 4 septembre 1867.

siège et reçu une sinécure publique en guise de remerciement. Le *Globe* publia donc de nombreux articles critiquant l'incompétence de M. Hincks et les tactiques corrompues du ministère pour le faire élire en Ontario. Le *Globe* se dit déçu de voir M. Rankin, député de North Renfrew, accepter une charge publique très lucrative pour laisser son siège à M. Hincks. Sir Francis Hincks n'hésitera pas par la suite à acheter le vote des électeurs du comté à coût de 10 dollars, ce qui ne fera qu'accroître la colère du journal Réformiste:

«It is very difficult to convince a man who has long breathed the air of a dung hill that there is anything offensive or injurious in the effluvia. He has got accustomed to the thing, and it is all right. We are afraid that the same thing must be said of some like Sir Francis Hincks who have got into the custom of bribing and bullying in order to gain political power and secure themselves in the enjoyment of parliamentary position. They see nothing wrong with such proceedings, provided the desired end is secured. If a ten dollar bill will secure an elector's support, or a threat of revenge, in the shape of future persecution, will silence an opponent or make him into a friend, why not ?»¹³²

La somme évoquée peut nous sembler peu élevée, mais un billet de 10 dollars de 1869 vaudrait environ 200 dollars aujourd'hui¹³³. En termes de critique partisane, cette opposition à l'achat direct de vote illustre bien le «fossé» qui existait entre les caisses électorales des partis Conservateur et Libéral (Rouge et Réformiste). En 1869, leur parti ne se bat pas encore à armes égales avec le parti Conservateur en termes de contributions électorales. Ce n'est qu'en 1871, et avec l'aide des tactiques de «collecte de fonds» d'Oliver Mowat, que les Réformistes rivaliseront avec la caisse électorale des Conservateurs. Cette «meilleure posture financière» des Réformistes est due en partie, à la réforme du système électoral. Comme nous allons le voir bientôt, les critiques du *Pays* et du *Globe* visant la réforme du système électorale sont faites au nom du bien commun, mais il faut ajouter qu'une fois les nouvelles mesures mises en place, les Réformistes en ont bénéficié beaucoup plus que les Rouges, dont le parti est à l'agonie aux plans financiers et politiques.

¹³²Le *Globe*, 2 novembre 1869, p. 2.

¹³³Bliss, *Right Honourable Men*, op. cit., p. 5. Les propos de l'auteur le confirment.

En regardant l'extrait ci-dessous du journal torontois, on voit bien que le parti Réformiste a bénéficié directement de l'instauration d'un système de révision électorale gérée par un juge indépendant et non par un comité législatif composé en majorité de Conservateurs :

«There cannot be a more complete contrast than will be found to exist between the old plan of trying election petitions before a committee of the Legislature and remitting them to a tribunal presided over by one of the Judges of the land. The former method, both in Canada and Great Britain, had long been regarded as little better than a scandal, even although very strict rules were from time to time made as to the selection of the members constituting the committee. The side of the House of which the committee chairman came from often decided whether the petition would succeed or fall.»¹³⁴

Les Rouges ne réussirent jamais à acheter directement (et ne souhaitent pas le faire non plus) des votes à l'instar des «Bleus» de leur province en contexte de double mandat. Avec l'arrivée de l'élection générale provinciale de 1871, les accusations partisans recommencent de plus belle et indiquent bien que le mécontentement du *Pays* envers les moyens financiers dont disposent les Conservateurs est plus «désespéré» que celui du *Globe*. Le journal Rouge aborde cyniquement le thème de la «double-besace» qui donne un avantage injuste aux candidats bleus sur ceux du parti Rouge, soit l'avantage de l'argent des entreprises et des particuliers les mieux nantis de la province de Québec et l'avantage d'avoir un public réceptif aux stéréotypes que les Bleus attribuent à tort, selon le *Pays*, au parti Rouge:

«Un des compartiments de cette besace contient l'argent tiré des candidats, de ceux de leurs amis qui en attendent quelque faveur en cas de succès et surtout des contracteurs et des gros fonctionnaires (...) Le second compartiment de la besace renferme les documents fabriqués entre quatre yeux par les besogneux du gouvernement et imprimés presque gratis, par les propriétaires de gazettes qu'on indemniserait plus tard par de grosses jobs.»¹³⁵

Le journal montréalais publie sa première constatation d'une nomination biaisée par ce genre de corruption, soit celle de M. Langevin à Québec :

¹³⁴Le *Globe*, 4 mars 1871, p. 2.

¹³⁵Le *Pays*, 2 juin 1871, p. 2.

«La farce électorale sous le système corrupteur que nous imposent depuis si longtemps les hommes à bons principes a été dignement inaugurée vendredi dernier à Québec-Centre. Selon le *Canadien*, M. Langevin, aidé des forts-à-bras grassement payés et d'un officier rapporteur ébahi, s'est proclamé lui-même élu à l'unanimité malgré les cris de la grande majorité des électeurs présents qui demandaient un poll en faveur de M. Pelletier.»¹³⁶

Le *Pays* reprochera à Hector Langevin (principal lieutenant à Québec de M. Cartier, qui lui évoluait à Montréal) plusieurs des «formes» de corruptions électorales que nous avons vu au chapitre un. La dernière citation illustre la pratique par M. Langevin du phénomène du «greffon» (*graft*). La pratique du pot-de-vin bénéficiant à toute une communauté (*pork-barrelling*) est illustrée clairement dans un article qui récapitule les actes de corruption électorale commis au Québec durant le scrutin provincial de l'été 1871. On y illustre en termes assez forts que M. Hector Langevin a «acheté» Québec-Centre par la promesse d'un bureau de poste à la circonscription :

«Qu'on ne nous accuse pas trop de sévérité : nous avons été témoin des faits dont nous parlons; nous avons vu M. Langevin arriver au *husting* de Québec-Centre, au milieu des acclamations des assommeurs, pendant que les citoyens honnêtes et respectables protestaient en répétant le nom de son adversaire, M. Pelletier (...) Là, nous avons compris en un moment toute la force d'un parti sans honte et sans scrupule, qui avait poussé l'audace jusqu'à offrir un nouveau bureau poste aux citoyens (...) une misérable faction qui boit le sang du peuple pour enrichir quelques notoires individualités proclamés élus par un officier-rapporteur docile et dès lors candidat d'une partie seulement des électeurs.»¹³⁷

Les deux journaux adoptent le même ton de sarcasme envers ce genre d'infraction qui selon eux paraît évidemment nuire directement aux candidats Rouges et Réformistes. Si l'achat d'individus ou de communautés dans le but de faire élire un ministériel ou simplement pour remercier le comté d'avoir élu ce ministériel s'effectue au dépend du parti libéral et réformiste, cela provoque une critique instantanée et partisane du *Pays* et du *Globe*.

Les critiques non-partisanes du *Pays* et du *Globe* portant sur la corruption électorale concernant la révision des lois électorales s'appliquant au fédéral et aux provinces et ratifiées après

¹³⁶Le *Pays*, 13 juin 1871, p. 2.

¹³⁷Le *Pays*, 19 décembre 1871, p. 2.

la Confédération, ces lois n'étant pas appliquées à la lettre par les coalitions conservatrices. Dès le départ, le journal montréalais conteste le sens moral d'un peuple qui tolère les pratiques électorales corrompues sans demander de révision du système :

«Il est donc temps de relever le sens moral du peuple. Il est grandement temps de mettre un terme à ce monstre de la corruption qui montre encore sa face hideuse et qui menace cette année les électeurs. Le remède, nous l'avons dit, il faut aller le chercher dans sa propre conscience, dans le respect de soi-même et dans le sentiment de l'honneur national. Electeurs, repoussez avec indignation le cabaleur aux gages du candidat qui compte vous acheter, qui vous offrira de l'argent ou du whiskey; indiquez du doigt l'acheteur et le vendu et repoussez avec mépris leur candidat. Que tous trois soient marqués pour toujours comme le sont les infâmes ! Prouvons que si les Canadiens français ne sont pas des hommes riches, au moins ils sont des hommes d'honneur ! Si vous agissiez autrement, vous ne seriez pas les descendants de ceux qui ont lutté si vaillamment pour la conservation de l'héritage national. Pensez-y bien.»¹³⁸

Le *Pays* en appelle ici au sens moral des citoyens pour qu'ils demandent une réforme du système électoral au gouvernement.

En 1868 et 1869, le *Pays* et le *Globe* constatent que les coalitions, à Québec, Toronto et Ottawa continuent de pratiquer la corruption électorale à grande échelle et demandent avec de plus en plus d'insistance une réforme, surtout en Ontario. Le journal torontois à ce sujet dénote que :

«If Sir John A. is willing to give us purity of elections, let him introduce a bill during the next session for the purpose of putting the elections for the Dominion on the same footing as that now occupied by the local in Ontario. If nothing of the kind is proposed, what can the country conclude but that a loose election law, which will allow almost every corrupt practice with impunity is preferred by our rulers?»¹³⁹

Le journal montréalais, sur ce même thème, déplore que les progrès effectués en Grande Bretagne sont beaucoup plus importants :

«On se plaint en Angleterre dans le moment actuel de l'inefficacité des dispositions diverses de la loi pour empêcher la corruption des électeurs par l'achat direct de leur vote. Un phénomène dont nous avons été témoins au Canada récemment se reproduit aujourd'hui en Grande-Bretagne. Les gens qui n'ont retenu si longtemps le pouvoir et l'influence que par l'emploi de l'or et la promesse de charges publiques; qui se sont toujours opposés à toute loi propre à garantir l'indépendance des électeurs, se

¹³⁸Le *Pays*, 16 juillet 1867, p. 2.

¹³⁹Le *Globe*, 29 septembre 1871, p. 2.

plaignent, à tort ou à raison, de ces moyens que l'on emploie contre eux.»¹⁴⁰

Ces citations du *Pays* et du *Globe* illustrent en fait l'insistance progressive de l'opposition envers une réforme du système électoral. À cet effet, on constate que le *Pays* et le *Globe* s'entendent souvent pour affirmer que le Canada garde l'un des pires dossiers mondiaux en terme de corruption électorale. Citant les journaux britanniques et américains, les quotidiens de l'opposition étaient les premiers à souligner que les pratiques électorales dans ces pays n'étaient pas au-dessus de tout soupçon, mais qu'ils ne battraient jamais la triste feuille de route du Canada en terme de corruption de l'électorat.

Le *Pays* et le *Globe* ont pu par le moyen de ce discours non-partisan, contribué à l'élimination la pratique du double mandat au niveau fédéral et provincial, et pour avoir forcé la main aux trois gouvernements pour qu'ils instaurent le vote en un seul jour et favorisent le vote au scrutin secret. Par cela, on élimina la corruption électorale qui se produisait entre le premier et le deuxième jour du scrutin. Le *Pays* et le *Globe* poussèrent également la coalition à ce que les élections contestées ne soient plus jugées par les comités parlementaires fédéraux, mais qu'elles soient placées dans les mains des cours de justice. Ces revendications sont clairement indiquées dans les pages du *Pays* et du *Globe* de 1867 à 1871. Par exemple, le journal Rouge affirme que :

«Nous ne voulons pas refuser à ce représentant de la coalition (M. Langevin) une indépendance que nous accorderions à des hommes appartenant à une autre couleur politique; c'est pourquoi nous aimerions voir une loi abolissant le double mandat mettre toutes les personnes sur un même pied d'égalité, tout en protégeant le public contre les faiblesses auxquelles la nature humaine est sans cesse exposée.»¹⁴¹

Le journal Réformiste abonde dans le même sens en soulignant que:

«In voting to forbid dual representation after the expiry of the present legislature, conservatives like Mr. Macdougall did nothing to commit themselves of their party against taking the benefit of the present law while it remains in force. What we ask

¹⁴⁰Le *Globe*, 26 novembre 1868, p. 2.

¹⁴¹Le *Pays*, 27 janvier 1869, p. 2.

is that dual representation shall be forbidden to both parties, not that it shall be forbidden to one and allowed to the other. But on the whole, the public interests would be served better by excluding members of the Federal Parliament from the Local Legislature altogether.»¹⁴²

Le *Pays* et le *Globe* dénoncent ici l'attitude de «deux poids, deux mesures» adoptée par les trois coalitions face au double mandat. Les Conservateurs ne semblent pas vouloir l'abolir, puisqu'ils en profitent, mais cette caractéristique du système électoral nuit à la productivité des députés et surtout des ministres qui doivent, en cas d'urgence (comme durant la révolte des métis dont nous avons parlé plus tôt) négliger leur devoir au sein d'une législature provinciale (ou fédérale) pour consacrer plus de temps à leurs tâches au sein de l'autre assemblée. Les pressions appliquées par les Réformistes sur les Conservateurs amèneront le gouvernement ontarien à éliminer la pratique du double mandat en 1871.

L'attitude défavorable du *Pays* et du *Globe* envers le double mandat se transforme en colère lorsque Rouges et Réformistes constatent l'influence indue des Conservateurs dans le déroulement du deuxième scrutin général. Ces cas apparaissent souvent vers la fin de la période étudiée (1871) et témoignent du «ras-le-bol» de ces deux partis ayant passé quatre années à observer ce qu'ils qualifient d'injustices électorales. Le quotidien Rouge, par exemple, déclare :

«Ministériels, vous prenez les libéraux pour une bande d'imbéciles si vous supposez qu'il est bien plus logique pour nos amis d'aller aux 2 chambres en s'engageant à faire la guerre au double-mandat que de l'accepter tacitement en ne prenant pas les moyens d'y mettre fin. Vos ministres et leurs candidats sèment la corruption et la démoralisation à pleines mains. MM. Chauveau et Ouimet n'ont été élus qu'en dépensant des sommes fabuleuses. MM. Cartier, Beaubien, Gendron et Harwood ont dépensé entre 4 et 5000 dollars chacun. C'est ainsi que l'on enseigne au peuple à exercer ses droits de citoyen.»¹⁴³

L'exercice par le peuple du droit de vote réel doit se faire, selon le *Pays* et le *Globe*, sans l'entrave de tactiques conservatrices qui permettent à des hommes dont la réputation a été marquée par les

¹⁴²Le *Globe*, 15 juillet 1869, p. 2.

¹⁴³Le *Pays*, 21 juin 1871, p. 2.

scandales de s'accrocher au pouvoir. Le *Globe* commente la situation en ce sens:

«We have a new country to conquer, and we want new men - honest, popular and able; not worn out «débudés» or mummies of the days of the Grand Trunk jobbery like Sir Francis Hincks. It is for the constituencies to choose their successors, to make sure that men of ability as well as integrity shall be elected and placed in a position to form powerful governments, both at Toronto and Ottawa. Let the people choose. If they wish that matters shall be continued in the future as they have in the past, let them support the government; if they desire an improvement, let them vote for new men and new measures.»¹⁴⁴

Cette citation indique bien que le journal torontois croient que la réforme électorale ne peut venir que des Réformistes, et non des Conservateurs «corrompus» qui se complaisent dans les bénéfices que leur apportent les différentes formes de corruption électorale.

Le *Pays* fait remarquer à quelques reprises qu'il envie la fermeté et l'intolérance des Réformistes ontariens envers les actes de corruption électorale des Conservateurs à Toronto et à Ottawa et souhaite que l'opposition québécoise adopte une attitude semblable. On le voit bien dans cette citation où les rédacteurs du *Pays* félicitent au passage M. A. A. Dorion d'avoir inspiré le projet de loi ontarien sur la réforme électorale :

«Nous avons ouï-dire que des clauses importantes du projet de loi électorale présenté par l'Honorable A. A. Dorion vont devenir loi en Ontario, pour ainsi donner un coup funeste à la corruption électorale dans cette province. Cette réforme ne peut que mettre en évidence les contradictions retrouvées dans la loi de notre province sur le traitement des pétitions électorales (...) et qui permettent aux hommes de la trempe de M. Chapais de demeurer ministres sans être députés d'une circonscription. Cette déplorable conséquence de l'institution du double-mandat est protégée ici par un gouvernement d'ambitieux, mais consolons-nous avec le fait qu'elle sera bientôt abolie par les judicieux hommes d'état de la province de l'Ontario.»¹⁴⁵

En conclusion, on peut affirmer que comme pour le *deuxième* type de critique, l'aspect partisan des critiques concernant les cas de corruption électorale sous diverses formes (où les deux journaux déploraient les actes qui nuisaient directement aux candidats de leur parti respectif) pesait plus lourd que les critiques non-partisanes demandant des réformes. Il demeure que plusieurs

¹⁴⁴Le *Globe*, 16 novembre 1870, p. 2.

¹⁴⁵Le *Pays*, 1er février 1868, p. 2.

critiques non-partisanes ont été formulées par les deux journaux, et ce, afin de forcer une réforme du système électoral, ce qui n'a été fait durant la période étudiée sauf en Ontario.

4) *Autres critique de la corruption politique*

Les critiques regroupées dans ce *quatrième type* concernent les dossiers les plus divers et ce, dans les deux modes d'argumentation que nous avons observées jusqu'à présent, soit les critiques partisans et non-partisanes. Les critiques non-partisanes s'opposent principalement à la corruption politique au nom du *bien commun* de la nation¹⁴⁶. Ces critiques de la corruption politique au nom du bien commun de la nation, évoquent surtout, dans le *Pays* et le *Globe*, des arguments moraux ayant pour but la défense des provinces et du Canada tout entier contre les «extravagances» économiques des trois coalitions au pouvoir et ce principalement dans tout ce qui implique des dépenses supplémentaires pour le Canada, le Québec et l'Ontario. Les critiques non-partisanes au nom du bien commun et les critiques partisans de cette catégorie traitent principalement de cinq grands thèmes, soit les politiques d'immigration, l'expansion du territoire canadien vers l'Ouest, la gestion du budget et la construction/gestion des chemins de fer, des canaux et des autres travaux publics. Ce quatrième type n'est toutefois pas directement liées aux trois thèmes explorés précédemment, soit la corruption électorale, l'embauche des candidats à des postes publics, et l'analyse du système de patronage des trois coalitions dans son ensemble.

Le *Pays* et le *Globe* présentent, dans l'ensemble, des arguments semblables dans leur critique au nom du bien commun. Les deux journaux veulent, comme les Conservateurs, promouvoir le

¹⁴⁶Voir l'introduction à ce chapitre pour la différence entre la conception du bien commun de l'opposition et celle des trois coalitions conservatrices

progrès du Canada ce qui signifie l'expansion du territoire et de la population, des projets subventionnés, des canaux, des chemins de fer et d'autres infrastructures publiques. Contrairement aux Bleus par contre, les *Grits* et les Rouges veulent que ce progrès se fasse plus graduellement, à plus long terme et en ménageant les finances publiques des trois gouvernements. Les Conservateurs sont accusés, dans la majorité de ces articles, d'hypothéquer lourdement l'avenir du Canada par leurs emprunts visant non seulement l'expansion des éléments mentionnés ci-dessus, mais aussi par leurs emprunts contractés pour pratiquer le patronage. Le *Globe*, comme le *Pays*, mettait de l'avant la santé des finances publiques dans sa critique des excès de dépenses dans les travaux publics. Une édition du journal torontois cite l'exemple d'un *job* ou d'un acte de patronage portuaire en ajoutant: «10 000 dollars is soon lost in dealings with bogus or inexperienced contractors. 10 000 dollars is easily squandered when political favoritism outweighs the public interest; and 10 000 dollars is a mere flea bite in comparison with the sums that may be lost to the nation if a vicious principle in such matters is allowed to supercede a sound and healthy practice.»¹⁴⁷ Les critiques du *Globe*, comme on peut déjà le voir, visaient de façon générale à dénoncer, au nom du bien commun, «l'extravagance» des Conservateurs et le boulet que leurs actes de corruption en termes de travaux publics représentaient pour les finances du Canada. Les Rouges et les Réformistes avançaient souvent que le trésor public appartient à tous les citoyens et non uniquement aux partisans du parti Conservateur. Les partisans de ces deux partis d'opposition sont donc appelés à appuyer une gestion plus prudente des finances publiques, ce que nous allons maintenant constater.

C'est au moment des décisions importantes prises par les trois coalitions concernant l'expansion du Dominion vers l'Ouest (ex : pour des projets d'envergure comme la construction en

¹⁴⁷Le *Globe*, 23 janvier 1871, p. 2.

cours du chemin de fer intercolonial, l'achat du Manitoba, l'élaboration de politique d'émigration/immigration et des lois touchant directement la gestion générale des finances publiques fédérale et provinciales) que le *Globe* et le *Pays* ont élaboré leurs critiques au nom du bien commun.

Le *Pays*, comme le *Globe*, dédièrent dans un premier temps beaucoup d'énergie à déplorer le triste état des finances publiques, laissé en héritage par les coalitions ayant gouverné de 1857 à 1866, auxquelles George Brown et Antoine-Aimé Dorion avaient participé occasionnellement, mais ils blâmaient le niveau élevé «d'endettement» issu de ces années de gouvernance sur les membres Conservateurs de ces coalitions. Un exemple de cette critique non-partisane se manifeste lors de l'opposition à l'expansion rapide et parfois excessive des chemins de fer, incluant l'intercolonial, le Chemin de fer du Nord, le Grand Tronc, le Grey and Bruce, etc. Ces critiques soulignent l'incapacité des trois coalitions de pouvoir permettre à la fois l'expansion vers le Nord de la colonisation en Ontario et au Québec et l'expansion vers l'Ouest du Canada sans mettre à sec le trésor public. L'expansion «nécessaire» préconisée par le *Pays* et le *Globe* s'effectuerait sur une échelle de temps beaucoup plus étendue. Un article intitulé «Les chemins de fer» illustre bien ce propos. Il critique les trois coalitions sur leur gestion des chemins de fer provinciaux et nationaux:

«Si les besoins exagérés du gouvernement local et le maintien d'une politique corruptrice n'avaient pas rendu nécessaire la cession des limites à bois pour un terme de vingt ans, nous aurions pu alors établir cette ligne du Nord dont tout le monde sent le besoin. Ce fameux ministère local, dont le bilan se soldera par un énorme déficit n'a non seulement rien fait lui-même, mais par ses principes (...) il a gaspillé ce qu'il aurait pu placer ailleurs, comme les capitaux énormes dépensés dans notre Grand-Tronc (...) Le chemin de fer intercolonial, qu'est-il d'autre qu'un *job* politique qui grèvera pour longtemps notre trésor fédéral, sans aucun profit ? Et dire qu'il est de ces gens qui devant ces résultats de l'expérience, vous parlent sérieusement d'un chemin de fer du Pacifique. Pourquoi chercher si loin les avantages problématiques que d'autres plans moins grandioses peuvent nous assurer. Nous avons le *Canada Central* dont l'inauguration se faisait-il y a quelques jours. Pouvons-nous ses travaux et sachons nous contenter pour le moment du bien que ce chemin de fer fera à des

localités jusqu'ici délaissées.»¹⁴⁸

Ce dernier commentaire du *Pays* critique à la fois la non viabilité du chemin de fer intercolonial jusqu'au Pacifique et suggère de subventionner, à la place, l'expansion des chemins de fer existants vers les localités québécoises et ontariennes jusque là négligées. Un article du *Globe* intitulé «Intercolonial Railway» évoque, comme celui du *Pays*, la non-viabilité de tous ces projets ferroviaires et la mauvaise gestion déjà trop fréquente de toutes les entreprises de chemin de fer par les Conservateurs (au détriment du public des provinces de l'Ontario et du Québec), mais en se concentrant davantage ici sur l'immoralité des moyens employés pour octroyer les contrats, que sur les effets à long terme de cette forme de corruption politique sur le trésor public:

«With this (the Intercolonial) we have the seed sown for a representation of troubles to which the Grand Trunk and the Ottawa buildings offer no parallel. We do not know what ground may be for Mr. Haycock's statement that he as mished as to quantities of supplies required. It is probably incorrect because Mr. Fleming is not the man to give wrong quantities. But it is undoubted that information was not given by the Government as to the nature of the work which ought to have been given. The change of system in giving on contracts was a great blunder and the province and the country will pay dearly for it. More and more, we believe that governments should hand the building of colonisation roads to a company instead of undertaking the project themselves.»¹⁴⁹

Nous avons mentionné, en début de section, que le *Globe* et le *Pays* avaient parfois quelques différences d'opinion mineures sur certains sujets tel celui du tracé du chemin de fer intercolonial. Le journal montréalais analyse lui-même cette divergence d'opinion en affirmant qu'il n'est pas contre le tracé comme tel, mais contre le moyen biaisé employé par les Conservateurs pour choisir le tracé :

«Le *Globe* et le *Prototype* de London, qui ont toujours fait une guerre acharnée au tracé Robinson en ont profité, pour porter leurs coups sur la province de Québec. Nous appuyons toutefois notre collègue haut-canadien (...) lorsqu'il commente longuement la volte face du *London Free Press* (ministériel) qui était tout à fait opposé au tracé Robinson et qui vient, après avoir reçu une visite de Sir John A., de

¹⁴⁸Le *Pays*, 3 octobre 1870, p. 2.

¹⁴⁹Le *Globe*, 6 mai 1870, p. 2.

déclarer que le tracé est très acceptable. Le Premier ministre, on le sait depuis longtemps, connaît par coeur son catéchisme de l'intrigue. Consolons les ennemis du tracé en leur annonçant que les travaux ne sont pas sur le point de commencer.»¹⁵⁰

Le *Pays* prend ici clairement, comme le *Globe*, une position morale contre le trafic d'influence (visite de Sir John A. Macdonald) qui entoure le choix de ce tracé, même si techniquement, pour le bien de sa province (le Québec) il en approuve le choix. Le *Globe* diffère légèrement d'opinion, puisqu'il désapprouvait à la fois les manigances entourant le choix du tracé et la valeur technique du tracé pour l'Ontario.

Une situation similaire se produit lorsque le *Pays*, critique, comme le fait le *Globe*, le choix biaisé des quatre principaux commissaires du chemin de fer intercolonial, il attaque toutefois simultanément le fait qu'aucun de ces quatre hommes ne soit Canadien français :

«Nos objections aux nominations que l'on vient de faire ne sont pas personnelles, comme semblent l'être celles de notre collègue haut-canadien. M. Brydges, par exemple, bien qu'il soit Conservateur, reste un homme d'expérience (...) Ce qui frappe d'abord l'esprit de tout homme impartial, à la lecture de ces quatre noms, c'est de voir le peu de cas que l'on fait des Canadiens français. Voilà une entreprise dans laquelle le Bas-Canada a plus de la moitié des intérêts, et l'on ne nomme pas un seul Canadien français dans le bureau des Commissaires ! C'est plus qu'il en faut pour donner un démenti formel à ces traîtres et à ces hypocrites qui venaient sur les hustings tromper le peuple, en essayant de lui faire croire que, sous le nouveau régime, les droits du Bas-Canada seraient sauvegardés.»¹⁵¹

L'argument de la crainte de se faire exploiter par les Canadiens anglais est plus important pour le *Pays* que le caractère immoral que représente le choix partial des commissaires par les Conservateurs.

En 1870 et en 1871, les propos du *Pays* et du *Globe* sur l'intercolonial sont largement comparables; ils deviennent également davantage partisans. Commentant sur le comportement de M. Brydges, commissaire en chef de l'intercolonial, le *Globe* déplore «l'instabilité de caractère» du

¹⁵⁰Le *Pays*, 23 juillet 1868, p. 2.

¹⁵¹Le *Pays*, 3 octobre 1868, p. 2. Voir aussi l'édition du 31 octobre 1868 de ce journal.

personnage dans sa façon de gérer le projet. Au lieu de se concentrer, comme auparavant, sur l'atteinte au bien commun de la nation que représente le projet, le *Globe* avance:

«The act was at the time generally regarded as a piece of treachery, and universally condemned. It shows, as does Mr. Brydges' recent conduct, the utter recklessness of his character, and supports the opinion most people who have watched his career entertain – that he uses the position his Grand Trunk appointment gives him, not for the good of his employers, but to advance his own situation in the conservative party.»¹⁵²

Le *Pays* décrivait en des termes comparables la performance de l'ensemble des commissaires, préférant comme le *Globe* laisser de côté son discours moral pour critiquer les avantages récoltés par le parti Conservateur suite à son choix des commissaires pour diriger le projet de chemin de fer :

«Les commissaires du chemin de fer intercolonial sont à Ottawa. Jusqu'à présent, la commission n'a abouti à presque rien, tout en entraînant au pays une dépense de \$20,000 par année pour faire l'ouvrage d'un commis ordinaire au département des travaux publics. La manière avec laquelle on a accordé les contrats a beaucoup retardé l'ouvrage, et les travaux sont dans une condition fort peu satisfaisante – ce qui a engagé les commissaires à s'assembler.»¹⁵³

Un autre article reprend le même argument, ajoutant que bon nombre de contracteurs sont venus à Ottawa demander une augmentation des subsides. Ceci inquiète le journal montréalais, déjà outré par les effets négatifs sur le trésor public qu'imposent les travaux déjà effectués. Les craintes du *Pays* et du *Globe* seront confirmées deux ans plus tard lorsque le scandale du Canadien Pacifique fera surface provoquant la chute du gouvernement Macdonald à Ottawa.¹⁵⁴

D'autres travaux publics entrepris pas les trois coalitions provoquent aussi une opposition de nature partisane. Un exemple se retrouve dans le *Globe*, où l'on critique le prix exorbitant payé aux «travailleurs» qui s'affairent à réparer le canal Welland:

«The Government has paid from 200 to 300% than market value for the rough work on the Welland Canal that was paid by private individuals for small transit jobs: «Let us put 3 good Reformist candidates on the field; pledge themselves to a man to their

¹⁵²Le *Globe*, 10 janvier 1871, p. 2.

¹⁵³Le *Pays*, 4 janvier 1870, p. 2.

¹⁵⁴Le *Pays*, 29 janvier 1870, p. 2.

return and the ejection of those who have connived at or omitted to use their just influence against those frauds and irregularities; and then the Welland Canal will soon be repaired and an efficient superintendant appointed.»¹⁵⁵

Le *Pays* tient également des propos partisans sur ce thème lorsque vient le temps de critiquer le salaire des commissaires aux travaux publics de sa province. Il se réfère même à l'attitude plus ferme adoptée par les Réformistes ontariens face à ce type de corruption politique :

«L'indemnité de ces travailleurs qui passe de 450 à 600 dollars n'est pas simplement une anomalie, mais une contradiction, vu notre situation financière actuelle (...) Le Parti libéral qui forme une majorité bien distincte dans le Haut-Canada n'est pas d'humeur à perpétrer l'ordre des choses actuelles qui laisse ainsi à ses adversaires une plus grande part du patronage public.»¹⁵⁶

Les critiques du *Pays* et du *Globe* concernent également les politiques d'immigration/émigration appliquées par le fédéral dans les provinces et territoires canadiens existants. Certains des actes des trois gouvernements Conservateurs qui forcent l'exode d'une main d'œuvre qualifiée vers les États-Unis, mais encore une fois, ils diffèrent légèrement lorsque la question de la langue des émigrants vient s'y mêler. Un article particulier du journal montréalais félicite en effet un partisan Conservateur (rédacteur du *Courrier de St-Hyacinthe*, une feuille ministérielle), qui préfère démissionner de son poste, plutôt que de cesser de critiquer le gouvernement fédéral, sur son inaction face à l'exode des Canadiens français aux États-Unis :

«Nous apprenons que M. J. C. Langelier abandonne la rédaction du *Courrier de St. Hyacinthe*. Dans quelques lignes qu'il adresse aux lecteurs du *Courrier*, M. Langelier donne l'assurance qu'il a toujours été et restera toujours Conservateur, mais voyant que ses écrits, surtout ceux portant sur l'exode de nos concitoyens aux États-Unis ne reflétaient pas parfaitement l'opinion de ses lecteurs de cette partie du pays, il a préféré se retirer que de sacrifier une seule de ses opinions. M. Langelier est homme d'honneur jusqu'au bout des ongles, c'est un de nos rares journalistes convaincus; nous ne saurions trop le féliciter de sa détermination. Beaucoup d'autres à sa place auraient préféré faire abstraction de leur dignité et de leurs opinions, lui a mieux aimé se retirer plutôt que de renier une seule de ses croyances politiques.»¹⁵⁷

Voilà un excellent exemple d'un cas où le *Pays* félicite un partisan Conservateur pour son caractère

¹⁵⁵Le *Globe*, 21 septembre 1871, p. 2.

¹⁵⁶Le *Pays*, du 2 avril 1869, p. 2.

¹⁵⁷Le *Pays*, 20 avril 1870, p. 2.

moral et pour avoir osé critiquer son propre gouvernement. Le *Pays* félicite donc un éditeur Conservateur pour la défense d'une opinion partagée par le parti Rouge. Ce genre de commentaire qui appuie les organes Conservateurs et indépendants lorsqu'ils partagent l'opinion des Rouges que nous avons retrouvé dans le *Pays* sera dirigé plus souvent envers le *Canadien* de Québec. Celui-ci se permettait souvent de critiquer les Conservateurs, même s'il était fortement subventionné par son gouvernement provincial. Par exemple, dans un article¹⁵⁸, le *Pays* dénonçait les tactiques de corruption électorale de M. Hector Langevin. Cette prise de position du *Pays* fut publiée en appui à un article du même ton publié dans le *Canadien*.

Le *Globe* aura tout de même critiqué l'émigration de citoyens canadiens aux États-Unis en quête d'un emploi, mais se gardera bien de relier cette émigration à l'assimilation des francophones à leur arrivée aux États-Unis. Dans l'une de ses éditions, il questionne à la fois l'exode des travailleurs compétents et la lenteur des Conservateurs à occuper les territoires au Nord et à l'Ouest de l'Ontario:

«What Canada needs is additional population to occupy her vast spaces and develop her extended and varied resources, as speedily and as fully as possible (...) and by reducing at the same time the number of our countrymen leaving for better prospects in America. More extent of territory does not make a country either strong or prosperous, though if rightly used, it is a very important agent in bringing about such a result.»¹⁵⁹

Un autre article présente une position encore plus modérée, affirmant que le dossier de l'immigration n'est pas une priorité pour les Réformistes, mais que l'élimination de postes inutiles d'agents d'immigration en est une: «The great mistake is that while in general, the necessity and advantage of healthy emigration and immigration is admitted, there is no general interest taken in the matter, and idle lasy, incompetent or at least unguided salaried agents are permitted to act according to their

¹⁵⁸Le *Pays*, 13 juin 1871, p. 2.

¹⁵⁹Le *Globe*, 6 juin 1868, p. 2.

own sweet will.»¹⁶⁰

Le *Pays*, de son côté, consacra beaucoup d'espace, vers la fin de son existence, à lier la piètre performance économique des Québécois à l'extérieur du secteur public à l'émigration des Canadiens français aux États-Unis, comme dans cet article qui lie l'exode des francophones aux États-Unis aux dernières «folies» de Cartier, soit l'extension du chemin de fer jusqu'en Colombie Britannique en vue d'inciter cette province à se joindre au Canada :

«Il est évident que M. Cartier a la toquade des acquisitions de territoires désolés et qu'il a communiqué sa lubie à tout son entourage. Il lui faut sa confédération au grand complet et pour y arriver, il est prêt à sacrifier, avec le plus généreux désintéressement, tous les trésors que pourront faire naître le travail, l'industrie et l'économie du peuple de son pays (...) Son organe la *Minerve* et les perroquets prétendaient il y a quelques temps que l'émigration désolante de nos compatriotes était due aux prédictions trompeuses du *Pays*. Partant de cette idée brillante, le journal Conservateur se réjouissait intérieurement de cette hégire de gens assez entachés de libéralisme pour se laisser entraîner loin de leur patrie par nos écrits (...) L'on s'étonne de voir la proportion que prend l'émigration aux États-Unis. Après nous être demandés pourquoi l'on part, l'on déserte la patrie, souvent la famille de nos gazettiers officieux et officiels d'un gouvernement égoïste se chargent de nous répondre, «c'est parce que ceux qui quittent le pays ne sont, pour la plupart, que des déclassés, des désœuvrés, et que leur vrai centre de vie est aux États-Unis parmi les *loafers*» (...) Ils diront que les Rouges ont perverti ceux-là.»¹⁶¹

Nous verrons bientôt en conclusion à ce chapitre que le propos d'Antoine-Aimé Dorion, compris dans cette dernière citation, reflète deux divergences d'opinion avec George Brown et George Étienne Cartier; d'abord sur l'effet de l'expansion vers l'Ouest sur les Canadiens français et deuxièmement sur l'épanouissement d'une classe de bourgeois canadiens-français évoluant dans le secteur privé.

Un autre dossier qui est revenu souvent au cours de ces quatre années (de 1867 à 1871) en termes de critique de la gestion du trésor public, fut les dépenses encourues pour les édifices parlementaires à Ottawa. Les premiers articles à ce sujet apparaissent dans les deux journaux à l'été

¹⁶⁰Le *Globe*, 10 juin 1868, p. 2.

¹⁶¹Le *Pays*, 11 avril 1871, p. 2.

1867. Le *Globe* donne le ton au débat en liant le patronage excessif pratiqué lors de l'octroi des contrats pour la construction de ces édifices aux dangers qu'ils représentent pour le bien commun de la nation. Le journal en profite pour mettre en garde le peuple contre l'élection d'un gouvernement Conservateur à Ottawa et tout le gaspillage qu'ils pourraient faire lors de la construction de nouveaux chemins de fer et de canaux navigables:

«They who caused the official exposure of the scandalous jobs in connection with the Ottawa buildings, whereby the country lost at least two millions of money, are now allied to the authors of those jobs, and they are now asking the country to entrust them with the management of the affairs of the whole Dominion – with the building of the Intercolonial Railway, and with the building of canals in all parts of the Union.»¹⁶²

À ce sujet, le *Pays* rajoute que l'entretien seul des édifices d'Ottawa coûte aux contribuables canadiens près de 30,000 dollars par an, ce qui est beaucoup trop élevé : «Se fait-on une idée de ce que coûte l'entretien seul des vastes édifices parlementaires ? Les grand total de \$29,010 qui ne se rapporte qu'aux dépenses d'éclairage et de chauffage pendant un an, vont aider le public à se faire une idée sur ce point et donner raison à M. Macdonald d'avoir toujours eu l'oeil ouvert au sujet des édifices parlementaires.»¹⁶³ Le *Pays* donne ici son appui aux démarches entreprises par le réformiste ontarien Alexander Macdonald afin de convaincre le gouvernement fédéral Conservateur de réduire les dépenses pour les édifices d'Ottawa. La critique de la mauvaise gestion des édifices d'Ottawa va par la suite se centrer sur le mauvais état de la bibliothèque parlementaire qui n'a pas été adéquatement achevée. Le journal torontois affirme:

«When any political purpose, whether it is Mr. Tilley's or Mr. Howe's, is to be served by a needless grant of money, the money can be had. But the Parliamentary library, which has cost the country a very large sum, is left to rot in the cellars, because Mr. Rose cannot find the money to provide a suitable place for it. The library building must take its place in the category of starved public works.»¹⁶⁴

¹⁶²Le *Globe*, le 19 août 1867, p. 2.

¹⁶³Le *Pays*, le 31 mars 1868, p. 2.

¹⁶⁴Le *Globe*, 1er juin 1869, p. 2.

Par ces mots, le *Globe* signifie de façon partisane que le parti Conservateur préfère gaspiller son argent sur des projets inutiles et corrompus politiquement que de terminer des projets plus urgents.

Le journal montréalais appuie entièrement cette dernière critique du *Globe* en publiant :

«Le *Globe* approuvant la motion du député qui, l'autre jour, demandait à ce qu'on achèât la bibliothèque du Parlement, prétend que le gouvernement n'a jamais un «sou-vaillant» lorsqu'il s'agit de travaux utiles à tous, mais que dès qu'il y a un but politique, le coffre se remplit d'espèces par miracle. On ne peut qu'encourager un député qui s'affaire à ce qu'on ouvre pas la porte à de telles extravagances.»¹⁶⁵

En ce qui concerne l'expansion du territoire du *Dominion*, le *Globe* et le *Pays* ont d'abord critiqué le fiasco entourant l'acquisition du territoire du Nord-Ouest (portion du Manitoba actuel) pour ensuite critiquer l'adoption du *Manitoba bill* et réitérer à maintes reprises leur piètre opinion des ministres Conservateurs s'occupant du dossier, pour enfin combattre l'acquisition immédiate de la Colombie Anglaise¹⁶⁶, afin d'éviter le même type de fiascos financiers reliés à l'acquisition du Manitoba. L'affaire commence durant les six premiers mois de 1869 (les négociations pour l'achat ont commencé en novembre 1868) après que le gouvernement fédéral se soit entendu avec la Grande-Bretagne sur l'achat d'une fraction du territoire de l'actuel Manitoba de la Compagnie de la Baie d'Hudson¹⁶⁷. Avant la première révolte des métis, le journal Réformiste souligne d'abord le besoin pour les colons de ce territoire d'avoir leur propre organe représentatif. Il critique Ottawa de s'attribuer tout leur pouvoir décisionnel:

«There is no provision that any of the Council shall be residents of Red River; no power is given to the people to choose even one of the rulers. The type of government selected is the old system of Governor and Council, with Ottawa instead of London as the controlling power. The people of Red River will not long submit to the proposed Government and it is much to be regretted that Ottawa had not

¹⁶⁵Le *Pays*, 3 juin 1869, p. 2.

¹⁶⁶La Colombie Britannique se joindra au Canada en 1871.

¹⁶⁷L'Alaska ayant été acquis par les États-Unis de la Russie en 1867, le gouvernement Conservateur d'Ottawa voulait entre autres éviter que les Américains s'emparent d'autres territoires à l'ouest et au nord de l'Ontario.

enough moral fiber to devise some plan by which they would have some share in the management of their own affairs.»¹⁶⁸

Le *Globe* anticipe ainsi les événements à venir dans la colonie, sans toutefois se douter que les métis francophones seront les premiers à se soulever. Lors du soulèvement métis, le *Globe*, en plus de demander la tête de Louis Riel pour sa participation directe et supposée au meurtre de l'Orangiste Thomas Scott, arrêtera d'insister pour la représentation des citoyens de la Rivière Rouge au gouvernement. Il se concentre sur la critique de la gestion de l'affaire par les Conservateurs, et les coûts élevés entraînés par toute l'entreprise.

Le *Pays* de son côté, se préoccupe surtout au départ du coût d'une telle entreprise. Il affirmera que «l'acquisition du Nord-Ouest est une comédie, vu les millions d'acres incultivables qui seront transférés au pays par la transaction (...) Ceci nous prouve que la comparaison entre la gestion que fait M. Cartier du pays avec la gestion que font les Américains du leur sont tout à fait fortuites.»¹⁶⁹ Par ces termes, le journal montréalais souligne non seulement que le danger pour le bien commun du Canada que représente l'acquisition du territoire du Manitoba de la Compagnie de la Baie d'Hudson, il fait aussi une référence directe, et avec admiration à la performance des Républicains à Washington pour leur gestion financière (un certain attrait envers un projet d'annexion aux États-Unis ressort encore de ses propos). On ne verra jamais exprimer une telle opinion dans les pages du *Globe*. Ce dernier a une attitude beaucoup plus antagoniste à l'égard des États-Unis, de leurs progrès économiques et de leur expansion territoriale.

Puis, en 1870 et en 1871, le *Pays* critique comme le *Globe* l'échec de la mission de Mr. MacDougall au Manitoba et les sommes énormes que le gouvernement fédéral a dépensé pour envoyer l'armée mater la révolte des métis. Comme on l'a dit, le *Pays* s'est opposé dès le départ à

¹⁶⁸Le *Globe*, 7 décembre 1868, p. 2.

¹⁶⁹Le *Pays*, 24 mai 1869, p. 2.

l'envoi de l'armée. Son appui à cette dernière aurait signifié son acceptation de l'écrasement ou de l'assimilation de la population métis francophone du Manitoba qui tentait de s'émanciper. Le journal *Rouge* critique fortement le fiasco financier causé par la «réparation» des dégâts suivant la mission ratée. Il se garde bien de demander le sang des métis impliqués dans l'assassinat de Thomas Scott comme le faisait le *Globe* :

«Au Cabinet fédéral, la moitié des membres sont retenus par leur mandat de législature locale et retardent le début de la session fédérale. Au moment où les insurrections de la Rivière Rouge devraient être débattues en chambre, les Canadiens français commandés par Riel sont maîtres du Nord-Ouest, alors que des ressources importantes ont déjà été dépensées pour un autre gouvernement.»¹⁷⁰

Cette critique est à la fois la dénonciation du double mandat (que nous avons déjà examiné dans le troisième type de critique) comme une caractéristique du système électoral qui réduit l'efficacité de la gestion des affaires de l'État et une diatribe se moquant du gouvernement «britannique» qu'Ottawa tente d'implanter à fort coût au Manitoba, alors que les métis francophones sont finalement «maîtres chez eux».

Sur le même sujet, le journal réformiste critique aussi la mauvaise gestion de l'affaire pour le fédéral, mais en revendiquant les droits des citoyens «britanniques» du Nord-Ouest et non ceux de tous ses habitants, incluant les métis:

«Mr. MacDougall has entirely failed in his enterprise and matters have become so complicated that a large amount of statesmanlike boldness and energy is necessary to prevent still more serious and deplorable results. We urge that the people of Red River should be largely represented in the management of their country from the very first. But such being the actual state of things, it would be absolute fatuity for Canada to withdraw from the position and responsibility she has assumed in that matter.»¹⁷¹

Ces dernières citations illustrent bien le combat commun du *Pays* et du *Globe* contre le gaspillage (au nom du bien commun) que l'entreprise manitobaine représente pour le trésor public et le

¹⁷⁰Le *Pays*, 22 décembre 1869, p. 2.

¹⁷¹Le *Globe*, 4 janvier 1870, p. 2.

désaccord sur les droits des citoyens du Manitoba sur la gestion de leur territoire. Toutefois, le *Globe* n'a pas la même opinion lorsque le groupe ethnique et linguistique des gens n'est pas britannique et anglophone.

Comme nous l'avons souligné auparavant, le *Pays* aura manifesté sa forte opposition envers le personnage de Georges-Étienne Cartier¹⁷². Il s'oppose à ce dernier afin de mousser à l'occasion un programme indépendantiste à l'égard de la Grande-Bretagne ou d'annexion aux États-Unis (deux opinions issues du passé républicain du journal montréalais qui refaisait parfois surface). De la même façon, le *Globe* aura placé sur les épaules du ministère et celles du ministre «délégué» au Manitoba William MacDougall, l'entière faillite de l'entreprise de la Rivière Rouge, et se sera vanté d'avoir toujours voulu une représentation plus juste pour les peuples du Nord-Ouest, même si le journal torontois avoue directement l'intention de l'Ontario de noyer les autochtones, métis et francophones, dans une mer de sujets britanniques. Les opinions de George Brown sur la question francophone (surtout celles ayant influencé Edward Blake, Oliver Mowat et Alexander Mackenzie à ce sujet à partir de 1871) structurera les relations entre parti Réformiste ontarien et parti Rouge.

¹⁷²Le *Pays*, 24 mai 1869, p. 2.

Chapitre 4

Conclusion

Le jugement porté par les auteurs tels que Jean-Claude Soulard, Jean Paul Bernard et Roger de la Garde sur le parti Rouge du Québec et le *Pays* est un constat d'échec. La mort du *Pays* durant la dernière semaine de décembre 1871 et la transformation du parti Rouge en parti National en janvier 1872 n'aura pas permis d'assurer une plus grande collaboration entre l'opposition de Québec et celle de l'Ontario. Comme l'évoquait J.M.S Careless, dans sa biographie politique de George Brown, la divergence principale entre les Rouges et les Réformistes réside dans leur idéologie politique et non dans leurs adhésions partisans. La relation entre Brown et Dorion n'aura certes pas toujours été distante entre 1867 et 1871. Toutefois, leurs divergences personnelles d'opinion sur les

question des francophones et des métis du Nord-Ouest pesa lourdement dans la balance.

Dès le premier juillet 1867, les commentaires idéologiques de Brown et ceux de Dorion dans leurs journaux respectifs diffèrent significativement. Brown écrit, en ce premier jour de la Confédération¹⁷³, près de 9000 mots dans le *Globe* sur l'histoire de la nation canadienne de 1534 à 1867, glorifiant tout au long de cet essai l'union qui venait de se produire et les possibilités de l'étendre à long terme à d'autres provinces. Dorion, jusque là farouche opposant au projet constitutionnel, décrit la Confédération comme le couronnement de près de deux décennies de mauvaise administration¹⁷⁴. Au cours des années subséquentes (1868 à 1871) Brown n'a pas davantage considéré Dorion, comme chef potentiel d'un parti d'opposition fédéral, puisque le nombre de partisans du parti Rouge était, comme le rappelle J.M.S. Careless «très limité» dans l'ensemble du Québec et en même temps «trop séparé» du groupe des partisans de Luther Holton, le dirigeant des Rouges anglophones au Québec¹⁷⁵. Vers 1870, l'effet cumulatif des arguments «anti-confédération» employés par les Rouges, puis des arguments en faveur d'une plus grande indépendance du Canada de la Grande-Bretagne et des arguments faisant la promotion du fait francophone à l'extérieur du Québec, ont eu pour effet de rendre l'idée d'une alliance avec les Rouges très impopulaire auprès des Réformistes ontariens. Pour ces raisons, Brown ne pouvait logiquement souhaiter renforcer les liens entre les oppositions québécoise et ontarienne pour combattre les trois coalitions¹⁷⁶. L'examen du *Globe* de janvier 1872, tout comme celui des journaux

¹⁷³Le *Globe*, 1er juillet 1867, pp. 1 et 2.

¹⁷⁴Le *Pays*, 1er juillet 1867, p. 2.

¹⁷⁵J.M.S. Careless, *Brown of the Globe...*, op. cit., p. 271.

¹⁷⁶Surtout après la révolte des métis de 1870, où le *Pays*, comme nous l'avons vu, a adopté la même attitude que ses adversaires Conservateurs de la *Minerve* et du *Nouveau Monde* en dénonçant à la fois l'envoi de troupes britanniques pour mater l'insurrection et le désir des protestants ontariens de traîner en justice les meurtriers de Thomas Scott.

neutres (tels le *Canadien* et l'*Événement*) et Conservateurs (tels le *Nouveau Monde* et la *Minerve*) du Québec nous indique d'ailleurs une commune indifférence face à la mort du *Pays*.

En Ontario, cette indifférence face au sort du *Pays* et du parti Rouge s'explique en partie par l'arrivée au pouvoir des Réformistes, dirigés par Edward Blake, en décembre 1871. L'attitude adoptée par George Brown et le *Globe* envers ses collègues de l'opposition venant du Québec suite à cette victoire électorale du parti Réformiste en fut une de désintéressement, leur énergie allant de plus en plus à conseiller le cabinet ontarien et soutenir ses décisions face aux critiques des Conservateurs maintenant dans l'opposition. Le *Globe* ne prit même pas la peine de rapporter à ses lecteurs la mort du *Pays* (survenue le 28 décembre 1871) et il ne publia un article sur le nouveau parti d'opposition du Québec que le 11 janvier 1872. Il n'y fut fait état dans le journal Réformiste que de la création du parti National¹⁷⁷. Il répond quand même à la *Minerve*, un journal Conservateur qui consacra une analyse beaucoup plus critique, mais aussi beaucoup plus élaborée à la mort du *Pays*. Le *Globe* écrit:

«La *Minerve* seeks to prove to the founder of the new party that what they demand is not at all new, for that the *Rouges* have, for a long time past, dreamed about the principal reforms set forth in the (parti National) program, such as number 1 to 5 and 9 to 11 for Quebec and 1 to 5, 8 and 9 for the Dominion; while as far as the other eight reforms mentioned are concerned, La *Minerve* adds that the conservatives have been thinking of and discussing them long before the idea of forming a new party had ever been conceived in the brains of its chief.»¹⁷⁸

Le fait que les Réformistes soient maintenant au pouvoir en Ontario amène le *Globe* à consacrer beaucoup de place à vanter les mérites du nouveau gouvernement ontarien, toutefois, il consacre peu d'articles à ce qui se passe au sein de l'opposition québécoise. De plus, les Réformistes ont sans doute à l'esprit les propos de 1871 des Rouges sur le peuplement de l'Ouest par une population

¹⁷⁷Sans analyser les conséquences potentielles pour le Canada et le Québec de la venue de ce nouveau parti sur la scène politique

¹⁷⁸Le *Globe*, 11 janvier 1872, p. 2.

française et sur l'indépendance du Canada. Ceci explique en partie son désintéressement face à la mort du *Pays* et à la création du parti National.

Retour sur la problématique

Le but de cette thèse était avant tout de montrer que l'opposition Rouge et Réformiste à la corruption politique pratiquée par les trois coalitions au pouvoir était au tout début de la Confédération déjà faite de critiques essentiellement partisans plutôt que morales. Les citations que nous avons regroupées sous quatre types de critique nous ont permis de constater, qu'en dépit des tiraillements entre Rouges et Réformistes décrits ci-haut, il y avait en effet beaucoup de points de vue communs sur le patronage et sur la corruption politique en général. Dans l'ensemble de notre étude, nous avons noté qu'une large majorité d'articles du *Pays* et du *Globe* adoptaient un point de vue partisan pour critiquer la corruption politique pratiquée par les trois coalitions. Cependant, nous avons pu constater une quantité significative de critiques non-partisanes dans la première et la quatrième catégorie¹⁷⁹.

Notre étude empirique¹⁸⁰ nous a donc permis de largement confirmer notre hypothèse à savoir que les Rouges et des Réformistes ont délaissé, dans l'ensemble, les critiques basées sur des arguments moraux (radicaux ou non) au profit d'une critique partisane de la corruption politique pratiquée par les trois coalitions. Selon nous, ce changement de paradigme a été accentué lors de la Confédération. Dans l'introduction, nous avons d'ailleurs souligné l'impact que la pratique du

¹⁷⁹La critique globale du système de patronage et les autres critiques de la corruption politique

¹⁸⁰462 articles regroupés en quatre *types* de critique, basés sur les nombreuses *formes* de corruption politique basées sur le modèle de Gibbons décrit au premier chapitre

double mandat et le phénomène de la presse de parti ont eu sur l'attitude des Rouges et des Réformistes. Nous avons aussi vu comment l'utilisation faite par les trois coalitions conservatrices du patronage, leur désir de centraliser le pouvoir politique et la composition même de leur caucus (plusieurs «défecteurs» du parti Rouge et du parti Réformiste en étaient membres) ont pu influencer l'attitude de ces deux partis.

L'analyse des pages du *Pays* et du *Globe* au troisième chapitre fut également appuyée par notre revue de littérature qui comportait essentiellement deux approches. Dans leur analyse du mouvement Rouge et Réformiste, les auteurs de la première approche (Hartz, McRae, Horowitz, Forbes et Wiseman) avaient considéré que l'apport des idées libérales et conservatrices dans l'évolution des idées politiques au Canada jusqu'à la Confédération. Les auteurs de la deuxième approche, plus récente, se sont distancés des arguments de la première approche reliés à la théorie du «fragment» (Hartz) et à l'idée de la *tory touch* (Horowitz). Ces auteurs (Ajzenstat, Smith, Kelly et Noel) ont tenu compte de l'apport des idées républicaines ou humanistes civiques dans leur analyse du mouvement Rouge et Réformiste avant la Confédération. Deux auteurs de cette deuxième approche, Kelly et Noel, ont poussé plus loin encore l'analyse de l'évolution des Rouges et des Réformistes. Noel, dans son analyse du mouvement Réformiste, constate que ce dernier peut être vu, à différentes périodes entre 1830 et 1867, tantôt sous une perspective libérale, tantôt sous une perspective républicaine et humaniste civique. Le mouvement Réformiste aura certes allié de différentes manières et à divers degrés certaines de ces trois perspectives, mais selon Noel, plusieurs changements d'orientation idéologique chez les Réformistes découlent directement du contexte de clientélisme qui régnait en Ontario. Cette analyse du mouvement Réformiste est fort différente de celle qu'en ont fait Hartz, Horowitz et McRae. Pour sa part, Kelly, dans son analyse du mouvement Rouge avant la Confédération, a permis de nuancer les propos de Bernard, de la Garde, McRae et

Soulard à l'effet que l'ultra-montanisme fut l'obstacle principal à l'épanouissement de ce parti au Québec¹⁸¹. Bien qu'il reconnaisse l'impact négatif du clergé ultramontain sur la popularité du parti Rouge, Kelly constate que l'adhésion du Bas-Canada à la Confédération et le succès du système de patronage Conservateur (le triomphe de cet esprit de «parvenu» causant la défection de nombreux Rouges vers le camp Bleu) sont les principales causes de la faiblesse politique du parti d'Antoine-Aimé Dorion. Nous avons pu constater au troisième chapitre que les électeurs du Québec ont préféré les idées des Bleus au pouvoir (incluant leur attitude favorable envers l'expansion du patronage) aux idées du parti d'opposition, ce qui contribua grandement à sa chute.

Bien que les «défections» du parti Rouge ou Réformiste vers le parti Conservateur ont été moins importantes en nombre durant la période de 1867 à 1871, par rapport aux deux décennies précédentes, la progression du parti Rouge et du parti Réformiste durant les quatre années couvertes par notre étude fut toutefois fort différente. Les Rouges qui, après 1860, avaient eu à diluer beaucoup le radicalisme de leur programme pour tenter de contrer l'hégémonie de la coalition conservatrice au Québec n'ont pas réussi à rendre leur parti plus populaire auprès des électeurs de cette province. La popularité du parti Rouge et de son organe principal continua à diminuer de 1867 à 1871, jusqu'à ce que le *Pays* ferme ses portes en décembre 1871 et que le parti Rouge devienne le parti National en janvier 1872. Les Réformistes, quant à eux ont pris le pouvoir en Ontario. Ils ont mieux exploité leur opposition aux coalitions conservatrices. Durant son premier mandat, le

¹⁸¹ Jean-Paul Bernard, *Les Rouges...*, op. cit., pp. 318 et 319. «...même un libéralisme modéré était devenu un handicap pour un homme politique. La formulation du *Programme catholique* approuvé par les évêques Bourget et Laflèche à la veille des élections de 1871, est le fait le plus connu qui manifeste une hantise du libéralisme qui n'avait plus de fondement. La douzaine de députés libéraux provinciaux élus à l'été de 1871 ne représentaient manifestement aucun danger pour la religion (...) alors que le *Pays* publie ses derniers numéros et qu'on prépare la transformation du parti Rouge en parti National, avec le *National* comme organe de presse.

gouvernement Conservateur du Québec a pu aller de l'avant avec plusieurs projets de travaux publics jugés «extravagants» par l'opposition Rouge qui n'a pas su stopper ou même ralentir l'adoption de ces projets. Il est vrai qu'avec un petit nombre de députés, les Rouges avaient dans l'ensemble moins de liberté d'action que les Réformistes. L'hégémonie conservatrice perdura jusqu'en 1886 au Québec (année de l'arrivée au pouvoir des libéraux d'Honoré Mercier), en partie, comme nous l'avons vu au chapitre deux, grâce à l'appui continu du clergé ultramontain aux Bleus. On peut donc en conclure que l'opposition bien que pour une très large part de nature partisane du parti Rouge à la corruption politique conservatrice durant cette période s'est avérée infructueuse, du moins en ce qui concerne les résultats parlementaires et électoraux.

En Ontario, la situation s'est avérée différente. Rappelons d'abord que les *Clear Grits* des années 1860 avaient fini par accepter partiellement le clientélisme dans leur agenda politique, en particulier durant les négociations menant à l'adoption de l'AANB en 1867, afin de joindre leurs efforts à ceux des Conservateurs pour mener à terme le projet de Confédération. Face au fait accompli de la Confédération (auquel les Rouges s'opposaient farouchement) en juillet 1867, les Réformistes adoptèrent très tôt une attitude partisane en politique canadienne et ontarienne. Ils ont mené une lutte à la corruption et aux «extravagances» des coalitions qui empêchaient l'aboutissement de plusieurs de leurs politiques, comme la saine gestion des finances publiques, l'élimination du double mandat, l'obtention d'une plus grande autonomie provinciale, etc. Ce faisant, les Réformistes ont réussi non seulement à empêcher le maintien- ou l'adoption de politiques conservatrices qu'ils considéraient néfastes, mais à prendre le pouvoir dès 1871 pour ensuite le garder durant les 25 années subséquentes. L'adoption de positions essentiellement partisans (et non pas basées sur des arguments moraux) aura donc profité davantage aux Réformistes ontariens qu'aux Rouges du Québec. (Il faut rappeler que les critiques des Rouges étaient demeurées plus

idéologiques que celles des Réformistes.)

Nous avons noté, au début du troisième chapitre, deux différences idéologiques fondamentales entre le *Pays*, organe principal du parti Rouge et le *Globe*, organe principal du parti Réformiste. Nous avons souligné que la compréhension par ces deux journaux de leurs adversaires, les Conservateurs était différente. Le *Globe* considérait dominante la présence d'éléments libéraux et progressistes dans la plate forme du parti Conservateur, alors que le *Pays* semblait associer la pensée des Conservateurs à celles des tories britanniques du siècle précédent. Cette constatation explique en partie, selon nous, l'insuccès du parti Rouge sur le plan provincial et national entre 1867 et 1871. La compréhension, par le *Globe*, que le parti Conservateur était progressiste et même parfois libéral dans ses politiques a pu contribuer au succès du parti Réformiste sur le plan électoral et parlementaire.

Le premier type de critique du *Pays* et du *Globe* comportait essentiellement une opposition au système global de patronage des trois coalitions basée sur trois motifs principaux. Le premier motif, employant des arguments surtout non-partisans, discute des effets néfastes de ce système de patronage sur l'autonomie provinciale du Québec (*Pays*) ou de l'Ontario (*Globe*). Le deuxième motif, employant des arguments surtout partisans, traite des occasions où des membres du parti Réformiste ou Rouge ont fait défection vers le parti Conservateur, un phénomène souvent directement relié aux activités de *nation building* et de *party building* des Conservateurs à l'échelle nationale. Une opposition partisane ressort des pages du *Pays* ou du *Globe* lorsqu'ils décrivent des situations où les Rouges et/ou Réformistes semblent s'être fait voler la paternité d'une politique progressiste par les Conservateurs. Ceci constitue le troisième motif. On a vu à la toute fin de cette section que les Réformistes et le Rouges déploraient l'état du système politique actuel (empreint de corruption politique) et l'effet cumulatif de la mauvaise gestion pratiquée par les gouvernements

Conservateurs du Canada-uni de 1849 à 1866 (plus fréquents que les gouvernements libéraux ou réformistes durant ces 15 années).

Pour ce qui est des critiques concernant l'embauche de candidats par les trois coalitions à des postes publics (*deuxième type*), nous avons vu que le *Pays* et le *Globe* ont évalué les cas individuels d'embauche au sein de la fonction publique, de nomination au sein du Conseil privé, au Sénat et d'autres organismes gouvernementaux (fonctions symboliques et postes de hauts fonctionnaires) et ont fait part de leur opposition à ces nominations selon la gravité du conflit d'intérêt impliqué dans le processus d'embauche et selon l'incompétence du candidat ayant obtenu le poste. Nous avons vu que les principaux arguments employés par les deux journaux pour critiquer les nombreuses nominations partisans à survenir durant ces quatre années étaient le manque général de compétences des candidats, le manque d'expérience ou le trop jeune âge des candidats en question et/ou le manque de leadership démontré par ces derniers dans le passé. Comme le premier type de critique, le deuxième type comportait essentiellement des critiques partisans de la corruption politique (ex: on affirmait qu'un Rouge ou un Réformiste aurait été mieux qualifié pour le poste en question que le Conservateur choisi). Nous avons toutefois pu faire une analyse détaillée des quelques cas où les deux journaux critiquaient l'embauche des candidats à partir d'arguments moraux, lorsque l'embauche ou la nomination de candidats mieux qualifiés était proposée pour le bien commun de la nation ou lorsqu'on soulignait les dangers cumulatifs posés par les nominations partisans. Les différences, dans le choix des arguments employés par le *Pays* et ceux employés par le *Globe* dans ce deuxième type de critiques, étaient quasi inexistantes.

En ce qui concerne les critiques de la corruption électorale (*troisième type*), les arguments employés par le *Pays* et le *Globe* étaient tout à fait similaires. Nous avons observé, surtout après la tenue d'élections générales (en 1867 et en 1871), que le *Pays* et le *Globe* ont critiqué diverses formes

de corruption électorale, telles que le greffon et le pot-de-vin communautaire, l'achat direct de vote, le conflit d'intérêt, etc., avec des arguments similaires. Les critiques de ce type de corruption politique furent encore une fois essentiellement partisane. La critique non-partisane que l'on retrouvera dans ce troisième type fut associée au désir des Rouges et des Réformistes de réformer le système électoral canadien. Des pratiques électorales peu démocratiques, comme le double mandat, la tenue du vote en plusieurs jours et l'évaluation des élections contestées par des comités parlementaires composés principalement de députés Conservateurs au pouvoir, ont pu être éliminées en Ontario suite à l'arrivée des Réformistes au pouvoir. Les critiques non-partisanes des Rouges et des Réformistes y ont contribué. Les critiques partisanes ont toutefois, comme il a déjà été mentionné, contribué davantage au succès des Réformistes en Ontario qu'à celui des Rouges au Québec.

Enfin, pour ce qui est des autres critiques de la corruption politique (*quatrième type*) on a relevé une opposition qui comportait des arguments partisans et non-partisans. Les «autres critiques» décrivaient le patronage ou d'autres actes de corruption politique comme un obstacle au bien commun de la nation dans le cas des critiques non-partisanes et comme un obstacle au progrès des partis Rouge et Réformiste dans le cas des critiques partisanes. Ces «autres» critiques partisanes et ces «autres» critiques au nom du bien commun traitaient de sujets variés. Ces thèmes étaient pour la plupart reliés à la question de l'expansion du territoire canadien. Nous avons vu que la défense d'une position économiquement prudente face aux dossiers de l'expansion du territoire canadien (et des travaux publics accompagnant cette expansion) aura profité aux Réformistes durant la période étudiée. En effet, les critiques Réformistes, principalement articulées à partir d'une logique partisane, ont profité politiquement à ce parti qui se faisait à la fois le critique de l'exode des travailleurs canadiens compétents vers les États-Unis et de la mauvaise gestion financière du dossier

de l'expansion du territoire canadien. Nous avons vu que les Rouges ont maintenu des positions non-partisanes plus longtemps dans ces dossiers (comme dans ceux du *premier type*). Le *Pays*, par exemple, consacra beaucoup d'espace (surtout vers la fin de son existence) à lier la piètre performance économique des Québécois à l'extérieur du secteur public et à l'émigration des Canadiens français aux États-Unis, un pays qui leur offre beaucoup plus de possibilités de succès. Comme nous l'avons souligné, ces positions non-partisanes du *Pays*, reliées à des idées républicaines et à une admiration pour le gouvernement américain expliquent en partie l'impopularité du parti Rouge au Québec durant la période étudiée.

Enfin, nous avons rappelé quelques propos des chefs politiques George Brown et Antoine-Aimé Dorion dans le *Pays* et le *Globe*. Nous souhaitons ainsi terminer notre étude en soulignant d'autres positions que nous avons décelées au cours de notre recherche, tout en commentant les relations entre George Brown et Antoine-Aimé Dorion, deux personnages importants. Nous avons constaté, en introduction et en conclusion au chapitre trois qu'une alliance entre Rouges et Réformistes n'était pas souhaitée par Brown et qu'elle aurait été difficilement réalisable sans employer le moyen du «patronage tel que pratiqué par les Conservateurs» pour renforcer le réseau de supporters d'un parti libéral national. Laurier, au niveau fédéral, sera le premier leader libéral à le réussir.

Notre thèse nous a permis d'étudier l'opposition au patronage et à la corruption politique en général dans une période politique importante (de 1867 à 1871). Cette période a contribué fortement à fonder le système politique canadien et à influencer le patronage et les autres formes de corruption pour les générations à venir. Le but de la thèse était de mieux comprendre cette période fondatrice de la vie politique canadienne au moyen de l'analyse des arguments partisans, et dans une moindre mesure non-partisans, qu'avançaient l'opposition Rouge et Réformiste face aux pratiques de

corruption politique employées par les trois gouvernements au pouvoir à Ottawa, à Québec et à Toronto. Nous croyons ainsi avoir contribué d'une manière modeste à la science politique au Canada, en ayant étudié la nature de l'opposition aux multiples formes de corruption politique pratiquée à l'époque. Nous avons conclu que les critiques formulées suite à ces actes de corruption politique étaient majoritairement de nature partisane. À partir d'une analyse de deux sources primaires importantes de l'opposition, le *Globe* et le *Pays*, nous avons été en mesure de présenter l'essentiel des critiques partisans contre la corruption politique. Notre étude nous a aussi permis d'élargir notre compréhension du cadre idéologique entourant la pensée politique (arguments non-partisans) des deux journaux, de leurs dirigeants et de leurs partis respectifs.

ANNEXE: Inventaire des articles consultés¹***LE GLOBE*****DIVERGENCES PRINCIPALES AVEC LE PAYS EN TERMES D'IDÉOLOGIE**

- 1) "THE BENEFIT OF CONFEDERATION", 7 décembre 1868, p. 2.
- 2) "THE INTERCOLONIAL RAILWAY", 29 mars 1869, p. 2.
- 3) "MINISTERIAL CONSERVATISM", 17 juin 1869, p. 2.
- 4) "WILL IT PAY ?", 2 novembre 1869, p. 2.
- 5) "ENGLISH TORYISM", 6 novembre 1869, p. 2.
- 6) "LIBERAL CONSERVATISM", 11 janvier 1870, p. 2.

CRITIQUE GLOBALE DU SYSTÈME DE PATRONAGE

- 7) "COALITION ROWDYISM", 3 juillet 1867, p. 2.
- 8) "COALITION CONVERTS", 5 août 1867, p. 2.
- 9) "USURPATION ALREADY", 14 octobre 1867, p. 2.
- 10) "MAGISTRATES", 26 novembre 1867, p. 2.
- 11) "INDEPENDANCE OF PARLIAMENT", 16 décembre 1867, p. 2.
- 12) "DANGEROUS EXPERIMENTS", 13 janvier 1868, p. 2.
- 13) "INDEPENDANCE OF PARLIAMENT", 29 janvier 1868, p. 2.
- 14) "AN EXAMPLE FOR ONTARIO", 7 mars 1868, p. 2.
- 15) "COLONEL GRAY'S APPOINTMENT", 23 mars 1868, p. 2.
- 16) "MINISTERIAL ORGANSHIP", 7 avril 1868, p. 2.
- 17) "DISALLOWANCE", 4 septembre 1868, p. 2.
- 18) "A CONTRACTOR FOR PARLIAMENT", 13 octobre 1868, p. 2.
- 19) "ADMINISTRATIVE POLICY", 19 octobre 1868, p. 2.
- 20) "THE RAILWAY TRUSTEES", 27 octobre 1868, p. 2.
- 21) "JOHN SANDFIELD MACDONALD'S PROGRAMME", 3 novembre 1868, p. 2.
- 22) "INDEPENDANCE OF PARLIAMENT", 11 novembre 1868, p. 2.
- 23) "POWERS OF THE LEGISLATURE", 24 décembre 1868, p. 2.
- 24) "DISALLOWANCE", 11 janvier 1869, p. 2.
- 25) "PARTY ALLEGIANCE", 5 février 1869, p. 2.

¹ Cet inventaire est une bibliographie intégrale de tous les articles de la section éditoriale trouvés, au sujet de la corruption politique de la coalition conservatrice, dans les deux journaux consultés au cours de la période du 1^{er} juillet 1867 jusqu'au 31 décembre 1871. En général, cette liste ne comprend pas les entrefilets et les petites nouvelles, sauf dans les cas où elles sont d'une importance particulière. Elle comporte inclusivement le contenu de la section éditoriale et donc exclue les publications de discours et de correspondances (lettres d'opinions). Les tableaux, articles et reproductions extraites d'autres journaux sont également absents. La liste servira de référence pour les titres et sous-titres complets de chaque article.

- 26) "TROUBLED IN CONSCIENCE", 17 février 1869, p. 2.
- 27) "THE ATTORNEY GENERAL'S EXCUSES", 2 mars 1869, p. 2.
- 28) "PARTY ALLEGIANCE", 20 mars 1869, p. 2.
- 29) "A CONTINENTAL ZOLLVEREIN", 30 avril 1869, p. 2.
- 30) "AN UNJUST DISTINCTION", 13 mai 1869, p. 2.
- 31) "DISALLOWANCE", 17 juin 1869, p. 2.
- 32) "PUBLIC MEN", 5 juillet 1869, p. 2.
- 33) "TWO CHAMBERS", 7 juillet 1869, p. 2.
- 34) "THE DOMINION GOVERNMENT", 21 août 1869, p. 2.
- 35) "AS THINGS STAND", 17 septembre 1869, p. 2.
- 36) "NORTH RENFREW AND THE MINISTRY", 29 octobre 1869, p. 2.
- 37) "NORTH WEST POLICY", 25 novembre 1869, p. 2.
- 38) "NORTH WEST TROUBLES", 27 novembre 1869, p. 2.
- 39) "THE NORTH WEST", 31 décembre 1869, p. 2.
- 40) "THE ROOT OF THE COIL", 10 janvier 1870, p. 2.
- 41) "CONSERVATIVE RECRIMINATION", 20 janvier 1870, p. 2.
- 42) "THE COALITION AS IT IS", 2 février 1870, p. 2.
- 43) "HONOUR IN PUBLIC MEN", 12 février 1870, p. 2.
- 44) "WHAT NEXT?", 4 avril 1870, p. 2.
- 45) "RISING ABOVE PARTY", 13 avril 1870, p. 2.
- 46) "NEW BRUNSWICK ELECTIONS", 7 juillet 1870, p. 2.
- 47) "THE SPOILS OF THE CONQUEROR", 26 juillet 1870, p. 2.
- 48) "THE PREMIER", 14 octobre 1870, p. 2.
- 49) "A PRACTICAL HINT", 2 novembre 1870, p. 2.
- 50) "MR. SANDFIELD MACDONALD'S POSITION", 5 novembre 1870, p. 2.
- 51) "L. J. PAPINEAU ON ANNEXATION", 29 décembre 1870, p. 2.
- 52) "JOHN SANDFIELD'S SYSTEM", 13 mars 1871, p. 2.
- 53) "THE PATENT COMBINATION FROM A POINT OF VUE", 22 avril 1871, p. 2.
- 54) "MR. HOWE ON HIS HIGH HORSE", 29 avril 1871, p. 2.
- 55) "THE LOCAL ELECTIONS IN NOVA SCOTIA", 29 mai 1871, p. 2.
- 56) "PATRONAGE IN QUÉBEC", 2 novembre 1871, p. 2.
- 57) "THE GRAND TRUNK MANAGER & CANADIAN POLITICS", 15 novembre 1871, p. 2.
- 58) "THE TWO COALITIONS", 16 novembre 1871, p. 2.

CRITIQUE RELIÉE À LA NOMINATION OU À L'EMBAUCHE DE CANDIDATS NON-QUALIFIÉS

- 59) "CONFEDERATION DAY!", 1er juillet 1867, p. 6.
- 60) "SECTIONALISM", 8 juillet 1867, p. 2.
- 61) "THE ONTARIO GOVERNMENT FORMED", 22 juillet 1867, p. 2.
- 62) "OFFICE SEEKERS", 19 octobre 1867, p. 2.
- 63) "THE PRESCOTT COLLECTORSHIP", 25 octobre 1867, p. 2.
- 64) "MR. GALT'S RESIGNATION", 7 novembre 1867, p. 2.
- 65) "THE SPEAKERSHIP", 7 novembre 1867, p. 2.
- 66) "THE NEW FINANCE MINISTER", 19 novembre 1867, p. 2.

- 67) "COLONIZATION ROADS", 7 février 1868, p. 2.
- 68) "A SCREW LOOSE SOMEWHERE", 24 février 1868, p. 2.
- 69) "A SMALL TRICK", 17 juin 1868, p. 2.
- 70) "THE KENT REGISTRARSHIP", 26 juin 1868, p. 2.
- 71) "OFFICE DANGLING", 31 juillet 1868, p. 2.
- 72) "A PATRIOTIC ACT", 3 août 1868, p. 2.
- 73) "MR. JOHN SANDFIELD MACDONALD", 31 août 1868, p. 2.
- 74) "PENITENTIARY INSPECTORS", 21 septembre 1868, p. 2.
- 75) "THE RAILWAY COMMISSION", 23 septembre 1868, p. 2.
- 76) "PUBLIC OFFICES GONE A-BEGGING", 5 octobre 1868, p. 2.
- 77) "A YOUNG POSTMASTER", 12 novembre 1868, p. 2.
- 78) "OFFICE SEEKING AND OFFICE DISPENSING", 21 novembre 1868, p. 2.
- 79) "MR. WALSH AND THE INTERCOLONIAL", 26 décembre 1868, p. 2.
- 80) "MR. A.W. LAUDER", 21 janvier 1869, p. 2.
- 81) "A BRACE OF SAINTS", 4 mars 1869, p. 2.
- 82) "EMIGRATION AGENCIES", 19 mars 1869, p. 2.
- 83) "POLITICS AND POLITICIANS", 24 mars 1869, p. 2.
- 84) "THE CABINET VACANCIES", 12 avril 1869, p. 2.
- 85) "THE CIVIL SERVICE", 6 mai 1869, p. 2.
- 86) "A PENITENTIARY JOB", 10 mai 1869, p. 2.
- 87) "OFFICE-SEEKING", 5 juin 1869, p. 2.
- 88) "UNFORESEEN EXPENDITURES", 8 juin 1869, p. 2.
- 89) "UNDUE INFLUENCE", 19 juillet 1869, p. 2.
- 90) "THE OTTAWA BUILDINGS", 3 août 1869, p. 2.
- 91) "THE SUPPLY OF PUBLIC MEN", 6 août 1869, p. 2.
- 92) "THE CIVIL SERVICE COMMISSION", 1er septembre 1869, p. 2.
- 93) "MINOR MORALS", 22 octobre 1869, p. 2.
- 94) "DEPARTMENTAL MISMANAGEMENT", 18 juin 1870, p. 2.
- 95) "THE CIVIL SERVICE", 16 septembre 1870, p. 2.
- 96) "MR. SANDFIELD MACDONALD'S POLICY", 24 octobre 1870, p. 2.
- 97) "THE MACDONALD TESTIMONIAL", 9 novembre 1870, p. 2.
- 98) "UNDER FALSE COLOURS", 28 novembre 1870, p. 2.
- 99) "THE HALIFAX POLITICAL SCANDAL", 5 avril 1871, p. 2.
- 100) "SWEARING AND BRIBERY", 6 avril 1871, p. 2.
- 101) "THE TUPPER SCANDAL", 10 avril 1871, p. 2.
- 102) "THE DISTRIBUTION OF PUBLIC WORKS", 12 juin 1871, p. 2.
- 103) "APPOINTMENTS TO OFFICE", 6 octobre 1871, p. 2.
- 104) "PARLIAMENTARY PATRONAGE", 20 novembre 1871, p. 2.

CRITIQUE RELIÉE À LA CORRUPTION ÉLECTORALE

- 105) "THE UNION IN DANGER", 5 juillet 1867, p. 2.
- 106) "LAW AND BEER", 15 juillet 1867, p. 2.
- 107) "WEST YORK", 26 août 1867, p. 2.

- 108) "SIR JOHN A. MACDONALD ON THE STUMP", 2 septembre 1867, p. 2.
- 109) "ELECTION FRAUDS", 4 septembre 1867, p. 2.
- 110) "SUMMARY PROCESS", 9 septembre 1867, p. 2.
- 111) "ELECTION LAW REFORM", 1er octobre 1867, p. 2.
- 112) "THE GRAND TRUNK RAILWAY", 16 novembre 1867, p. 2.
- 113) "NOTHING TO DO", 30 novembre 1867, p. 2.
- 114) "THE ELECTIONS", 6 janvier 1868, p. 2.
- 115) "A PARTISAN ELECTION COMMITTEE", 4 mars 1868, p. 2.
- 116) "CORRUPT PRACTICES AT ELECTIONS", 11 mars 1868, p. 2.
- 117) "ELECTIONS", 13 avril 1868, p. 2.
- 118) "BRIBERY AT ELECTIONS", 1er août 1868, p. 2.
- 119) "MONEY AGAIN", 8 août 1868, p. 2.
- 120) "FREEDOM AT ELECTIONS", 20 août 1868, p. 2.
- 121) "THE ONTARIO ELECTION BILL", 18 novembre 1868, p. 2.
- 122) "THE SOUTH HURON CASE AGAIN", 30 novembre 1868, p. 2.
- 123) "THE SESSION AND ITS RESULTS", 25 janvier 1869, p. 2.
- 124) "CONTESTED ELECTIONS", 9 février 1869, p. 2.
- 125) "THE INTERCOLONIAL", 6 avril 1869, p. 2.
- 126) "THE NEW SITUATION IN NOVA SCOTIA", 23 avril 1869.
- 127) "DOMINION ELECTION BILL", 20 mai 1869, p. 2.
- 128) "THE COMMISSIONER OF PUBLIC WORKS", 20 mai 1869, p. 2.
- 129) "DUAL REPRESENTATION", 15 juillet 1869, p. 2.
- 130) "NIAGARA AGAIN", 4 octobre 1869, p. 2.
- 131) "HINCKS IN RENFREW", 8 octobre 1869, p. 2.
- 132) "NORTH RENFREW", 15 octobre 1869, p. 2.
- 133) "BRIBERY AND INTIMIDATION", 2 novembre 1869, p. 2.
- 134) "POLLING DAYS AT FEDERAL ELECTIONS", 4 novembre 1869, p. 2.
- 135) "SO THEY TOOK THE MONEY", 6 novembre 1869, p. 2.
- 136) "CONTROVERTED ELECTIONS", 4 décembre 1869, p. 2.
- 137) "THE PROPOSED ELECTION LAW", 26 février 1870, p. 2.
- 138) "HOW BRIBERY IS PUNISHED IN ENGLAND", 26 mai 1870, p. 2.
- 139) "THE BALLOT IN ENGLAND", 10 juin 1870, p. 2.
- 140) "CORRUPT PRACTICES AT ELECTIONS", 14 juillet 1870, p. 2.
- 141) "A COMPARISON", 16 novembre 1870, p. 2.
- 142) "MINISTERIAL CORRUPTION", 13 décembre 1870, p. 2.
- 143) "THE PRACTICAL MAN AND ITS POLICY", 30 décembre 1870, p. 2.
- 144) "OPEN AND UNBLUSHING BRIBERY", 1er mars 1871, p. 2.
- 145) "THE NEW CORRUPT PRACTICES AT ELECTIONS LAW", 4 mars 1871, p. 2.
- 146) "BRIBERY IN NORTH PERTH", 6 mars 1871, p. 2.
- 147) "BRIBERY OF CONSTITUENCIES", 14 mars 1871, p. 2.
- 148) "AXE-GRINDING", 14 mars 1871, p. 2.
- 149) "REFORM PRINCIPLES", 20 mars 1871, p. 2.
- 150) "DOMINION CONTROVERTED ELECTIONS", 31 mars 1871, p. 2.
- 151) "THE GRAND TRUNK AND THE LATE ELECTIONS", 7 avril 1871, p. 2.
- 152) "DOMINION MINISTERS AND PROVINCIAL ELECTIONS", 2 mai 1871, p. 2.

- 153) "CONTESTED ELECTIONS", 9 mai 1871, p. 2.
- 154) "NOVA SCOTIA ELECTIONS", 18 mai 1871, p. 2.
- 155) "POLITICAL ORGANIZATIONS", 2 juin 1871, p. 2.
- 156) "THE CONTROVERTED ELECTIONS TRIALS", 20 juin 1871, p. 2.
- 157) "THE PRESCOTT ELECTION CASES", 23 juin 1871, p. 2.
- 158) "THE BROCKVILLE CONTESTED ELECTION", 5 juillet 1871, p. 2.
- 159) "THE SCREW JUSTIFIED", 15 juillet 1871, p. 2.
- 160) "CORRUPT PRACTICES AT ELECTIONS", 1er août 1871, p. 2.
- 161) "THE GRAND TRUNK SCREW AT BRANTFORD", 1er septembre 1871, p. 2.
- 162) "PURITY AT ELECTIONS", 29 septembre 1871, p. 2.
- 163) "CORRUPT PRACTICES AT ELECTIONS AND THE CONTROVERTED ELECTION AT OF 1871", 25 novembre 1871, p. 2.
- 164) "THE UPCOMING 14 ELECTIONS", 28 novembre 1871, p. 2.

AUTRE CRITIQUE DE LA CORRUPTION POLITIQUE

- 165) "THE CROWN LANDS", 2 juillet 1867, p. 2.
- 166) "THE TORY ORGANS", 10 juillet 1867, p. 2.
- 167) "ENORMOUS PATRONAGE", 27 juillet 1867, p. 2.
- 168) "THE RECORD OF THE ADMINISTRATION IN RELATION TO THE GRAND TRUNK", 7 août 1867, p. 1.
- 169) "THE OTTAWA BUILDINGS", 19 août 1867, p. 2.
- 170) "MINISTERIAL NEGLIGENCE", 17 octobre 1867, p. 2.
- 171) "THE BARGAIN AND SALE IN TORONTO", 20 novembre 1867, p. 2.
- 172) "THE INTERCOLONIAL RAILWAY", 20 décembre 1867, p. 2.
- 173) "A FEW CURIOUS ITEMS", 17 janvier 1868, p. 2.
- 174) "A COMMISSION LOOMING UP", 5 février 1868, p. 2.
- 175) "A FLAGRANT JOB", 25 février 1868, p. 2.
- 176) "INTERCOLONIAL RAILWAY", 28 mars 1868, p. 2.
- 177) "THE OTTAWA BUILDINGS", 31 mars 1868, p. 2.
- 178) "INTERCOLONIAL RAILWAY", 18 avril 1868, p. 2.
- 179) "OLIVER TWIST ASKING FOR MORE AND GETTING IT", 23 avril 1868, p. 2.
- 180) "THE SESSION", 5 mai 1868, p. 2.
- 181) "THE CARILLON CANAL", 7 mai 1868, p. 2.
- 182) "SALARIES FOR GOVERNORS", 14 mai 1868, p. 2.
- 183) "INTERCOLONIAL RAILWAY", 15 mai 1868, p. 2.
- 184) "PUBLIC WORKS", 18 mai 1868, p. 2.
- 185) "THE HUDSON BAY SCHEME", 6 juin 1868, p. 2.
- 186) "THE LIEUTENANT GOVERNOR", 10 juin 1868, p. 2.
- 187) "CONDITIONAL LOYALTY", 15 juin 1868, p. 2.
- 188) "A DILEMMA", 30 juin 1868, p. 2.
- 189) "THE COALITION", 8 juillet 1868, p. 2.
- 190) "AN OLD STORY REVIVED", 14 juillet, 1868, p. 2.
- 191) "CONVENIENT BACKDOORS", 21 juillet 1868, p. 2.
- 192) "PUBLIC OFFICES AND PRIVATE BUSINESSES", 10 septembre 1868, p. 2.

- 193) "INTERCOLONIAL RAILWAY", 17 septembre 1868, p. 2.
- 194) "THE TREASURER'S STATEMENT", 16 décembre 1868, p. 2.
- 195) "THE GOVERNOR'S RESIDENCE", 6 janvier 1869, p. 2.
- 196) "INTERCOLONIAL RAILWAY", 12 janvier 1869, p. 2.
- 197) "SANDFIELD AND THE HOUSE", 27 janvier 1869, p. 2.
- 198) "THE INTERCOLONIAL CONTRACTS", 1er février 1869, p. 2.
- 199) "THE INTERCOLONIAL CONTRACTS", 12 mars 1869, p. 2.
- 200) "MORE SUBSERVIENCY", 27 mai 1869, p. 2.
- 201) "DOMINION RAILWAYS", 29 mai 1869, p. 2.
- 202) "PARLIAMENTARY LIBRARY", 1er juin 1869, p. 2.
- 203) "CHANCERY ISLAND JOB", 22 juin 1869, p. 2.
- 204) "THE DUNDURN MYSTERY AND CHANCERY ISLAND", 28 juin 1869, p. 2.
- 205) "CHANCERY ISLAND - A NEW VIEW", 9 juillet 1869, p. 2.
- 206) "ORGANS GIVING ADVICE", 31 juillet 1869, p. 2.
- 207) "THE ASYLUM BRIBE", 26 août 1869, p. 2.
- 208) "THE NEW MINISTER OF FINANCE", 27 septembre 1869, p. 2.
- 209) "THE TORONTO DEBENTURE JOB", 16 octobre 1869, p. 2.
- 210) "MR. HINCKS' RAILWAY OPERATIONS", 26 octobre 1869, p. 2.
- 211) "THE £50000 BRIBE", 3 novembre 1869, p. 2.
- 212) "CHARGES OF OFFICIAL TRICKERY", 30 novembre 1869, p. 2.
- 213) "GROWING EXPENDITURES", 9 décembre 1869, p. 2.
- 214) "DRAINAGE OF SWAMPS", 14 décembre 1869, p. 2.
- 215) "THE LONDON ASYLUM", 21 décembre 1869, p. 2.
- 216) "THE NORTH WEST IMBROGLIO", 4 janvier 1870, p. 2.
- 217) "ASYLUM FOR THE BLIND", 8 mars 1870, p. 2.
- 218) "CORRUPTION IN HIGH PLACES", 27 avril 1870, p. 2.
- 219) "THE INTERCOLONIAL RAILWAY", 6 mai 1870, p. 2.
- 220) "THE BEATY PAYMENTS", 2 août 1870, p. 2.
- 221) "IN TRIBULATION", 15 août 1870, p. 2.
- 222) "THE INTERCOLONIAL RAILWAY", 24 août 1870, p. 2.
- 223) "THE FRANKING PRIVILEGE", 3 octobre 1870, p. 2.
- 224) "SIR JOHN A. MACDONALD AND COLONEL GRAY M.P.", 19 octobre 1870, p. 2.
- 225) "£150000!", 2 novembre 1870, p. 2.
- 226) "MR. SANDFIELD MACDONALD'S RECORD", 3 décembre 1870, p. 2.
- 227) "THE HARBOURS OF REFUGE JOB", 23 janvier 1871, p. 2.
- 228) "MR. BRYDGE'S LITTLE GAME", 10 janvier 1871, p. 2.
- 229) "THE NEW GRAND TRUNK JOB", 19 janvier 1871, p. 2.
- 230) "GRAND TRUNK APOLOGISTS", 2 février 1871, p. 2.
- 231) "REVIEW OF THE SESSION", 16 février 1871, p. 2.
- 232) "MANITOBA AND MINISTERIAL BLUNDERS", 20 février 1871, p. 2.
- 233) "INTERCOLONIAL IN THE PUBLIC ACCOUNTS COMMITTEE", 20 mars 1871, p. 2.
- 234) "THE DOMINION GOVERNEMENT", 24 mars 1871, p. 2.
- 235) "THE INTERCOLONIAL", 27 mars 1871, p. 2.
- 236) "HOW JOBS ARE PUT THROUGH IN OTTAWA", 18 avril 1871, p. 2.
- 237) "THE INTERCOLONIAL RAILWAY", 24 mai 1871, p. 2.

- 238) "WE ARE STILL PAYING FOR THE PROVINCIAL BUILDINGS IN HALIFAX", 26 juillet 1871, p. 2.
- 239) "ALLEGED FRAUDS IN THE CROWN LANDS DEPARTMENT, 11 août 1871, p. 2.
- 240) "OFFICIAL FRAUDS", 17 août 1871, p. 2.
- 241) "FRAUD IN THE CROWN LANDS DEPARTMENT", 24 août 1871, p. 2.
- 242) "A SUPERANNUATION JOB", 2 septembre 1871, p. 2.
- 243) "THE LAST TUPPER SCANDAL", 5 septembre 1871, p. 2.
- 244) "THE WELLAND CANAL", 21 septembre 1871, p. 2.
- 245) "ANOTHER DEFEAT OF THE GOVERNMENT", 14 décembre 1871, p. 2.
- 246) "RESPONSABILITY TO PARLIAMENT", 21 décembre 1871, p. 2.

LE PAYS

DIVERGENCES PRINCIPALES AVEC LE GLOBE EN TERMES D'IDÉOLOGIE

- 247) "LES PROCHAINES ÉLECTIONS", 6 juillet 1867, p. 2.
- 248) "LE TORYISME AU CANADA", 17 septembre 1867, p. 2.
- 249) "TORYISME COMPARÉ", 25 avril 1868, p. 2.
- 250) "LE PRIX DE LA TRAHISON", 2 mai 1868, p. 2.
- 251) "LE TORYISME", 25 juin 1868, p. 2.
- 252) "MANNEQUINS ET HOMMES D'ÉTAT", 18 janvier 1871, p. 2.
- 253) "À BON ENTENDEUR, SALUT!", 1er mars 1871, p. 2.
- 254) "LES UTOPIES LIBÉRALES", 5 août 1871, p. 2.

CRITIQUE GLOBALE DU SYSTÈME DE PATRONAGE

- 255) "DIX ANS DE DÉMOLITIONS ET DE RECONSTRUCTIONS DE RÉPUTATIONS POLITIQUES", 11 juillet 1867, p. 2.
- 256) "NE VOUS CONTREDISEZ DONC POINT SI NETTEMENT", 20 juillet 1867, p. 2.
- 257) "UN HOMME BIEN ÉTAMPÉ", 27 juillet 1867, p. 2.
- 258) "LE CLERGÉ ET LES ÉLECTIONS", 30 juillet 1867, p. 2.
- 259) "LA BONNE FOI BUREAUCRATE", 6 août 1867, p. 2.
- 260) "LE PRÊTRE ET LA POLITIQUE", 15 août 1867, p. 2.
- 261) "DÉBUTS DE LA CONFÉDÉRATION", 5 octobre 1867, p. 2.
- 262) "LE CONFESSIONAL DEVENU UNE ARME DE PARTI", 7 novembre 1867, p. 2.
- 263) "UN DES MOYENS EMPLOYÉS POUR IMPOSER LA CONFÉDÉRATION", 16 novembre 1867, p. 2.
- 264) "ERREUR ET MALVEILLANCE", 14 décembre 1867, p. 2.
- 265) "PARLEMENT D'ONTARIO", 23 janvier 1868, p. 2.
- 266) "L'INDÉPENDANCE DU PARLEMENT", 2 juin 1868, p. 2.
- 267) "LE LIEN AVEC LA MÉTROPOLE", 23 juin 1868, p. 2.
- 268) "LA POLITIQUE COLONIALE", 11 juillet 1868, p. 2.
- 269) "UN AUTRE DOCUMENT", 8 septembre 1868, p. 2.
- 270) "LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PRIVILÈGES DES GOUVERNEMENTS

LOCAUX", 24 novembre 1868, p. 2.

271) "LE PLUS GRAND OBSTACLE AU FONCTIONNEMENT DES GOUVERNEMENTS LIBÉRAUX", 4 décembre 1868, p. 2.

272) "LA CONSPIRATION", 8 janvier 1869, p. 2.

273) "LA MARCHÉ EMBARASSÉE DU MINISTÈRE LOCAL", 9 janvier 1869, p. 2.

274) "L'ATTAQUE DE M. CHAUVEAU", 13 janvier 1869, p. 2.

275) "M. HOWE", 2 février 1869, p. 2.

276) "L'EXTRAVAGANCE EN INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES", 3 mars 1869, p. 2.

277) "NE TOUCHEZ PAS AU GOUVERNEMENT CENTRAL!", 5 mars 1869, p. 2.

278) "NOS TREIZE MINISTRES", 14 avril 1869, p. 2.

279) "LE SALAIRE DE SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL", 18 mai 1869, p. 2.

280) "LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR DU NORD OUEST", 30 juin 1869, p. 2.

281) "LA DÉFECTION", 15 janvier 1870, p. 2.

282) "L'HONORABLE A. T. GALT DANS L'OPPOSITION", 19 février 1869, p. 2.

283) "ENTRE DEUX FEUX", 8 avril 1870, p. 2.

284) "UN PRONOSTIC", 27 avril 1870, p. 2.

285) "L'ASSEMBLÉE DU COMTÉ DE QUÉBEC", 11 mai 1870, p. 2.

286) "LA PRESSE CONSERVATRICE", 24 juin 1870, p. 2.

287) "LES TENTATIVES POUR ACHETER M. RIEL", 29 juillet 1870, p. 2.

288) "LES CHEMINS DE FER", 3 octobre 1870, p. 2.

289) "LES PARTS DU GÂTEAU", 24 octobre 1870, p. 2.

290) "LA DOTATION", 17 novembre 1870, p. 2.

291) "ILS ONT DONC DES SECRETS!", 8 février 1871, p. 2.

292) "LES LIBÉRAUX SONT-ILS DES PARIAS", 16 mars 1871, p. 2.

293) "DONNANT, DONNANT!", 12 avril 1871, p. 2.

294) "LE PARTI LIBÉRAL CETTE ANNÉE", 2 septembre 1871, p. 2.

295) "PROGRÈS DU LIBÉRALISME", 12 septembre 1871, p. 2.

296) "LA RÉPUBLICANISME EN ANGLETERRE", 7 décembre 1871, p. 2.

CRITIQUE RELIÉE À LA NOMINATION OU À L'EMBAUCHE DE CANDIDATS NON-QUALIFIÉS

297) "VOLS OFFICIELS", 19 janvier 1869, p. 2.

298) "M. ROBERTSON", 1er février 1869, p. 2.

299) "L'ÉLECTION DE KAMOURASKA ET SA PREMIÈRE CONSÉQUENCE", 27 février 1869, p. 2.

300) "TOUJOURS LE SANG", 19 juin 1869, p. 2.

301) "DE NOUVEAUX FONCTIONNAIRES", 9 août 1869, p. 2.

302) "LE DÉPUTÉ DE JOLIETTE", 23 août 1869, p. 2.

303) "LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL", 30 août 1869, p. 2.

304) "UNE COMMISSION COÛTEUSE", 7 octobre 1869, p. 2.

305) "LE MINISTÈRE", 18 octobre 1869, p. 2.

306) "RÉCOMPENSE", 10 novembre 1869, p. 2.

- 307) "SERVICE CIVIL", 7 janvier 1870, p. 2.
- 308) "LA CORRUPTION VA BIEN!", 31 janvier 1870, p. 2.
- 309) "CONFLIT D'AUTORITÉ", 25 février 1870, p. 2.
- 310) "LA NÉGLIGENCE GROSSIÈRE D'UN OFFICIER", 10 mars 1870, p. 2.
- 311) "ON BÂTIT BEAUCOUP À OTTAWA", 4 août 1870, p. 2.
- 312) "LES PROTÉGÉS DE M. CARTIER", 3 novembre 1870, p. 2.
- 313) "ÉCHOS QUÉBÉCOIS", 4 novembre 1870, p. 2.
- 314) "UN PENSIONNAIRE EN PERSPECTIVE", 25 novembre 1870, p. 2.
- 315) "HONORABLES INUTILITÉS", 1er décembre 1870, p. 2.
- 316) "PETIT CHAPELET D'HONNÊTETÉS", 3 avril 1871, p. 2.
- 317) "TOUJOURS LE MÊME SYSTÈME", 14 août 1871, p. 2.
- 318) "CABINET D'ONTARIO", 21 août 1871, p. 2.
- 319) "GRANDES QUESTIONS ET PETITES MISÈRES" 8 septembre 1871, p. 2.
- 320) "ABAISSEMENT", 2 novembre 1871, p. 2.
- 321) "LES HOMMES CAPABLES", 29 novembre 1871, p. 2.

CRITIQUE RELIÉE À LA CORRUPTION ÉLECTORALE

- 322) "DE LA CORRUPTION ÉLECTORALE", 16 juillet 1867, p. 2.
- 323) "L'HONORABLE (?) LOUIS ARCHAMBAULT", 25 juillet 1867, p. 2.
- 324) "UN TYPE DE BUREAUCRATE", 6 août 1867, p. 2.
- 325) "PARTIALITÉ DE CERTAINS OFFICIERS RAPPORTEURS", 24 août 1867, p. 2.
- 326) "INFLUENCE MINISTÉRIELLE", 27 août 1867, p. 2.
- 327) "CORRUPTION EN TEMPS D'ÉLECTION", 29 août 1867, p. 2.
- 328) "LES ÉLECTIONS TERMINÉES", 5 septembre 1867, p. 2.
- 329) "FRAUDE ÉLECTORALE: LA FIN JUSTIFIE LES MOYENS", 10 septembre 1867, p. 2.
- 330) "TRAIT DE CORRUPTION", 14 septembre 1867, p. 2.
- 331) "L'OPINION PUBLIQUE EN CANADA", 24 septembre 1867, p. 2.
- 332) "LA LOI DES ÉLECTIONS", 28 janvier 1868, p. 2.
- 333) "LE DOUBLE MANDAT", 1er février 1868, p. 2.
- 334) "LES ÉLECTIONS CONTESTÉES", 30 avril 1868, p. 2.
- 335) "ABOLITION DU DOUBLE-MANDAT AU HAUT-CANADA", 13 novembre 1868, p. 2.
- 336) "LES ÉMEUTES DANS LES ÉLECTIONS", 20 novembre 1868, p. 2.
- 337) "LA CORRUPTION DANS LES ÉLECTIONS", 26 novembre 1868, p. 2.
- 338) "L'INDEMNITÉ DES MEMBRES DU PARLEMENT", 22 janvier 1869, p. 2.
- 339) "LE DOUBLE MANDAT", 27 janvier 1869, p. 2.
- 340) "LE VOTE AU SCRUTIN SECRET", 28 janvier 1869, p. 2.
- 341) "ÉLECTION DE KAMOURASKA", 24 février 1869, p. 2.
- 342) "MANOEUVRE ÉLECTORALE", 22 avril 1869, p. 2.
- 343) "L'ÉLECTION DE M. HOWE", 4 mai 1869, p. 2.
- 344) "LA NOUVELLE LOI ÉLECTORALE", 18 mai 1869, p. 2.
- 345) "ENCORE LE DOUBLE MANDAT", 25 mai 1869, p. 2.
- 346) "LE DISTRICT DE TROIS-RIVIÈRES", 23 septembre 1869, p. 2.
- 347) "L'ÉLECTION DE TROIS-RIVIÈRES", 30 septembre 1869, p. 2.
- 348) "M. HINCKS ET LA CORRUPTION", 4 novembre 1869, p. 2.

- 349) "L'ÉLECTION DE RICHELIEU", 15 novembre 1869, p. 2.
- 350) "LA LOI ÉLECTORALE", 25 novembre 1869, p. 2.
- 351) "L'OFFICIER-RAPPORTEUR D'ALGOMA", 7 décembre 1869, p. 2.
- 352) "LA LUTTE À ARTHABASKA", 27 janvier 1870, p. 2.
- 353) "LE PROJET DE LOI CONCERNANT LES ÉLECTIONS", 3 mars 1870, p. 2.
- 354) "UNE HAINE POLITIQUE", 15 mars 1870, p. 2.
- 355) "L'OPINION À QUÉBEC", 5 juillet 1870, p. 2.
- 356) "UNE BATAILLE MINISTÉRIELLE", 9 juillet 1870, p. 2.
- 357) "L'ÉLECTION DE QUÉBEC-EST", 18 juillet 1870, p. 2.
- 358) "L'ÉLECTION DE M. FOURNIER", 18 août 1870, p. 2.
- 359) "LE MOUVEMENT ÉLECTORAL", 17 octobre 1870, p. 2.
- 360) "L'ÉLECTION DU COMTÉ DE RICHELIEU", 11 novembre 1870, p. 2.
- 361) "L'ÉLECTION DE RICHELIEU", 22 novembre 1870, p. 2.
- 362) "UN MANDAT S'IL VOUS PLAÎT", 4 mai 1871, p. 2.
- 363) "LES LIMIERS EN CAMPAGNE ÉLECTORALE: CORRUPTION ET CALOMNIE", 2 juin 1871, p. 2.
- 364) "LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC", 6 juin 1871, p. 2.
- 365) "TOUJOURS LES MÊMES", 13 juin 1871, p. 2.
- 366) "LISTES ÉLECTORALES", 17 juin 1871, p. 2.
- 367) "LE DOUBLE MANDAT", 21 juin 1871, p. 2.
- 368) "LES ÉLECTIONS CONTESTÉES", 22 juin 1871, p. 2.
- 369) "CORRUPTION", 26 juin 1871, p. 2.
- 370) "LES ÉLECTIONS - LEUR MODE DE CONTESTATION - LES INFLUENCES INDUES", 12 juillet 1871, p. 2.
- 371) "L'ARRANGEMENT DES ÉLECTIONS", 14 juillet 1871, p. 2.
- 372) "UNE BONNE RÉFORME", 31 juillet 1871, p. 2.
- 373) "LE VOTE AU SCRUTIN SECRET", 19 août 1871, p. 2.
- 374) "LA RÉFORME ÉLECTORALE", 27 septembre 1871, p. 2.
- 375) "RÉFORME ÉLECTORALE", 28 septembre 1871, p. 2.
- 376) "LA RÉFORME ÉLECTORALE", 29 septembre 1871, p. 2.
- 377) "LA LOI ÉLECTORALE", 14 novembre 1871, p. 2.
- 378) "LE DOUBLE MANDAT", 18 novembre 1871, p. 2.
- 379) "LOIS ÉLECTORALES", 14 décembre 1871, p. 2.
- 380) "ÉLECTION DE QUÉBEC CENTRE", 19 décembre 1871, p. 2.

AUTRE CRITIQUE DE LA CORRUPTION POLITIQUE

- 381) "UNE PREMIÈRE VICTOIRE", 4 juillet 1867, p. 2.
- 382) "L'ARMÉE ET LA MARINE CANADIENNE", 30 juillet 1867, p. 2.
- 383) "LE CAMÉLÉONISME", 13 août 1867, p. 3.
- 384) "HONTEUSE TENTATIVE DE CORRUPTION", 29 août, 1867, p. 2.
- 385) "LA VERTU DES TORIÉS", 31 août 1867, p. 2.
- 386) "AFFAIRE SINOTTE", 3 septembre 1867, p. 2.
- 387) "LA MORALE TORY", 22 octobre 1867, p. 2.

- 388) "LE COÛT DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 19 novembre 1867, p. 2.
- 389) "NOUVEAUX ACTES DE PERSÉCUTION ET DE DÉGRADATION ADMINISTRATIVE", 28 novembre 1867, p. 2.
- 390) "LE CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 12 décembre 1867, p. 2.
- 391) "LA POLITIQUE MINISTÉRIELLE DE QUÉBEC", 11 janvier 1868, p. 2.
- 392) "CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 21 janvier 1868, p. 2.
- 393) "VOLS ET GASPILLAGES", 8 février 1868, p. 2.
- 394) "LE BUDGET DE M. DUNKIN", 18 février 1868, p. 2.
- 395) "LE CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 10 mars 1868, p. 3.
- 396) "LE JOB DE M. CAUCHON", 10 mars 1868, p. 3.
- 397) "CE QUE COÛTE UN GOUVERNEUR EN CANADA", 21 mars 1868, p. 2.
- 398) "LE JOB HONTEUX", 28 mars, 1868, p. 2.
- 399) "ÉDIFICES D'OTTAWA", 31 mars 1868, p. 2.
- 400) "LES SÉNATEURS ET LEUR SALAIRE", 11 avril 1868, p. 2.
- 401) "DÉPENSES FÉDÉRALES", 5 mai 1868, p. 2.
- 402) "CE QUE COÛTE L'ÉTABLISSEMENT DE LA CONFÉDÉRATION", 26 mai 1868, p. 2.
- 403) "LA QUESTION DU NORD-OUEST", 9 juin 1868, p. 2.
- 404) "PROJET CONCERNANT LE TERRITOIRE DE LA BAIE D'HUDSON", 12 juin 1868, p. 2.
- 405) "BIENFAITS DE LA CONFÉDÉRATION", 18 juin 1868, p. 2.
- 406) "CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 23 juillet 1868, p. 2.
- 407) "L'EMPRUNT DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 8 août 1868, p. 2.
- 408) "LES COMMISSAIRES DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 3 octobre 1868, p. 2.
- 409) "LA NOMINATION DE M. BRYDGES", 31 octobre 1868, p. 2.
- 410) "LE TERRITOIRE DU NORD-OUEST", 17 novembre 1868, p. 2.
- 411) "LE LUXE PEUT RUINER LES PEUPLES AINSI QUE LES PARTICULIERS", 22 décembre 1868, p. 2.
- 412) "LES CURIOSITÉS BUDGÉTAIRES DE L'ONTARIO", 12 janvier 1869, p. 2.
- 413) "UNE MANOEUVRE À L'INTÉRIEUR", 14 janvier 1869, p. 2.
- 414) "UN NOUVEAU TOUR", 16 janvier 1869, p. 2.
- 415) "L'ABSENCE DE M. CARTIER", 21 janvier 1869, p. 2.
- 416) "COUP D'OEIL SUR LES COMPTES PUBLICS", 12 février 1869, p. 2.
- 417) "ENCORE LES COMPTES PUBLICS", 13 février 1869, p. 2.
- 418) "COUP D'OEIL SUR LES COMPTES PUBLICS", 16 février 1869, p. 2.
- 419) "LES SOUMISSIONNAIRES", 17 février 1869, p. 2.
- 420) "ENCORE LES COMPTES PUBLICS", 18 février 1869, p. 2.
- 421) "COUP D'OEIL SUR LES COMPTES PUBLICS", 25 février 1869, p. 2.
- 422) "COUP D'OEIL SUR LES COMPTES PUBLICS", 6 mars 1869, p. 2.
- 423) "LE SALAIRE DES MEMBRES DU PARLEMENT LOCAL", 11 mars 1869, p. 2.
- 424) "L'ÉMIGRATION PREND DES PROPORTIONS ALARMANTES", 27 mars 1869, p. 2.
- 425) "UN ÉCONOMISTE", 2 avril 1869, p. 2.
- 426) "DE BONNES RAISONS", 13 avril 1869, p. 2.
- 427) "PLUS CHER ENCORE QUE NOUS LE PENSIONS", 16 avril 1869, p. 2.
- 428) "TOUJOURS LA MÊME HISTOIRE", 24 avril 1869, p. 2.

- 429) "LE TERRITOIRE DU NORD-OUEST", 24 mai 1869, p. 2.
- 430) "PLAINTES ET GRIEFS", 3 juin 1869, p. 2.
- 431) "UN GROS BALLON D'ESSAI", 20 juillet 1869, p. 2.
- 432) "DIVERSES RUMEURS", 31 juillet 1869, p. 2.
- 433) "UN SYMPTÔME", 24 septembre 1869, p. 2.
- 434) "LE CABINET FÉDÉRAL ET LE DOUBLE MANDAT", 22 décembre 1869, p. 2.
- 435) "LES COMMISSAIRES DE L'INTERCOLONIAL", 4 janvier 1870, p. 2.
- 436) "CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 29 janvier 1870, p. 2.
- 437) "EMPRUNT DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL", 26 mars 1870, p. 2.
- 438) "LE BUDGET", 9 avril 1870, p. 2.
- 439) "LE BUDGET", 11 avril 1870, p. 2.
- 440) "M. LANGELIER", 20 avril 1870, p. 2.
- 441) "QUÉBEC TOUJOURS DÉPOUILLÉ", 13 mai 1870, p. 2.
- 442) "LA COLOMBIE ANGLAISE", 14 juin 1870, p. 2.
- 443) "LE CHEMIN DU CANADIEN PACIFIQUE", 23 juin 1870, p. 2.
- 444) "ÉCHOS QUÉBÉCOIS", 15 juillet 1870, p. 2.
- 445) "LE PARTI LIBÉRAL", 22 juillet 1870, p. 2.
- 446) "LES MYSTÈRES D'OTTAWA", 22 octobre 1870, p. 2.
- 447) "LA CARTE À PAYER", 10 novembre 1870, p. 2.
- 448) "LES LARGESSES DE SIR NARCISSE", 9 décembre 1870, p. 2.
- 449) "UN NOUVEL ENGIN POLITIQUE", 20 décembre 1870, p. 2.
- 450) "DEUX VOTES", 21 décembre 1870, p. 2.
- 451) "UNE AFFAIRE JOLIMENT MITONNÉE. UN GLACIARUM D'UN MILLION POUR LA FAMILLE LANGEVIN ET QUELQUES AUTRES AMIS DU GOUVERNEMENT", 11 janvier 1871, p. 2.
- 452) "LES INSATIABLES", 13 janvier 1871, p. 2.
- 453) "NOTRE PLUS JEUNE ÉLÉPHANT", 25 janvier 1871, p. 2.
- 454) "UN ENTHOUSIASME DE PAUVRE ALOI", 1er février 1871, p. 2.
- 455) "ENCORE DES INDISCRÉTIONS", 16 février 1871, p. 2.
- 456) "RIEN N'EMBARASSE NOTRE MINISTRE DE LA GUERRE", 6 mars 1871, p. 2.
- 457) "M. CARTIER DÉCOUVRE ENFIN QUE LA CONFÉDÉRATION N'EST PAS UNE ROSE SANS ÉPINES", 11 mars 1871, p. 2.
- 458) "LA COLOMBIE ANGLAISE: ENCORE UN ÉLÉPHANT", 23 mars 1871, p. 2.
- 459) "QUI S'ENDETTE S'ENRICHIT", 1er avril 1871, p. 2.
- 460) "LES RECU LADES", 1er avril 1871, p. 2.
- 461) "LE DR. TUPPER", 15 août 1871, p. 2.
- 462) "GÉNÉROSITÉ CIVIQUE", 31 octobre 1871, p. 2.

Bibliographie

AJZENSTAT, Janet et **SMITH**, Peter J. (1995), *Canada's Origins. Liberal, Tory or Republican ?*, Ottawa, Carleton University Press.

AJZENSTAT, Janet et **SMITH**, Peter J. (1998), «The Touch-Tory thesis: Bad History, Poor Political Science»(dans Charlton et Barker), Crosscurrents: Contemporary Political Issues, pp. 84-96.

BERNARD, Jean-Paul (1971), *Les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.

BERNARD, Jean-Paul (1973), *Les Idéologies québécoises au 19e siècle*, Montréal, Boréal Express.

BERTON, Pierre (1970), *The National Dream*, New York, Penguin Paperbacks.

BLISS, Michael (1994), *Right honourable men: The Descent of Canadian Politics from Macdonald to Mulroney*, Toronto, Harper Collins.

CARELESS, J.M.S. (1963), *Brown of the Globe Volume II: Statesman of the Confederation (1860-1880)*, Toronto, MacMillan.

CREIGHTON, Donald (1965), *John A. MacDonald Volume II: The Old Chieftain*, Toronto, MacMillan.

FORBES, H.D. (1987), «Hartz-Horowitz at Twenty: Nationalism, Toryism and Socialism in Canada and the United States», Revue Canadienne de Science Politique, Volume 20, Numéro 2, pp. 287-315.

GARDE (de la), Roger (1976), *Le Pays (1852 à 1872): Son histoire et son idéologie*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Québec, Presses de l'Université Laval.

GIBBONS, Kenneth M. et **ROWAT**, Donald C. (1976), *Political Corruption in Canada: Cases, Causes and Cures*, Ottawa, University of Carleton Library.

HARTZ, Louis (1962), *The Founding of New Societies*, New York, Harcourt Inc.

HODGINS, Bruce W. (1971), *John Sandfield MacDonald*, Toronto, University of Toronto Press.

HOROWITZ, Gad (1966), «Conservatism, Liberalism and Socialism in Canada: An Interpretation», Canadian Journal of Economics and Political Science, Volume 32, Numéro 2

(mai), pp. 143-171.

HUDON, Raymond et LEMIEUX, Vincent (1975), *Patronage et politique au Québec*, Montréal, Boréal-Express.

JACKSON, R. D. (1973), *The organization of Upper Canadian Reformers, 1818-1867*, Toronto, McGraw-Hill.

KELLY, Stéphane (1997), *La Petite Loterie: Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837*, Montréal, Éditions Boréal.

KESTERTON, W. H. (1984), *A History of Journalism in Canada*, Ottawa, Carleton University Press.

LIVERMORE, J. D. (1979), «The Ontario Election of 1871: A Case Study of the Transfer of Political Power», Ontario History, Volume 71.

MILLS, David (1988), *The idea of Loyalty in Upper Canada, 1784-1850* de David Mills, Toronto, MacMillan.

NOEL, S. J. R. (1990), *Patrons, Clients, Brokers: Ontario Society and Politics (1791-1896)*, Toronto, University of Toronto Press.

PAQUET, Gilles et WALLOT, Jean-Pierre (1973), *Patronage et Pouvoir au Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval.

RUTHERFORD, Paul (1982), *A Victorian Authority: the daily press in late 19th century Canada*, Toronto, University of Toronto Press.

SCHULL, Joseph (1975), *Edward Blake, The Man of the Other Way*, Toronto, MacMillan.

SIMPSON, Jeffrey (1988), *The Spoils of Power*, Toronto, Collins/JCS Publications.

SMITH, Peter J. (1983), *The Ideological Genesis of Canadian Confederation*, Thèse de Doctorat en Science politique, Ottawa, Carleton University.

SMITH, Peter J. (1990), *The Dream of Political Union: Loyalism, Toryism and the Federal Idea in Pre-Confederation (dans Martin)*, Fredericton, Acadiensis Press.

SOULARD, Jean-Claude (1976), *Esquisse biographique et pensée politique d'un adversaire de la Confédération: Antoine Aimé Dorion, chef du Parti Rouge (1818-1891)*, Thèse de Maîtrise en Histoire, Québec, Presses de l'Université Laval.

STEWART, Gordon (1986), *The Origins of Canadian Politics. A comparative approach*, Vancouver, University of British Columbia Press.

SWAINSON, Donald (1976), *Sir John A.: an anecdotal life of John A. Macdonald*, Toronto, Oxford University Press.

TARAS, David (1991), *The Newsmakers: The media's influence on canadian politics*, Calgary, University of Calgary Press.

THOMSON, Dale C. Thomson (1960), *Alexander Mackenzie: Clear Grit*, Toronto, Macmillan.

UNDERHILL, Frank (1960), *In search of Canadian liberalism*, Toronto, MacMillan.

WAITE, P. B. (1975), *MacDonald: His Life and World*, Toronto, McGraw-Hill.

WAITE, P.B. (1962), *The Life and Times of Confederation*, Toronto, University of Toronto Press.

WALLOT, Jean-Pierre Wallot (1973), «Révolution et réformisme dans le Bas-Canada», Annales historiques de la Révolution française, Volume 11, Numéro 213, pp. 344-435.

WALLACE, W. S. (1912), «The Patent Combination: An Account of the First Administration of Ontario», The Canadian Magazine, Volume 38.

WISEMEN, Nelson (1998), «Tory-Touched Liberalism: Political Culture in Canada» (dans Charlton et Barker), Crosscurrents: Contemporary Political Issues, pp 72-83.

YOUNG, Brian (1982), *George-Étienne Cartier: Bourgeois Montréalais*, Montréal, Boréal Express.